

A4  
F.H.  
COUP-D'ŒIL

K. 12. K. e  
POLITIQUE 7.

SUR LE CONTINENT.

---

“ OÙ sont ces GRANDS GUERRIERS dont les *fatals Lignes*  
“ Devoient à ce torrent opposer TANT de *dignes ?* ”

BOIL. *Art. Pœt.* t. 2. p. 216.

---

*W. Spilsbury*

DE L'IMPRIMERIE DE W. ET C. SPILSBURY, SNOW-HILL.

ET SE TROUVE CHEZ J. DEMOFFE, GERARD-STREET, SOHO;  
A. DULAU ET CO. SOHO-SQUARE; ET T. BOOSEY, ROYAL-EXCHANGE.

—  
Janvier 1800.  
—

[ PRIX CINQ SHELLINGS. ]





---

## AU LECTEUR.

---

*AUSSI* long-tems qu'une exaltation vivement imprimée domine la généralité du Public, aussi long-tems est-il inutile de soumettre à son jugement dont l'exercice se trouve suspendu, des faits ou des observations qui s'écarteroient du torrent dans lequel il est entraîné.

Mais cette fièvre ardente ne sauroit durer ;  
Et c'est lorsqu'elle se modère par l'effet de circonstances d'autant plus sérieuses qu'elles étoient moins attendues, qu'il devient convenable, qu'il paroît même être un devoir de ne pas garder le silence si l'on se trouve à portée d'éclairer sous certains

*rapports les hommes désireux après tant d'erreurs de rechercher la vérité par toutes les voyes.*

*C'est dans ce but que j'ai pris la plume ; je sens que je l'ai très-imparfaitement rempli, & je ne me dissimule point les inconvéniens ni les dégoûts auxquels doivent s'attendre ceux qui en sont animés ; je serai satisfait néanmoins si je fournis quelques matériaux utiles au petit nombre de personnes appelées à s'occuper des Affaires Continentales dans lesquelles l'Angleterre est jusqu'à un certain point enveloppée.*

*J'aurois mis mon nom à ce petit Ecrit si j'eus pensé qu'il pût y ajouter le moindre poids ; mais n'étant point sur la ligne des hommes connus par d'autres Ouvrages Politiques, & n'étant guidé par aucune prétention quelconque de me placer parmi les Auteurs ou Ecrivains du jour, j'ai cru inutile de me faire connoître.*



*Cependant les notices que je présente ici se trouvant fondées sur des faits dont j'ai été moi-même témoin pendant un séjour récent & de longue durée au Continent & sur une suite de renseignemens qui me sont parvenus dès-lors dont l'exactitude ne sauroit m'être suspecte, je ne me permettrai pas de rien désavouer de cet Ecrit s'il m'est attribué.*

*Londres, le 18 Décembre  
1799.*

---



# T A B L E

DU

## CONTENU AU TEXTE.

<i>PLAN Général.</i>	- - - -	Page I
CHAP. I. <i>De la Révolution.</i>	- -	2
CHAP. II. <i>De la Guerre Continentale.</i>		II
CHAP. III. <i>Situation Politique des Etats</i> <i>du Continent.</i>	- - -	21
§ I. <i>France</i>	- - - -	id.
§ II. <i>Russie</i>	- - - -	48
§ III. <i>Autriche</i>	- - - -	54
§ IV. <i>Prusse</i>	- - - -	54
§ V. <i>Suède &amp; Dannemarck</i>	- -	77
§ VI. <i>Hollande</i>	- - - -	80
§ VII. <i>Suisse</i>	- - - -	86
§ VIII. <i>Espagne</i>	- - - -	105
§ IX. <i>Portugal</i>	- - - -	113
§ X. <i>Italie</i>	- - - -	114
§ XI. <i>Porte Ottomane.</i>	- - -	116
CHAP. IV. <i>Conclusion.</i>	- -	127

---

N. B. Les références entre deux parenthèses (Nos 1, 2, 3,  
4, 5, 6,) se rapportent aux NOTES FINALES.



# TABLE

DU

CONTENU AU TEXTE

PAGE GÉNÉRALE

CHAP. I. Des Établissements

CHAP. II. Des Établissements

CHAP. III. Des Établissements



§ I. France

§ II. Angleterre

§ III. Écosse

§ IV. Irlande

§ V. Pays-Bas

§ VI. Danemark

§ VII. Suède

§ VIII. Prusse

§ IX. Autriche

§ X. Pologne

§ XI. Espagne

§ XII. Portugal

§ XIII. Italie

§ XIV. Grèce

§ XV. Turquie

§ XVI. Égypte

§ XVII. Arabie

§ XVIII. Indes

§ XIX. Chine

§ XX. Japon

§ XXI. Corée

§ XXII. Sibirie

§ XXIII. Russie

§ XXIV. Amérique

§ XXV. Océanie

§ XXVI. Australie

§ XXVII. Nouvelle-Zélande

N.B. Les références entre deux paragraphes sont données en chiffres arabes.

# COUP-D'ŒIL POLITIQUE

SUR

## LE CONTINENT.

---

L'OBJET direct de ce Coup-d'œil ne sauroit être envisagé dans sa plénitude si l'on ne portoit d'abord ses regards sur les deux grands mobiles qui en dirigent depuis sept ans les ressorts.

Ces mobiles sont LA RÉVOLUTION de France & LA GUERRE.

Nous devons donc y porter un instant les yeux du Lecteur, & nous ne les considérerons que sous leur rapport intime avec LA POLITIQUE CONTINENTALE.

Car nous ne prétendons point parler de la Politique des *Etats Insulaires* de l'Europe en ce qui n'est pas directement lié au Continent comme *Terre ferme*, ni de celle des *Etats* d'un autre Hémisphère.

## CHAP. I.

### DE LA RÉVOLUTION.

---

LA RÉVOLUTION de France, suivant l'acception complete de ce mot, tel qu'il paroît du moins devoir être défini, a été LE RENVERSEMENT DE TOUS LES ANCIENS POUVOIRS ET LEUR REMPLACEMENT PAR D'AUTRES ORGANISÉS SUR UNE BASE NOUVELLE.

Dans son *origine*, elle a présenté, comme toute autre, des signes évidens d'insurrection, de révolte & d'illégalité.

Dans ses *progrès*, elle a développé, comme la plupart des autres, un système de domination, d'intolérance, d'usurpation & de cruauté analogues à son origine, aux moyens qu'elle avoit alors de se soutenir, & augmenté soit par les résistances de ses premiers adversaires, soit par la violence des factions qui se sont successivement disputé l'empire.

Dans sa *maturité*, elle offre un tableau frappant de vigueur & de gloire militaires vis-à-vis de ses ennemis extérieurs, de sévérité contre ses ennemis internes, de fécondité dans ses ressources & de dextérité politique.

Si la Révolution eût été prévenue, ou si elle eût été comprimée à tems, l'humanité auroit moins gémi, la France seroit plus heureuse, & le Continent plus tranquille.

Mais la Providence permet ou favorise dans certains périodes de grandes secousses par des vues qui nous sont inconnues.



Et la secousse actuelle imprimée par des hommes de génie dans un tems où l'autorité royale étoit toute-puissante, s'est fait vivement sentir dès que celle-ci a chancelé, & a produit une explosion irrésistible lorsque cette autorité a été terrassée.

Dans son *origine*, la Révolution portoit un caractère *factieux*;\* & le Gouvernement du Monarque, quoique celui-ci fut contraint dans ses volontés ou captif, devoit toujours paroître aux Puissances étrangères, ainsi qu'il l'étoit en effet, le gouvernement *légitime* & le seul qu'elles pussent & dussent reconnoître en France.

Dans ses *progrès*,† l'autorité passant de main en main & ne reconnoissant ni loi ni frein moral ou politique, il eût été très-imprudent & même dangereux de traiter avec des Chefs sanguinaires qui s'annonçoient comme voulant renverser tous les trônes, & qui se faisant un jeu de la vie des Français, ne pouvoient échapper long-tems à une juste vengeance.

Mais lorsque la Révolution fut parvenue à sa *maturité*,‡ qu'elle fut dégagée des entraves auxquelles une ombre d'autorité royale eût pu la soumettre, affranchie des excès d'une anarchie turbulente & féroce, lorsqu'elle prit enfin une forme de constitution fixe, & que, lassée de sang, elle se fut imposé

\* On parle ici de l'époque où les *Etats-Généraux* se divisèrent & furent convertis, par un parti, en *Assemblée Nationale*.

† On comprend ici l'époque depuis le renversement du trône en Août 1792, jusqu'à l'exécution de Robespierre en Juillet 1794.

‡ C'est-à-dire, depuis la chute de Robespierre, & principalement depuis la création du Directoire Exécutif.

des loix plus ou moins bonnes, du sein du cahos & des factions précédentes émana alors un Gouvernement qui sçut se faire craindre au dehors & se faire obéir au dedans.

Dès-lors le caractère d'usurpation que ce même Gouvernement pouvoit conserver aux yeux des victimes du parti qu'il avoit vaincu, ne s'effaçoit-il pas pour les Puissances Etrangères ?

Il n'y avoit plus de Roi en France qu'elles pussent reconnoître.

L'établissement de la République, d'abord incertain, venoit de se consolider par l'extirpation du régime de la terreur, & par l'adoption d'un Code de Loix constitutives.

Le Gouvernement créé d'après ces Loix avoit eu assez de force pour éteindre la Guerre Civile de la Vendée, & pour vaincre dans la Belgique, sur le Rhin, aux Alpes, & aux Pyrenées une Coalition de Potentats à-peu-près générale.

On ne trouve aucun terme fixe assigné par les grands Publicistes, comme devant valider l'existence & la légitimité d'un Gouvernement nouveau aux yeux des autres Gouvernemens établis.

Le fait seul de s'être créé, de se maintenir, de forcer ou captiver l'obéissance au dedans, les ménagemens ou les égards au dehors, a toujours déterminé cette question délicate qui n'est soumise à aucune règle.

Ainsi les plus grandes Puissances de l'Europe, LOUIS XIV dans toute sa gloire a leur tête, reconnurent la République Anglaise sous le Protectorat de CROMWELL, aussitôt que celui-ci se fut montré Maître du Parlement & de l'Armée.

Ainsi, dans des tems plus reculés, la Confédération HELVÉTIQUE ayant brisé le joug des Comtes d'Hapsbourg Chefs de la Maison d'Autriche, fut reconnue par les autres Souverains.

Ainsi, dans des tems plus modernes, la République des Etats-Unis d'AMÉRIQUE a été reconnue par les deux premières Monarchies du Continent deux ans au plus après sa formation, successivement par les autres Etats & enfin au bout de six ans dès cette même formation par l'Angleterre même dont elle avoit été la Colonie.

Le Cabinet de BERLIN a agi le premier d'après ces principes & ces exemples, en reconnoissant la République Française par le Traité de BASLE.

Le Roi d'ESPAGNE ne tarda pas à en faire autant, & fut bientôt imité par les Rois de SARDAIGNE & des DEUX SICILES.

Les Républiques voisines de la France reconnurent aussi son Gouvernement, traitèrent avec lui, & reçurent ses Envoyés.

L'EMPEREUR enfin, comme Roi de Bohême & de Hongrie, & comme Souverain des Etats Héritaires de la Maison d'Autriche, conclut avec la France en Avril & en Octobre 1797 deux Traités à Léoben & à Udine dans lesquels son Gouvernement Républicain fut solennellement reconnu.

Ce Gouvernement parut même au Cabinet de Vienne tellement consolidé, qu'il entra avec lui dans des arrangements particuliers relativement à l'Empire, la Prusse, la Suisse & l'Italie, tels qu'on ne les eût jamais pris avec une Puif-



fance dont l'indépendance politique eût été méconnue ou eût paru chancelante.

Il est donc inutile après un période de dix ans & au-delà dès l'origine de la Révolution & de cinq ans depuis sa maturité, de méconnoître les Pouvoirs qui dirigent la République Française ni cette République elle-même.

Si la violence seule, sans l'intervention d'une grande partie des Français, lui avoit donné naissance, il n'en seroit pas pas moins aujourd'hui, d'après les faits & les actes ci-dessus qui forment à cet égard le principe unique du droit public, le seul Gouvernement *légal* en France aux yeux des Souverains étrangers.

Qu'un *Polonais* réfugié à Paris, un *Loyaliste Américain* à Londres, ou un *Emigré Français Royaliste* à Peterbourg ne puissent consentir à regarder comme légaux les Gouvernemens qui, par la force seule des armes, par l'ascendant progressif d'une faction habile, ou par le vœu de la majeure partie de leurs compatriotes, ont succédé à ceux sous lesquels ils avoient vécu, cela se conçoit; c'est l'effet d'un sentiment plus ou moins aveugle, mais souvent honorable.

Il n'en est pas de même des Etats ni des Princes; la politique seule doit les diriger dans leurs relations extérieures; & s'il n'en étoit ainsi, ils perdroient de vue leurs premiers devoirs, qui concernent l'administration, la paix & la prospérité intérieures de leurs sujets.

En admettant donc que dans son principe le Gouvernement Républicain en France ait porté un caractère d'usurpation aussi complet que celui des trois Puissances coparta-

geantes en Pologne, il y a lieu de croire qu'aux yeux de tout homme d'Etat & de tout Publiciste, ce caractère a cessé, 1<sup>o</sup>, par le laps de tems écoulé sans contre-révolution intérieure, pas même momentanée; 2<sup>o</sup>, par le fait de la maintenance de son autorité civile & militaire; 3<sup>o</sup>, par ses connexions diplomatiques au-dehors.

S'il en étoit autrement, les Puissances même qui lui reprocheroient son origine ou qui contesteroient sa validité seroient exposées à voir révoquer en doute leurs droits sur une partie de leurs possessions.

On jugeroit plus sainement de la RÉVOLUTION FRANÇAISE, si l'on cherchoit à s'instruire des diverses modifications qu'elle a subies, & qui ont successivement adouci les formes & les teintes par lesquelles elle a débuté.

Cette Révolution a eu des phases marquées & essentiellement distinctes.

En ne les ayant pas observées, ou en ne les considérant qu'imparfaitement, on reste en général plongé dans deux erreurs réelles.

*L'une* est de croire toujours au système de la *propagande* & à la fureur du *prosélytisme* qui ont animé, pendant une certaine époque, les Révolutionnaires Français.

On ne s'apperçoit pas que le trait une fois lancé la mission a été remplie, les efforts ont cessé; que le reste est l'œuvre du tems, & dépendra sur-tout de la conduite des Gouvernemens, soit vis-à-vis de leurs peuples, soit vis-à-vis de la France.

Les voyageurs nous parlent de ces vents brûlans d'Afrique qui transportent, à-travers des déserts immenses, les semences

de plantes balsamiques & salutaires d'un pays lointain, comme aussi des insectes destructeurs & un venin pestilentiel : ainsi les vrais affiliés de la Propagande ont trouvé le secret de répandre à la fois par-tout des germes féconds de bien & de mal qui ont été avidement reçus & fermentent aujourd'hui plus ou moins dans tous les esprits.

C'est aux Chefs des Etats à diriger cette fermentation de manière à faire éclore les semences utiles, & à arrêter adroitement la végétation des autres. (N° I.)

Mais croire réussir dans cette direction délicate en s'armant de toutes pièces, & en se battant au dehors comme de vrais *Paladins* contre des germes qui ont déjà pénétré, & contre des opinions déjà imbibées dans les cerveaux, c'est une idée qui ne pouvoit long-tems paroître sage, & dont les Souverains du Continent (sauf un seul) sont parfaitement revenus.

La *seconde* erreur principale est d'envisager toujours la Révolution sous l'aspect qu'elle présentait lorsqu'elle fut poussée à l'extrême, faisant de la France une vaste prison, baignée dans le sang, anarchique & dévastatrice, en un mot telle qu'elle étoit sous le règne de ROBESPIERRE.

Ce tableau saillant & dont on a tiré parti reste imprimé dans l'ame d'une foule de gens honnêtes qui ne se doutent pas que les couleurs en ont totalement changé, parce qu'il est rare qu'on le leur dise.

Cependant, à l'exception des *Emigrés* non rayés de la liste sur lesquels la loi, qu'ils connoissent d'avance, s'exécute, & des *déportations* que le complot royaliste découvert en Septembre 1797 achemina très-malheureusement, & qui se



réduisent actuellement à un exil temporaire à l'Isle D'Oleron, sur le point d'être révoqué pour ceux qui l'ont subi sans se renouveler pour d'autres, rien ne retrace aujourd'hui en France les tems révolutionnaires.

La conscription militaire, la loi des otages, & l'emprunt forcé, étoient des mesures rigoureuses ; mais des mesures de guerre, & non de révolution : & les deux dernières viennent déjà de disparaître.

Les mesures révolutionnaires pourroient se renouveler si le Parti Jacobin, qui comme le Parti Royaliste a des vengeances à exercer, reprenoit le dessus ; & c'est un danger qu'on a eu à craindre tant que l'Etat, pendant les chances de la guerre, étoit exposé aux factions des mécontents toujours ardens à profiter des moindres revers.

Mais la très-grande majorité des Français, qui n'est ni Royaliste ni Jacobine, & qui pendant la guerre & les maux qu'elle a occasionné est resté soumise au Gouvernement, se ralliera à lui bien plus volontairement à la PAIX, & soit par de meilleures Elections, soit par divers moyens d'influence qu'elle sera appelée alors à exercer, pourra prévenir le retour des secousses passées, secousses auxquelles donnent toujours lieu, du plus au moins, l'établissement d'un nouvel ordre de choses dans un Etat quelconque, & à plus forte raison les crises d'une Révolution aussi complète que l'a été celle dont la France vient d'être le théâtre.

Qu'il soit permis d'observer *enfin* combien l'on a égaré notre jugement en représentant chacune de ces secousses depuis 10 ans comme une nouvelle RÉVOLUTION, & comme acheminant à la dissolution de la République.

Ce sont elles, au contraire, qui ont démontré sa force & qui la consolident.

Les déplacemens soudains de quelques-uns des Directeurs en 1797, & dès-lors un changement momentané dans leur nombre & dans leurs titres sous le nom de CONSULS investis des mêmes pouvoirs, l'expulsion répétée de quelques factieux hors des Conseils, l'ajournement de ceux-ci suppléés par leurs propres Comités pendant trois mois, tout cela n'est point une RÉVOLUTION. Les hommes se déplacent, mais les *Pouvoirs* ne se renversent pas; & ROME n'étoit pas moins une République sous un DICTATEUR que sous des CONSULS ni que sous la verge des TRIBUNS.

A l'exception d'un petit nombre d'individus saillans & de ceux qui entourent le siège de l'autorité, ces mutations, pareilles à celles que font les Princes dans leurs Cabinets, s'effectuent sans que les habitans de la France en éprouvent le moindre choc.

Il en est d'un corps politique comme du corps humain. Voyez cet homme puissant & robuste: il étoit atteint d'une maladie grave; il repoussa toute assistance étrangère; la Nature opéra seule & le servit mieux que les médecins; il guérit, & son tempérament n'a acquis que plus de vigueur par cette crise: ses héritiers impatiens & les jaloux sont confus; la foule à sa porte, qui attendoit l'enterrement du COLOSSE, reproche à ceux-ci de l'avoir attrappée & se dissipe mécontente.

La France est ce Malade; Nous sommes la foule: On entrevoit les *Héritiers* & les *Jaloux*.

## CHAP. II.

### DE LA GUERRE

#### CONTINENTALE (\*).

---

##### PÉRIODE.

**LA GUERRE**, dans son principe (en 1792), paroissoit entreprise dans un but noble & utile.

Le malheureux **LOUIS XVI** languissoit sous les fers : il sembloit qu'il fût réservé à d'autres Souverains de le libérer, & de lui fournir les moyens de réaliser les intentions bienfaisantes dont ce Prince vertueux étoit animé, non pour la restauration du Royalisme devenu odieux à ses sujets & qu'il ne désiroit plus lui-même, mais pour celle d'une *Monarchie* sagement organisée.

Un Manifeste exagéré déconcerta les premières espérances des Français éclairés, & accrut la résistance de ceux qui n'étoient alors que des factieux.

##### PÉRIODE.

La Campagne suivante ne présenta plus le même objet, (**LOUIS XVI** n'étoit plus ! ) & s'annonça bientôt comme entreprise dans un tout autre but, puisqu'on vit les alliés (sauf la *Prusse*) s'emparer successivement pour leur propre

---

(\*) La guerre maritime & la guerre coloniale étant étrangères à mon sujet, je n'en parlerai point.



compte des villes, places fortes & possessions de la France, que le sort de la guerre faisoit tomber entre leurs mains.

La Prusse se laissa d'un tel jeu où elle se trouvoit entre deux parties prenantes & une conservante (la *Hollande Statboudérienne*), sans aucun profit pour elle-même autre que des subsides qu'elle pouvoit avoir d'ailleurs avec d'autres avantages plus essentiels, sans se battre & sans travailler à l'aggrandissement de l'Autriche sa rivale.

Elle préféra ce dernier parti, & conclut à *Basle* sa paix particulière que l'invasion de la Hollande venoit de précéder, & que la paix entre la France & l'Espagne suivit de près.

La France devint ainsi inattaquable sur trois lignes importantes de ses frontières ; & d'après la différence qui en résulta dans sa position & ses intérêts les Chefs du Comité qui la gouvernoit alors changèrent leurs plans politiques & leurs mesures militaires.

### 3<sup>e</sup> PÉRIODE.

Jusqu'à cette époque, c'étoit en *Allemagne* où ils avoient voulu frapper les grands coups.

Là une Coalition Gothique & foible, des hommes de lettres ardens & peu orthodoxes, une féodalité trop prononcée, des sectes nombreuses liées par des sermens, animées d'un esprit de réforme & d'innovation, qui comptoient parmi leurs Chefs & leurs affiliés des personnages élevés, confidens de plusieurs Princes souverains & membres de leurs Cabinets ; là une foule de partisans du système républicain dans les deux sexes paroissoit n'attendre que l'invasion des Français pour opérer des changemens majeurs ; & plusieurs faits

que le tems révélera induisent à penser que, sans des circonstances particulière, qui précipitèrent le mouvement auquel on se préparoit en France, l'Allemagne auroit été la contrée qui eût effectué la première la Révolution.

Là dominoient deux Puissances qui avoient pris les premières les armes contre la France en 1792, dont l'*union*, aussi monstrueuse en politique que celle de la Russie & de la Porte l'est aujourd'hui, devoit être minée par les voies intérieures en même tems que combattue par les armées Françaises.

Ces armées, dans leurs progrès à *Mayence* & sur le *Rhin*, avoient déjà développé les germes féconds de Révolution qui y existoient & s'y étoient recrutées d'un grand nombre de partisans.

La Paix de *Basle* tranchant le nœud qui lioit la Prusse à l'Autriche, l'un des objets des contractans fut d'assurer à la première une influence telle sur les Etats du Nord de l'Allemagne qu'elle les détachât de ceux du Midi & de toute dépendance de l'Empereur pendant la guerre ; enforte que la France fût à portée de diriger celle-ci uniquement contre la Maison d'Autriche, & de pénétrer dans le sein de ses Etats Allemands & Italiens.

Alors furent conçus ces vastes plans militaires que les armées du *Rhin* & d'*Italie* exécutèrent sous MOREAU & BONAPARTE, qui en 1796 manquèrent en partie par la retraite forcée mais mémorable du premier, & qui en 1797 furent couronnés du succès le plus complet par les victoires du second & par les Traités de *Lioben* & d'*Udine*.

Pendant toute cette période de deux ans & demi entre la Paix de *Basle* & celle de *Campo-Formio*, la guerre continentale

a été absolument circonscrite entre la France & l'Autriche, & sans aucun rapport à la Révolution ni au rétablissement de la Monarchie, sauf celui de *circonstance*.

La France combattoit pour conserver les Pays-Bas, pour s'assurer des limites sur le Rhin correspondantes à un système général politique & militaire adopté comme nécessaire à sa sécurité future ; enfin, pour mettre hors d'état de lui nuire les Princes & Etats d'Italie qui étoient joints à l'Autriche.

L'Autriche combattoit pour recouvrer les Pays-Bas ou se procurer un équivalent, pour pénétrer, s'il eût été possible, en Alsace & y faire revivre ses droits, pour réaliser ses anciennes & constantes vues sur quelques-unes des forteresses du Piémont.

Les événemens qui ont suivi le Traité de CAMPO-FORMIO, trouveront leur place ailleurs (Chap. III. § 3. *Autriche*). En les retraçant ici ce seroit s'écarter du but qu'on se propose, celui de mettre sous les yeux du Lecteur les divers objets pour lesquels la guerre a été pour suivie *réellement* dans les diverses époques de sa durée.

#### 4<sup>e</sup> PÉRIODE.

Lorsqu'elle se renouvela au mois de *Mars* dernier, ce ne fut point, comme quelques politiques défunts qui fussent ressuscités eussent pu le croire, pour venger & replacer sur leurs trônes le Roi de Sardaigne & le Roi de Naples Alliés & Pères de l'Empereur, ni pour rendre au Pape son autorité pontificale.

Le Cabinet de Vienne avoit laissé consommer au Directoire la Révolution de l'Italie & celle de la Suisse,



dont le sort paroïssoit lui être devenu également indifférent : il avoit profité d'une année & demie de paix pour rétablir ses armées battues mais toujours respectables, & pour s'assurer des auxiliaires Russes au besoin ; il ne les fit mouvoir néanmoins qu'à la dernière extrémité, en partie par l'effet d'une coaction *Moscovite*, & aussi par l'obligation de se défendre contre l'aggression soudaine de la France. Celle-ci étoit alors gouvernée par des hommes de loi dont la marche politique, depuis l'éloignement de *Sieyes* & de *Bonaparte*, manquoit d'à-plomb, alloit par facades, & indiquoit un enivrement complet, présage ordinaire des grands revers.

Ces revers bien mérités ne tardèrent pas à éclater ; l'on en connoît les suites en Italie. — Ils ne se sont compensés que tard & partiellement encore par quelques avantages des Français dans cette contrée, mais sur-tout par les victoires qui les ont précédé en Suisse ; & l'on doit en grande partie leurs succès décisifs à la fin de cette campagne au premier changement Directorial qui eut lieu il y a quelques mois, & à la capacité de ceux qui sont placés actuellement au timon des affaires.

L'*Autriche*, liée par circonstance à deux autres Alliés dont les vues étoient plus dirigées sur la France, n'a pas voulu s'en rendre dépendante, ni en recevant des subsides, ni en leur subordonnant leur plan ; & ceux-ci ayant persisté dans le leur pour les deux armées qu'ils dirigeoient en Suisse & en Hollande, de-là sont résultés le tiraillement & la discordance qui ont signalé la campagne actuelle.

On ne se permet de blâmer en rien à cet égard le Cabinet de Vienne : on pense, au contraire, que sa conduite

a été plus que tout autre conséquente & uniforme; une suite de faits avérés bien plus probans que des paroles ou des promesses, avoient démontré aux autres Puissances dans quelle intention l'Autriche avoit fait la guerre pendant les précédentes périodes.

Dès le commencement de cette campagne, Elle a suffisamment indiqué, en conservant son indépendance dans la direction de la guerre, que ses principes étoient les mêmes; & qu'ayant repris les armes, elle ne s'amuseroit pas à des mots ou à une guerre de parti, mais s'occuperoit comme ci-devant d'un objet solide, *recouvrement & aggrandissement.*

Quel paroît, au contraire, avoir été le motif dirigeant des deux autres Alliés?

L'Angleterre ne l'a jamais précisé d'une manière officielle & écrite, sinon dans son traité avec l'Empereur de Russie où les deux contractans annoncent l'intention de *réprimer l'ambition de la France & de la faire rentrer dans ses anciennes limites, afin de rétablir la balance de l'Europe.*

Si à cette vue authentiquement (mais récemment) connue, il est permis de joindre l'induction tirée de quelques discours publics & de faits collatéraux, on peut présumer que le Cabinet Britannique avoit aussi le but de tenter de pénétrer en France en se servant de la Suisse comme de marche-pied, & en cherchant à rallier le Parti Royaliste à l'armée Russe destinée à rétablir, d'une manière quelconque, la Monarchie, comme le Gouvernement le plus désirable pour les intérêts politiques des deux Alliés.

Voyons

Voyons maintenant comment s'est expliqué *l'Empereur de Russie*, sur le motif qui le guide dans la guerre actuelle.

Non-seulement S. M. - Impériale veut, suivant son *Traité avec l'Angleterre*, *harasser la France & la faire rentrer dans les anciennes limites telles qu'elles étoient avant la Révolution*; mais elle déclare expressément soit à l'Espagne, soit à l'Empire, *qu'elle fait marcher ses troupes pour détruire les Impies qui gouvernent la France, & que son but est d'y rétablir la Royauté, en renversant de fond en comble l'édifice nouveau, en mettant à sa place un repos stable, mais sans souffrir aucun démembrement ni conquête sur le Royaume, & en agissant avec le désintéressement le plus complet.*

Il résulte de-là que dans une Coalition de TROIS PUISSANCES, chacune d'elles en cette guerre a un but différent.

La 1<sup>re</sup>, de travailler à *affermir la sécurité de ses Etats, & de s'aggrandir par de nouvelles conquêtes.*

La 2<sup>de</sup>, de replacer la France dans ses anciennes limites, *sans parler de restitution.*

La 3<sup>me</sup>, de forcer la République Française à redevenir un Royaume sous le sceptre des *Bourbons*, & à rétablir ce Royaume dans son *intégrité* tel qu'il étoit avant la Révolution.

Lorsqu'une confédération quelconque est formée sur des principes aussi essentiellement divergens, il est facile de calculer à-peu-près le terme où elle doit être déjouée par un ennemi déterminé à maintenir & son système de



Gouvernement & son territoire, dont les moyens politiques & militaires sont immenses, & dont la force expansive part d'un foyer *unique*.

Ce terme est arrivé trois ou quatre mois après le développement des plans annoncés comme devant *sauver* l'EUROPE (\*).

La dernière Coalition a eu le sort des trois précédentes, & l'on se trouve constamment à la fin de chaque campagne plus éloigné qu'on ne l'étoit au commencement, du but général & gigantesque qu'on mettoit en avant pour motiver la guerre continentale, & dont l'accomplissement devoit être le prix d'une *persévérance admirable* dans la même carrière.

En effet, quoique les résultats des événemens militaires de cette année ne soient pas *matériellement* aussi favorables à la France que ceux des années précédentes, n'ayant pas étendu ses limites par de nouvelles conquêtes continentales qui n'entrent plus dans son plan, & ayant perdu momentanément sur l'Italie un ascendant qu'elle s'occupe à recouvrer, Elle n'en a pas moins obtenu des avantages plus réels peut-être.

1<sup>o</sup>. Par la possession & la civilisation de l'EGYPTE, dont les approches sont rendues pour long-tems difficiles à des Ennemis foibles & qui vont probablement redevenir les Amis des Français.

---

(\*) On ne projette nulle part de la *perdre* aujourd'hui; il s'agit seulement de régler sa balance de manière à faire peser moins les Puissances *extrêmes* & davantage les Puissances *centrales*.

2°. Par la liaison plus étroite que les succès des Généraux de la République en SUISSE & en HOLLANDE opèrent entre la France & ces Etats alliés, soit en cimentant la politique des trois Gouvernemens, soit en déterminant les habitans à faire cause commune, & à se prêter de bonne grace à des sacrifices qu'on leur eût arrachés très-difficilement par la force.

3°. Enfin, par la considération politique que s'est acquis la FRANCE au dehors, en respectant les traités, en restreignant au lieu de les étendre les loix de la guerre, & en n'enfreignant plus aucun principe du droit des gens & des nations, qu'elle doit s'attendre dès-lors à voir respecter scrupuleusement par les Puissances qu'elle a à combattre.

Et cette campagne a eu ceci de remarquable plus encore que les autres au désavantage des Alliés, c'est qu'il suffisoit qu'ils perdissent *une* bataille pour faire avorter le fruit de leurs précédens succès, du moins en très-majeure partie, tandis que les Français pouvoient en perdre *vingt* avant d'être entamés sur leur territoire.

On a rejeté constamment sur des causes *accidentelles* les revers des Coalisés; ils dérivent cependant sur-tout de causes *générales* qui chaque année ont opéré avec plus de force.

Elles furent développées dès 1793 par un homme éclairé, dont les avis parurent trop *sinistres*.

Il en est *deux* sur lesquelles on ne sauroit trop revenir & que je ne ferai qu'indiquer.

L'une est la *secrète harmonie* entre les principes de la Révolution & les dispositions intérieures d'un très-grand

nombre de ceux auxquels on a mis les armes à la main contr'elle.

L'autre est la *dissonance* *complete* entre les *professions* des Alliés & leurs *Actes* dès Juillet 1792 à ce jour.

Et cette dissonance n'a jamais été plus sensible & plus frappante que dans la campagne dont nous venons de voir l'issue.

Les ÉLÉMENTS de la guerre continentale ont donc été vicieux dès son origine.

Ils le sont devenus bien plus encore depuis la défection de la PRUSSE ; & dès-lors, tout homme éclairé sur les forces de la France & sur celles qu'on pouvoit lui opposer, a dû voir, sinon le *danger* du moins l'*inutilité* de cette guerre contr'elle.

Mais on a cru devoir la pousser sans cet Allié principal & nécessaire.

Les événemens n'ont pas répondu aux espérances légèrement fondées, & l'on sera trop heureux peut-être de se servir des relations de cet ancien Allié pour négocier la paix.

---



CHAP. III.  
SITUATION POLITIQUE  
DES ÉTATS DU CONTINENT.

---

**J**E commencerai par la FRANCE ; & tout y étant nouveau, il est indispensable de donner quelques notices générales des principales bases de son organisation intérieure qui ont un rapport intime avec sa *politique*.

§. I.

FRANCE.

---

CE qui regarde cette République relativement 1<sup>o</sup> à la RÉVOLUTION, 2<sup>o</sup> à la GUERRE (en général), a déjà été traité rapidement dans les deux *Chapitres* précédens, & nous n'y reviendrons pas.

RELIGION ET CULTE.

Les voies dont DIEU se sert pour corriger les humains sont impénétrables.

Souvent les guerres les plus lointaines & les plus meurtrières ont été entreprises, les dangers les plus grands ont été courus pour cause de la Religion.

Et DIEU a rarement béni les armes, a rarement couronné du succès ceux qui prétendoient combattre en son nom, mais dont il connoissoit sans doute mieux que les aveugles humains les vrais motifs ou la folie.

Les Croisades contre les *Infidèles* en font la preuve ; les Guerres contre les *Huguenots* en France, celles dont l'Angleterre a été déchirée pour la même cause, l'attestent ; les efforts d'une Coalition récente qui s'annonçoit, & qui du fond de la Russie s'annonce encore comme dirigée de la part d'un Empereur *Grec* contre des Impies qui ont renversé le Culte *Catholique* & ses cérémonies, ces efforts nous confondent par leur impuissance contre une République naissante, dont les Chefs se glorifient de n'admettre aucun culte religieux en préférence à un autre, reconnoissant l'ETRE SUPRÊME, mais ne prescrivant à personne l'hommage qu'on doit lui rendre.

Ces Chefs néanmoins ont détruit la Hiérarchie Papale & Catholique.

Ils l'ont fait dans des vues politiques, & DIEU l'a permis ; il suscite même en leur faveur les hommes du plus grand génie ; il leur accorde, en des tems de disette générale, les moissons les plus abondantes, & les dispose à consentir que leurs Ennemis même tirent des subsistances d'un peuple que dans leur délire ils prétendoient un jour affamer.

Courbons-nous donc sous ses DÉCRETS SOUVERAINS, nous qui nous vantons d'être religieux ; & n'ayons pas la présomption de croire que nous soyons plus dignes que d'autres de ses faveurs.

Aussitôt que les principes d'égalité & d'indépendance eurent été proclamés par l'Assemblée Nationale usurpatrice des pouvoirs qui se sont légitimés dès-lors, (v. Ch. I.) & spoliatrice du Clergé Gallican, il étoit évident que les Législateurs de la France ne pouvoient laisser les Evêques, les Moines, les Prêtres & Curés, ni la masse des Fidèles qui reconnoissoient

leur autorité, sous une dépendance d'autant plus sensible qu'elle agissoit non-seulement sur la *volonté*, mais sur la *conscience* d'une Nation que ses Chefs prétendoient gouverner sans concurrence, & qui n'eût jamais répondu à leurs vues s'ils ne l'eussent détaché de tout autre lien que celui dont ils formoient le premier anneau.

Leur intérêt commandoit des mesures sévères, puisque l'esprit de la Religion Catholique & celui de la très-grande majorité des Prêtres qui en exerçoient en France le culte étoit un esprit d'humilité *personnelle*, mais de domination *cléricale* & de prosélytisme qui ne se relâche pas même dans les pays où ces malheureux ont été forcés de chercher un asyle,

La sévérité des mesures fut outrépassée dans une époque où la cruauté avoit pris la place de la justice, où les Tribunaux n'étoient occupés que par des Bourreaux, & où la tête du Républicain probe tomboit avec celle du Royaliste audacieux.

La hache de la Guillotine ayant délivré la France de ROBESPIERRE & de ses principaux *Satellites*, tout prit une teinte plus douce dans l'intérieur ; mais la République n'étant pas vaincue, restant au contraire conquérante, ceux qui prirent les rênes du Gouvernement ne s'écarterent pas des principes fondamentaux de la Révolution qui n'admettoient aucune concurrence d'autorité ; & voyant les Prêtres Catholiques continuer soit dans la Vendée soit dans les autres Départemens des manœuvres sourdes pour ranimer le fanatisme religieux, & le faire servir au rétablissement de la Royauté, ils ne ralentirent pas leur vigilance, ils renforcèrent les loix contre les Ecclésiastiques non assermentés, & ils tinrent



la main avec rigueur à tout ce qui entravoit le Culte Catholique, par l'observation des Décades, la fermeture de plusieurs Eglises, &c.

Néanmoins il a été & est toujours loisible, depuis l'expiration du régime de la terreur, à tout fidèle de l'Eglise Romaine de suivre à l'exercice de sa religion, d'entendre la Messe, recevoir les Sacremens, pourvu qu'il se contente d'un Prêtre assermenté, & qu'il se conforme aux réglemens de police sur les Eglises, jours & heures de service, &c.

Les restrictions odieuses ou ridicules cesseront lorsque les menées souterraines des Ecclésiastiques auront cessé, lorsque leur intolérance se fera ralentie contre toute autre secte que la leur, & lorsque le Gouvernement Français ayant la Paix au dehors n'aura plus à craindre les complots, conspirations & Chouanneries dans lesquelles les Membres du Clergé Catholique jouent toujours un rôle éminent, constaté par des aveux & pièces authentiques. \*

On verra alors que ce n'est pas contre la *Religion Chrétienne*, mais contre la *Hierarchie Catholique* que les loix fonctionnées en France & les mesures répressives du Gouvernement sont spécialement dirigées.

---

\* Au nombre près on peut appliquer à ceux qui sont électrisés par le fanatisme & non par l'argent dans leurs exploits dévastateurs à l'Ouest de la France, ces vers d'un Poëte qui connoissoit bien l'empire de son Clergé sur les hommes ignorans ou foibles :

“ Au signal tout-à-coup donné pour le carnage,  
 “ Dans les villes par-tout, théâtres de leur rage,  
 “ Cent mille faux zélés le fer en main courans,  
 “ Allèrent attaquer leurs amis, leurs parens,  
 “ Et, sans distinction, dans tout sein hérétique,  
 “ Pleins de joie, enfoncer un poignard Catholique.  
 “ Car quel lion, quel tigre, égale en cruauté  
 “ Une injuste fureur qu'arme la Piété ?”

Les diverses sectes Chrétiennes sont déjà toutes tolérées, & les membres du Clergé seront comme en Hollande, en Suisse, en Prusse, en Amérique, & à Hambourg, sur le même niveau quant au rang, ne formant point d'ordre dans l'Etat, & salariés soit par l'Etat soit par les particuliers, suivant leur secte.\*

Mais dans aucun cas la juridiction Papale ne paroît pouvoir être rétablie en France tant que la République subsistera.

L'ANGLETERRE a secoué l'une des premières cette juridiction; la Religion n'en a pas souffert, & la prospérité du pays n'en a pas été atteinte.

Il est très-probable que l'ESPAGNE ne tardera pas à rompre ce lien.

Et dès-lors l'EMPEREUR sera le seul Souverain Catholique puissant qui reconnoîtra l'autorité d'un PAPE dont l'élection & le siège sont encore problématiques.

\* FRANKLIN disoit fréquemment que celui qui transporterait dans l'Etat politique les principes du *Christianisme primitif* dont il étoit imbu changeroit la face de cet Etat, mais n'en rendroit les habitans que plus heureux; FRANKLIN étoit un homme *pieux* & éclairé. L'Amérique a en grande partie adopté son système: en est-elle plus malheureuse?—Que les Energumènes Grecs ou Catholiques produisent donc les *titres* de leurs mission pour relever ce qu'ils appellent *les Autels*; jusqu'alors nous contesterons leurs *droits*. DIEU s'est servi d'un humble & modeste serviteur & de Douze Apôtres; il n'employoit pas des Armées Russes & Cosaques pour convertir les nations à son Eyangile, ni pour leur prescrire un Culte; aussi long-tems qu'il ne lance pas sa foudre ou qu'il n'envoie pas des missionnaires inspirés pour ouvrir les yeux des Français, aussi long-tems les hommes qui en 1799 ne ferment pas les leurs à la saine raison pourront nier que ces Français l'offensent en tolérant tous les Cultes ou en réglant la forme de leur service divin, & pourront sur-tout révoquer en doute la prétendue supériorité des Personnages qui s'érigent en *Dictateurs* du Monde Chrétien.

## FINANCES.

Je n'abuserai pas de la patience du Lecteur sur un sujet qui a été si volumineusement & si inutilement discuté.

Il y a d'ailleurs peu de chose à dire à cet égard lorsqu'on est du nombre de ceux qui pensent,

Que la France n'a point de *Finances* suivant la véritable acception de ce mot, ni par conséquent un *Système de Finance* établi ;

Qu'elle n'en a jamais eu, & qu'elle va depuis le commencement de la Révolution ainsi qu'elle est allée depuis la fin du règne de Louis XIV, par des moyens & expédiens divers, plus ou moins vigoureux suivant l'urgence du moment ;

Que la mine en est inépuisable (relativement à celle que l'on peut y opposer) vû l'étendue de la France actuelle & les moyens d'un Gouvernement qui ne peut être imité que par ceux dont la première mesure auroit été de *se révolutionner* ;

Que, ne le fût-elle pas, la République aura toujours la ressource pendant la Guerre de tous les moyens de ses Alliés & de ce qu'elle exploitera chez ses Ennemis ;

Que cette ressource, qui se renouvelle en ce moment pour la dixième fois au moins, n'est pas prête à tarir, & ne tariroit qu'en réalisant le *Cernement* de la France, ce roman ingénieux qui se publie tous les printems & qui tombe avec les feuilles de chaque automne ;

Qu'enfin plus l'on appauvrira cette nation guerrière, plus on la rendra redoutable, & on nuira au véritable intérêt de



L'Europe, ce dont les Cabinets éclairés du Continent paroissent s'appercevoir, & ce qu'ils pourront arrêter en formant un ralliement en sens différent de celui dont ils craignent le danger.

Les faits sont là pour répondre aux argumens & aux déclamations dont on nous a inondé pour nous prouver ce qui saute aux yeux, que la France dépense plus qu'elle ne reçoit chaque année, & qu'il y a par conséquent un *déficit*.

Ce *déficit* ne se combleroit pas en changeant son Gouvernement ; & le retour d'un Roi quand rien n'est mûr pour cela, n'amèneroit certainement pas une pluie d'or sur elle.

Ce *déficit*, loin d'être un obstacle, a été un stimulant pour pousser la guerre de sa part avec vigueur dans les pays qui l'avoisinent.

Il est donc *sans rapport* avec les deux grands objets qu'on a annoncé poursuivre, savoir, 1°. changer son Gouvernement, 2°. la forcer à recevoir la Paix.

Dès-lors qu'il soit plus ou moins grand, qu'il provienne de telle ou telle cause, qu'il puisse ou non se combler, sont autant de questions oiseuses qui ne sauroient occuper ni l'homme d'Etat, ni le Politique Etranger.

Près de *quatre ans* se sont écoulés depuis la suppression du papier-monnoie, & la guerre que les Français ne devoient plus pouvoir continuer sans cette ressource ne s'est certainement pas ralentie, sur-tout cette année. Si elle les ruine, elle ne ruine pas moins leurs ennemis. \*

---

\* La Proclamation de l'Archiduc CHARLES du 10 Octobre dernier aux Etats des Princes de la Souabe, & les subséquentes relatives aux approvisionemens qu'il sollicite, soit pour son armée, soit pour les garnisons d'Ulm & Philisbourg, indiquent la même détresse qu'ont éprouvée souvent les Français & les mêmes

Les Français ont d'ailleurs un avantage que les *Barême* modernes ne calculent pas, parce qu'il n'est pas susceptible d'une forme arithmétique.

C'est celui de pouvoir tenir plusieurs mois sans solde & néanmoins en action leurs armées; elles ont derrière elles des provinces fertiles, & elles manquent rarement des subsistances nécessaires à des troupes très-frugales, mais elles supportent même cette privation plus aisément qu'on ne l'a vu dans une autre guerre, sauf en celle d'Amérique. \*

Les soldats ont l'expérience des maux passagers & des délais de leur paie; se confiant en leurs généraux, ils ne se découragent pas, parce qu'ils ont toujours été dédommagés un peu plus tôt ou plus tard de leurs souffrances par quelque victoire complète, & par l'abondance qu'elle a ramené dans leur camp.

On n'a pas vu au contraire consommer de très-grands exploits sur le Continent aux troupes qui cou-

*expédiens* de finance qu'on a vu pratiquer avec étonnement par les Assemblée & Conseil Nationaux, puisque ce Prince réclame des secours en argent, denrées, linges, gahons, bijoux, &c.

\* " C'est peut-être un des traits les plus frappans du caractère du Général WASHINGTON, qu'il ait eu l'art d'acquiescer assez d'ascendant sur ses troupes encore novices & indisciplinées, destituées de tout, même d'habillemens, presque nues, pour pouvoir les retenir sous ses drapeaux dans le pays le plus ingrat pendant la saison la plus rigoureuse (à Valley Forge, en 1777) les hôpitaux pleins, les remèdes manquans pour les malades, n'ayant pas le plus souvent de provisions pour trois jours, ni quelquefois assez pour un seul, leur paie en arrière de plusieurs mois : & cependant 5,000 hommes auxquels cette armée fut réduite tinrent en échec plusieurs moins une armée de 15,000 hommes disciplinée & bien pourvue de tout." — STEDMAN, *Hist. of the American War*, chap. xv. p. 306 & 307.

tens le plus à lever & qui sont le plus régulièrement payées. \*

Ce n'est donc pas l'argent qui peut être appelé le véritable *nerf* d'une guerre telle que celle-ci, & ce ne sera pas lui qui en déterminera le résultat final.

Mais dût-il le déterminer, le Gouvernement Français n'en manquera pas & en trouvera même surabondamment dès qu'il saura ajouter à sa force politique & militaire la véritable force *administrative* dont il a manqué jusqu'à ce jour.

Il ne s'agit pour cela que d'employer des personnes & des mesures capables d'inspirer la confiance; les bourses s'ouvriront aussitôt: il en reste encore de pleines, ou du moins qui ne sont pas à sec, & l'on verroit rentrer à l'instant dans la circulation une masse de numéraire † propre

---

\* Si l'on étoit curieux, par exemple, de compter ce que coûte d'après les traités chaque soldat Russe employé ailleurs qu'avec les Autrichiens, (dont l'arrangement n'est pas connu & qui ont seuls su tirer parti en les dirigeant de ces troupes du Nord) on verroit que chacune de ces recrues équivaloit à 40 soldats Français au moins pour le premier, débours avant d'entrer en campagne.

† Les Joueurs à la Baisse relativement à l'argent qui reste en France ont eu assez long-tems le plaisir de pérorer & de profiter sans contradiction pour qu'il soit permis aujourd'hui de faire trois observations très-brèves.

1<sup>o</sup>. La France a énormément pompé pendant la guerre des richesses de l'étranger, sur-tout en Italie. Ces richesses sont en mauvaises mains peut-être, mais elles n'existent pas moins, cachées pour le moment ainsi que celles d'un grand nombre de capitalistes logés dans des galletas & n'ayant fait valoir que la dixième partie de leur fortune tant qu'ils avoient à craindre l'effet des loix fiscales d'un Gouvernement obéré: les unes & les autres doivent nécessairement reparoitre & vivifier toutes les branches de l'administration & du commerce aussitôt que leur possesseur se verra en pleine fureté pour sa propriété.

2<sup>o</sup>. Indépendamment de ce que les armées Françaises ont le plus souvent vécu & été payées aux dépens de l'ennemi, on doit compter pour quelque chose



à confondre les calculs de ces *Chevaliers* qui seroient mieux instruits s'ils étoient plus *errans*. (N<sup>o</sup> 2.)

#### CONSTITUTION.

On n'entrera point ici dans le dédale des loix constitutives de la France dont la majeure partie est à peine connue, mais dont les principes fondamentaux, qui souffrent pendant la guerre des modifications sensibles, ne seront mis en pratique d'une manière uniforme qu'après la Paix.

Dans son rapport avec la *politique*, elle ne nous paroît nécessiter que trois observations,

1<sup>o</sup>. Elle est très-défectueuse sans doute, & sur-tout en ce qu'elle consiste en deux Pouvoirs souvent rivaux & entre lesquels il n'existe aucun contrepoids suffisant pour empêcher l'un de ces Pouvoirs de renverser l'autre; contrepoids sagement placé dans la Constitution Américaine, qui existoit dans celle de la ci-devant Pologne par le fameux *Veto*, & dans celle d'une petite République maintenant réunie à la France sous le nom de *Droit négatif*.

2<sup>o</sup>. Elle s'est maintenue telle qu'elle étoit nécessaire dans des tems de crise, c'est-à-dire *nominalement*, ayant été enfreinte lorsque les circonstances l'ont exigé. Et si elle n'eût pu en certains cas être violée impunément, la France seroit

---

dans l'importation du numéraire en France, les sommes considérables que ce même ennemi y a jeté sans cesse & y jette encore pour favoriser des opérations très-importantes sans doute, mais dont jusqu'ici il n'a pas plu à la Providence d'acheminer le succès.

3<sup>o</sup>. Ne voit on pas pour la seconde fois cette année les Banquiers & Négocians de Paris avancer des sommes majeures au Gouvernement, tandis que ceux d'Hambourg qui regorgent de sucre & de cochenille font banqueroute?

retombée dans l'*anarchie* ou eût été contrainte de reconnoître un *Roi*.

Aussi les Jacobins & les Royalistes ont-ils toujours également déclamé contre toute violation d'une Constitution qu'ils détestoient cependant également, mais que chacun de ces deux partis vouloit renverser à sa manière.

3°. Quelque mauvaise qu'elle fût théorétiquement, rien n'eût été pis que de la changer pendant la guerre, avant l'époque où deux hommes grands par leur génie & populaires par leurs services & leurs principes invariablement Républicains, eussent en main les moyens d'écraser en même tems les factions qui la dévoroient sourdement; car alors ces factions eussent repris aussitôt leurs mouvemens impétueux sans qu'on se fût assuré les moyens d'en prévenir les conséquences.

On a toujours maintenu dans sa plénitude le Pouvoir EXÉCUTIF qu'elle avoit établi; c'étoit la partie principale de l'édifice, c'étoit la Clef de l'Arche sans laquelle tout eût croulé.

Il vient d'être concentré davantage aujourd'hui, tandis qu'on s'occupe à corriger la Constitution; mais cette concentration qui n'altère en rien sa base ajoute encore à sa force.

C'est ce pouvoir qui a véritablement constitué LA FORCE POLITIQUE de la France, objet direct de ce Chapitre, auquel je me hâte de passer.

## FORCE POLITIQUE.

Cette FORCE a deux branches,

L'une *intérieure*, qui consiste dans le GOUVERNEMENT & dans l'ARMÉE qu'il dirige.

L'autre *extérieure*, qui consiste dans les RELATIONS avec les autres Puissances, & dans l'influence qu'acquiert auprès d'elles l'autorité exécutive.

## 1°. GOUVERNEMENT.

Autant la Constitution Française est susceptible de critiques & de redressement, autant le Gouvernement qu'elle a établi est-il prouvé par le fait avoir été organisé avec assez d'habileté pour pouvoir se maintenir dans les circonstances les plus difficiles au dedans & au dehors, & pour pouvoir même en quelque sorte aujourd'hui se refondre & se raviver lui-même, c'est-à-dire par l'autorité extraordinaire confiée à ses membres les plus significans.

Il s'est élevé pour ainsi dire d'une manière magique &, aux yeux de tous autres que ses Créateurs, contre toute probabilité de permanence & de succès.

Il a éprouvé des chocs violens à plusieurs reprises; leur résultat a été triste pour les vrais amis de la liberté individuelle & publique, puisqu'il a fallu toujours, par une suite du vice radical de la Constitution, violer celle-ci & enfreindre les loix pour *traverser* la crise.

Mais du moins la crise a toujours été *traversée* sans que le Directoire ait été ébranlé par quelques déplacemens partiels,

& la



& la marche des affaires n'en a jamais souffert d'une manière sensible.

Cela répond mieux que des argumens aux objections sans nombre qu'on a élevé contre le système d'amovibilité dans les premières places d'une République, quelle que soit l'étendue de celle-ci.

Le Gouvernement a en France une UNITÉ, un secret & une promptitude dans ses opérations qui n'existoient pas à ce point sous la Monarchie, où moins d'individus en *apparence*, mais un beaucoup plus grand nombre en *réalité* participoient à la décision des grandes mesures.

Les intrigues ne sont point aussi multipliées, n'influent nullement sur les plans militaires & politiques qui en souffroient si cruellement autrefois; elles sont circonscrites, quant à leur effet, dans le cercle des affaires ordinaires & des emplois subalternes, sauf dans les instans où quelques factions ont été sur le point d'éclater, & ces intrigues-là le Gouvernement les a toujours déjoué.

Le Directoire seul, en s'éclairant néanmoins de l'avis préalable de ceux qu'il juge en état de l'aider utilement suivant le genre de l'objet, décide tout ce qui est majeur; les Ministres, plus subordonnés que sous tout autre Gouvernement, n'ont point de voix délibérative à moins qu'ils ne soient consultés, ce qui très-fréquemment n'a pas lieu; & leur office se borne à exécuter en ce qui les concerne & à transmettre aux Généraux, Agens ou Administrateurs avec lesquels ils correspondent, les ordres du Directoire Exécutif.

Les Ministres ainsi étrangers les uns aux autres, ne formant point un Conseil d'Etat, ignorant le plus souvent ce

dont ils sont respectivement chargés, n'ont entr'eux ni concurrence, ni divisions, ni jalousies; ce qui coupe une source féconde d'indiscrétions, d'intrigues, & de cabales.

Le Gouvernement est très-bien servi dans toutes les informations venant de l'étranger, soit que la langue Française plus généralement répandue que toute autre y contribue, soit que le choix des agens, leur activité & leurs relations parmi les habitans des pays où ils sont employés, augmentent pour eux les moyens de transmettre des renseignemens utiles.

Ses communications avec toutes les parties de la France, avec l'Etranger, avec les Armées & les Escadres, sont régulières & rapides par la voie des couriers & des télégraphes toujours en mouvement dans un pays où l'air est rarement épais, & qu'ils ont maintenant établi sur les quatre grandes directions & le long des principales côtes.

Cette suite active & journalière de correspondance tant avec l'intérieur qu'avec l'Etranger est plus essentielle qu'on ne le croit communément, & a contribué fréquemment au succès des opérations les plus importantes.

La Police, loin d'être inférieure à ce qu'elle étoit sous les derniers Rois, tems où elle étoit citée par-tout dans l'Etranger comme admirable, s'est encore perfectionnée depuis l'établissement du Directoire, fait régner dans Paris la plus grande tranquillité, & sert le Gouvernement avec une activité qui lui fait connoître bien vite chaque individu sur lequel il peut être nécessaire de porter sa surveillance.

Il règne un grand ordre dans les Secrétaireries & Bureaux du *Directoire* & de ses Ministres; on y retrouve avec

facilité tous les renseignemens de détail dont d'autres Bureaux ou des particuliers ont souvent besoin. \* Le Bureau même des Finances est tenu dans l'ordre le plus parfait, quoique les Finances soient dans le plus grand désordre.

Le Directoire, en succédant aux Comités de Salut Public qui avoient secoué la France par toutes sortes de crimes, en a arrêté le cours, mais s'est rendu lui-même coupable d'usurpations & d'injustices faillantes.

Elles ne dérivent pas cependant de l'organisation particulière du Gouvernement Français; elles ont eu leur source dans l'esprit d'aggrandissement & de domination qui séduit également pendant certains périodes les Rois & les Consuls placés à la tête de Nations guerrières; Guillaume III, Charles V, Louis XIV, en ont été atteints comme le Directoire Français, & celui-ci comme eux s'apperçoit enfin qu'il est tems de limiter son ambition pour fixer la République sur des bases solides.

Les faits prouvent depuis trois ans, mais particulièrement cette année, que ce Gouvernement, attentif à comprimer la Faction Jacobine, & n'épargnant pas plus vis-à-vis d'elle que vis-à-vis du Parti Royaliste (lorsqu'il ose se mouvoir encore) les coups d'Etat, a absolument renoncé aux principes Jacobins nécessaires pour détruire, mais destructeurs par cela même

---

\* Per exemple, on retrouve au Bureau de la Guerre les listes les plus complètes & régulières de tous les officiers & soldats tués, blessés gravement contre l'ennemi extérieur, ou morts dans les hôpitaux depuis 1793, & ce renseignement ne coûte aux parens que quelques minutes à obtenir. On nie de tels faits, & on établit un nombre idéal correspondant à d'autres calculs savans dans de gros livres qui se fabriquent ici : mais quelle foi y ajouter, quand on a vu de ses yeux le contraire ?



de tout Gouvernement une fois établi dont le premier objet doit être sa conservation.

Celui de France ne règne plus par la terreur. Il ne s'arme plus pour des principes ; il n'enfreint plus les loix de la guerre ; il n'autorise plus l'intolérance ni la persécution pour les opinions religieuses ni pour le culte.

Enfin sa politique est conforme à celle de tous autres Gouvernemens réguliers qui veulent conserver & non détruire ; mais, regardant la balance ancienne de l'Europe comme changée par la présente Guerre, la France qui a & doit avoir pour but de prévenir la possibilité de nouvelles coalitions contr'elle, s'estime en droit après sa résistance & ses conquêtes de peser davantage dans la balance nouvelle, & de s'assurer des limites qui la mettent hors du danger qu'elle a encouru.

Mais il est des principes fixes dont ceux qui ont gouverné successivement la France depuis le commencement de la Révolution ne se sont jamais écartés, sans que les changemens dans les places & dans les Chefs de l'Etat aient influé sur leur constante observation.

Tels sont, par exemple, ceux-ci ;—ne se laisser jamais abattre dans les revers ;—n'entrer en négociation de trêve ou de paix qu'après des victoires ;—ne supporter aucun Ennemi secret ;—n'abandonner ses Alliés ni ses amis qu'à la dernière extrémité ;—venger sans rémission tout outrage commis par d'autres Etats contre la République, ses Agens & ses sujets ;—ne pactiser sur rien qui tende à faire revivre les Ordres de la Noblesse & du Clergé ;—faire des traités de paix séparés avec chaque Puissance, mais se refuser à tout

traité général, c'est-à-dire commun avec plusieurs Etats & où la France n'interviendrait que pour sa part;—multiplier les égards vis-à-vis de tous savans & gens éclairés de quelque pays qu'ils soient;—frapper l'esprit du peuple par de grandes cérémonies d'un genre neuf & imposant, &c.

La branche foible & *pourrie* du Gouvernement Français a été jusqu'à présent la partie *administrative* si essentielle à la confiance intérieure d'un Etat, à son crédit, & au plus grand bien individuel de ses habitans.

Négligée dans les premières années de la Révolution, secouée ensuite, puis saccagée sous le règne de ROBESPIERRE, elle n'a jamais été reprise sous œuvre comme elle auroit dû l'être; la Guerre & les factions ont forcé souvent le Gouvernement à pactiser avec des coquins redoutables, s'ils n'étoient ménagés. Certains Directeurs assez habiles pour suivre le mouvement de la grande machine ne se sont pas trouvés être assez probes, ou se sont eux-mêmes jugés impuissans pour cette besogne interne, qui étoit, il faut en convenir, hérissée de difficultés.

Il est résulté de-là, que les Administrations de tout genre *civiles* (de Départemens, Municipalités, Commissaire Exécutif, préposés divers, &c.) & militaires (Commissaires, Fournisseurs, Payeurs, &c.) se sont successivement encanailées, & ont profité du plus au moins du désordre provenant des moyens forcés que le Gouvernement employoit pour suppléer à la pénurie des caisses publiques & au discrédit tandis que ses besoins étoient immenses, comme aussi de l'exemple scandaleux qu'il donnoit de tems à autre, par détresse ou par manque de principes, d'une violation ouverte de ses

engagemens pécuniaires, ce qui l'entraînoit lui & tous ses subordonnés dans l'administration à des opérations chaque jour plus destructrices de toute confiance.

Ce sont-là les *étables d'Augias* qu'il faut nettoyer ; c'est-là qu'il faudra couper dans le vif, & arracher tout ce qui est gangreneux.

Il est à Paris des hommes capables d'en venir à bout aussitôt que le Gouvernement les emploiera & qu'ils seront sûrs d'en être secondés d'une manière fixe : jusqu'alors il n'y avoit que des dégoûts à gagner, en se mettant à la brèche.

Déjà quelques-uns d'entr'eux paroissent s'y mettre aujourd'hui sous la direction de véritables hommes d'Etat, qui en découvrant au Public la gravité du mal ne proposent plus de vains palliatifs, vont à sa racine, raniment par-là la confiance au moment où le gouffre est le plus ouvert, & sentent la force que l'opinion publique enfin ranimée va leur donner pour ne plus ménager l'intérêt des particuliers aux dépens de celui de la République.

## 2°. ARMÉE.

Les Armées ainsi que les Finances ont déjà souvent déjoué les calculs des Politiques qui les jugent par comparaison avec celles de leur pays, ou avec celles qu'avoient sur pied les Rois de France.

Ces Armées qui furent désorganisées dès 1789 à 1792, dans les commencemens de la Révolution, pour forcer l'éloignement de la très-majeure partie des officiers qui étoient & devoient être attachés à la Royauté, ces Armées ne tardèrent pas à être réorganisées avec habileté sur un plan très-



différent, mais adapté aux vues des véritables Créateurs de la République.

Toute vénalité qui souilloit encore une partie du service & qui est incompatible avec un bon système militaire, fut irrévocablement proscrite.

Toute promotion fondée sur la naissance ou l'intrigue, abolie.

Le corps presque entier des officiers fut recruté parmi les bas-officiers, ceux-ci parmi les soldats ; un mode d'élection fort simple & perfectionné dès-lors fut établi dans chaque compagnie.

Les soldats furent assurés dès ce moment de parvenir aux premiers grades s'ils se distinguoient.

Ce ressort a opéré bien plus que les coups de canne ; & combien de bons Généraux n'a-t-il pas fait sortir du sein des armées, comme les *Enfans de Cadmus* de celui de la terre ?

On a renforcé la *discipline* en tout ce qui est essentiel au service ; & on a substitué l'aifance à la gêne en ce qui n'est que parade, habillemens ou accessoires ; on n'épargne jamais la peine du soldat devant l'ennemi, mais on lui ménage toute fatigue inutile quand il n'est plus en présence ou en marche active.

Des punitions sévères mais non humiliantes sont infligées pour toute irrégularité du soldat, soit aux appels, soit dans sa conduite en ce qui tient à la boisson, au jeu, &c.

Il supporte d'autant mieux les privations & les fatigues qu'il est assuré d'être avancé s'il se comporte bien ; l'exemple frappant de ceux qui le commandent & qui ont été pris dans ses rangs l'anime & l'encourage. Un autre régime ne

permettroit pas au soldat de supporter sans murmure le dénuement auquel il a été souvent exposé.

La *direction* des plans de campagne, des grandes opérations militaires, est presque exclusivement confiée, d'après le plan politique qu'a arrêté le Directoire, à un Comité composé d'un petit nombre choisi d'anciens officiers distingués de toutes armes, principalement du génie ; les deux principaux d'entr'eux, hommes de la première volée dans la science militaire, n'ont pas changé depuis 1793.

Le Directoire Exécutif approuve ou change (ce qui est rare) ces plans, & le Ministre de la Guerre n'y a rien à voir sinon pour les ordres à donner en conséquence.

Le Comité, suivant la confiance qu'il a dans les Généraux chargés de l'exécution, leur laisse une plus ou moins grande latitude d'agir suivant les circonstances, ou de lui référer l'état des choses avant de passer outre.

Le Comité siège au milieu du dépôt le plus précieux qui existe en Europe de cartes & plans militaires, non-seulement de la France & de ses places fortes, mais de tous les pays & forteresses où la France a porté ses armes depuis le siècle dernier ; & cette collection s'enrichit tous les jours.

Les Généraux *en Chef* ont l'autorité la plus absolue sur ceux de *Division* & de *Brigade* ; la subordination militaire est mieux observée que sous l'ancien régime, parce qu'il n'y a nulle part rivalité de pouvoir, & parce que chaque soldat & officier voit à l'échelon supérieur la place qui lui est à lui-même destinée, & dont il ne faut pas diminuer la conséquence.

Ainsi

Ainsi règne la plus grande unité dans tout ce qui tient  
aux ARMÉES.

Qu'on compare cette organisation & la direction des  
armées Françaises avec celles des armées de la Coalition où  
s'accumulent les ordres & les pouvoirs,

De chacun des Généraux qui en dépendent,

Des Agens diplomatiques & militaires qui y sont  
employés par chaque Coalisé, & qui y abondent,

Des chefs d'émigrés ou de mécontents qui les entourent  
& les divisent :

Et l'on ne sera pas surpris des résultats de chaque  
campagne, en supposant même égalité de moyens & de tac-  
tique, ce qui n'est pas, puisqu'à cet égard les Français ont  
un avantage éminent.

En effet, c'est en France, & en France seulement, où la  
science militaire dans toutes ses parties a fait & fait encore un  
objet d'éducation suivie, méthodique & dirigée par des  
hommes profondément instruits.

C'est en France où les officiers & soldats ont eu l'expé-  
rience la plus suivie, sur-tout depuis huit ans, & les occa-  
sions les plus fréquentes de perfectionner la théorie par la  
pratique, & de faire éclore tous les talens dont le germe  
existoit, mais dont le développement s'est multiplié parce  
que la carrière militaire est devenu presque le seul objet  
d'émulation générale.

C'est en France enfin où la disposition naturelle au  
métier des armes a toujours été la plus commune, & où se  
sont formés en tout tems les meilleurs élèves dans les  
branches les plus difficiles de l'art militaire.



La Révolution n'a pas changé ces dispositions & ces moyens ; au contraire, comme nous l'avons déjà vu, elle les a considérablement accru.

Aussi les seules troupes qui ont combattu les Français & qui puissent leur être comparées, quoiqu'inférieures en tactique, (les *Autrichiens*) rendent-elles toujours justice dans leurs relations des combats à l'habileté de leur ennemi, ce que ne font point les Chefs des armées plus ignorantes.

### 3°. RELATIONS EXTÉRIEURES.

Quelles qu'aient été les crimes & les écarts politiques des Fondateurs & des Chefs de la République Française, ce n'est pas d'après les convulsions d'un Etat agité au dedans & au dehors à la fois, connoissant à peine lui-même ses forces naissantes, & entraîné souvent par-là à outrepasser la mesure dans ses efforts, que nous devons juger les principes qui le dirigent.

Il faut les juger d'après les actes de ce Gouvernement qui a furnagé à tant de crises, & qui, soit par ses victoires, soit par ses traités, pèse aujourd'hui si puissamment & si inévitablement dans la balance nouvelle de l'Europe.

1°. Vis-à-vis de ses ENNEMIS, il a rarement violé les Loix de la Guerre, & il les observe aujourd'hui avec des radoucissements honorables pour lui : on en a des preuves par la facilité donnée aux principaux Officiers prisonniers de retourner chez eux sur leur parole, par les honneurs rendus à ceux qui sont tués ou blessés dans les batailles, par le genre des capitulations qu'imposent les Généraux Français victorieux,

par le respect pour les Parlementaires & la politesse envers les officiers ennemis porteurs de dépêches ou prisonniers, & par la manière dont sont traités en France ceux-ci de même que les soldats appartenans à des Souverains qui n'ont pas pris l'arrangement de les entretenir eux-mêmes.

2°. Vis-à-vis de ses ALLIÉS le Gouvernement Français a toujours conclu, il est vrai, des Traités avantageux pour lui, mais du moins il les observe dans toutes ses parties : on a vu en dernier lieu qu'il n'épargnoit pas ses secours puissans lorsqu'ils étoient nécessaires.

Il ne les oublie jamais dans ses négociations & traités de paix ; on en a eu la preuve à *Lille* & à *Campo-Formio* pour l'Espagne & la Hollande ; on l'avoit eu déjà pour cette dernière dans le Traité de Paix avec l'Espagne.

Lorsque l'intérêt commun l'exige, il détermine avec eux un plan commun ; & nous voyons ce plan arrêté cette année de concert entre le Gouvernement Français & les Ministres Plénipotentiaires de la République Batave & du Roi d'Espagne.

Enfin, les avantages conférés en France aux sujets des *Puissances Alliées* s'observent fidèlement ; leurs Ministres y sont traités avec considération & égards.

L'alliance avec la République a été achetée chèrement par quelques Etats ; c'est néanmoins, aux yeux de tout politique éclairé, ce qui la rend d'autant plus solide.

Le Gouvernement Français s'est rendu coupable de violation ouverte des Traités par lui conclus avec le Roi DE SARDAIGNE & le GRAND DUC DE TOSCANE.

La position des Etats du *premier* & la parenté du *second* ont suffi pour faire franchir les règles sacrées de la bonne foi & de respect aux engagements pris. Ce qui s'est passé dès-lors a puni cette infraction & ne l'a pas rendu profitable à ses auteurs.

Mais ne voyons-nous pas d'anciens Gouvernemens s'en permettre qui lui ressemblent ?

Lorsque les Alliés deviennent des ennemis secrets & dénotent par leurs procédés que le péril seul du moment avoit déterminé leur alliance, le Gouvernement Français ne met pas de bornes à son ressentiment, & fait éclater promptement sa vengeance.

On en a eu la preuve à *Naples* il y a un an.

3°. Vis-à-vis des ÉTATS NEUTRES la plupart d'entr'eux, tels que la *Suède*, le *Danemarck*, la *Prusse*, la *Saxe*, *Ham-bourg*, &c. ont joui sans interruption depuis leur neutralité de tous les avantages qui y sont attachés, sauf dans un moment de délire politique où d'injustes entraves furent imposées à leur navigation, ce qui a été réparé dès-lors ; & la situation de ces Etats a contrasté jusqu'ici d'une manière bien sensible avec celle de la partie septentrionale de l'Allemagne qui, restant engagée dans la querelle des grands Etats, a été chaque année & est encore à cette heure le théâtre de la guerre sans qu'elle ait à espérer d'en tirer le moindre avantage.

La SUISSE est celui des Etats neutres qui a éprouvé de la France une violence peu méritée & d'injustifiabiles vexations.



Sans un aveuglement hautain vis-à-vis d'elle, le Gouvernement Français eût pu parvenir au même but par d'autres voies qui eussent été politiques & honorables.

Il s'aliéna au contraire les *Helvétiques* en achetant leur alliance au prix de leur sang ; & sans les événemens de la campagne actuelle, cette tache eût été ineffaçable.

C'est sur quoi nous aurons occasion de revenir au § VII. de ce Chap. en traitant de la *Suisse*.

Nous en avons dit assez pour démontrer que le Gouvernement actuel de la France République, soit qu'il consiste en cinq *Directeurs* se renouvelant tous les cinq ans par échelles, soit qu'il se trouve confié momentanément à trois *Consuls* succédant aux mêmes pouvoirs pour diriger avec plus d'unité les changemens constitutifs, l'écrasement des deux factions conspiratrices & la conclusion de la paix continentale, est en état, surabondamment même, d'observer ses relations diverses avec les autres Gouvernemens.

Lorsqu'il les a enfreint, ce n'est point son *organisation particulière* qui en a été la cause ; cette infraction a été l'effet d'une volonté fixe, coupable sans doute, mais provenant de certains motifs de fureté ou de politique qui ont prévalu sur toutes autres considérations, ainsi qu'on les voit prévaloir quelquefois dans d'autres Conseils.

En pareil cas l'organisation du Directoire Exécutif comme celle d'un Consulat temporaire, tend au contraire à réparer le mal & à en effacer les conséquences fâcheuses ; car, les Chefs de l'Etat étant amovibles, ce n'est pas au système suivi d'un Prince ou d'un Cabinet permanent que les Gouvernemens étrangers peuvent attribuer les mesures dont ils ont souffert, l'impression s'efface lorsque le Directoire

s'est renouvelé & adopte une ligne de conduite modérée; on ne voit plus en lui un ennemi; les individus qui avoient offensé sont rentrés dans la foule & n'ont plus de pouvoir; le fiel du ressentiment s'évapore, & les haines nationales si destructrices du repos des Etats & du bonheur de leurs Citoyens & de leurs sujets n'ayant pas le tems de se mûrir, une suite de guerres désastreuses sera plutôt prévenue, & les bienfaits de la paix pourront être prolongés.

Je crois avoir suffisamment indiqué les moyens de FORCE POLITIQUE d'après lesquels la France ne sauroit plus être considérée sans erreur dangereuse comme un Etat *en révolution*, mais doit l'être comme un Etat *constitué*, capable d'un côté de faire la guerre, de l'autre de maintenir ses relations de paix & d'amitié.

QUELLES paroissent être aujourd'hui ses VUES & son BUT relativement au *Continent*?

D'affurer à la France ses limites actuelles, c'est-à-dire, le Rhin & ses précédentes conquêtes déjà incorporées ou pays réunis, savoir, la Belgique, la Savoie, le Comté de Nice, Genève, le Porentru, &c. &c.

De faire la paix avec l'Empereur en fixant de concert entre ces deux Puissances, ou peut-être par la médiation de la Prusse, le sort de l'Italie.

D'établir une balance à-peu-près égale en Allemagne entre la Maison d'Autriche & la Prusse.

De s'arranger avec la Porte Ottomane, en conservant Malte & l'Egypte.

De rester en guerre avec la Russie, si celle-ci ne change pas ses procédés & ses mesures.

Et sans oublier ses propres intérêts lorsqu'elle sera en position de traiter avec les Puissances Insulaires, de ménager ceux de ses alliés *Espagnols & Bataves* en leur assurant tout au moins des recouvrements ou compensations qui lui paroissent légitimes & dont elle se désisterra difficilement.

Voilà ce qu'il est permis de conjecturer d'après quelques faits qui ne doivent pas être étrangers aux personnes bien instruites & d'après diverses notions particulières qui sont concordantes.

Un tel plan ne présente plus la trace du système de *Républicanisme général* ni de la division de l'Europe en petits Etats sous la dépendance immédiate de la France, système qui avoit été suivi sous Robespierre & quelque tems encore après sa chute.

Ceci est au contraire un plan de *centralisation* dirigé de manière que la France n'ait pas à craindre une Puissance plus forte qu'elle, & que néanmoins il y en ait deux principales sur le Continent qui se soutiennent, s'accroissent même, mais se balancent en conservant l'une & l'autre un grand intérêt de vivre en paix avec la République Française.

Ce plan aura, il est vrai, l'inconvénient de donner le coup de grace à ce qu'on appelle *la Constitution Germanique* déjà mise en pièces par les Allemands eux-mêmes, & n'existant plus que de nom : mais cette Constitution Gothique plus souvent violée en dernier lieu que ne l'a été la Constitution moderne de la France, sera-t-elle une pierre d'achoppement à la paix ? & croit-on qu'elle excite l'intérêt des Cours qui en ont déjà fait par des traités & des actes multipliés le sacrifice ?

---



## §. II.

## R U S S I E.

UN coup-d'œil général sur les actes récents de cette Puissance suffira pour constater ce qui a été avancé dans l'Art. précédent : que les écarts, les facades & les passions politiques ne sont point la suite d'un régime *directorial*, mais le résultat d'une volonté aussi capricieuse, aussi versatile, & quelquefois au contraire aussi tenace dans une Cour absolue que dans un Gouvernement Républicain.

L'Impératrice Catherine II n'étoit pas entrée dans la Coalition qu'elle avoit bercé chaque année de l'espoir de son adjonction.

Elle venoit de conclure un traité par lequel elle se déterminoit enfin à fournir des secours considérables en troupes, lorsque la mort la surprit avant sa signature en Novembre 1796.

Son Fils PAUL I, âgé de 42 ans, en montant sur le trône, n'étoit point étranger aux affaires qu'il avoit suivi assiduellement dans le Conseil de l'Impératrice.

Il prenoit les rênes de l'Empire dans un moment où la France se relevoit à peine de la tyrannie de ROBESPIERRE, où son Gouvernement nouveau n'avoit ni considération ni affiette, & où tout l'atmosphère politique étoit encore infecté des vapeurs funestes de l'athéisme le plus cynique, & du Jacobinisme le plus dégoûtant.

S. M. I. ne fut point alors émue du danger que courait l'Europe, qu'Elle veut aujourd'hui sauver.

Elle estima au contraire qu'il ne lui convenoit pas de participer aux efforts de quelques Puissances contre la France, & refusa de signer & de mettre à exécution le traité rédigé entre l'une de ces Puissances & l'Impératrice sa mère.

Le nouvel Empereur donna à la France alors des témoignages du désir de vivre en bonne intelligence avec elle, révoqua diverses prohibitions & défenses de l'Impératrice qui gênoient le commerce des Français, & s'empressa d'envoyer auprès de leur Allié, la *nouvelle République Batave*, une personne de poids & accréditée pour liquider une ancienne dette de la Russie vis-à-vis des ci-devant Etats-généraux.

Ainsi se passa l'année 1797, pendant laquelle la France continuant le cours de ses victoires, loin de rester plongée dans l'*anarchie* qui avoit signalé la naissance de la République, fit des pas de géant vers l'extrême opposé & se trouva enfin soumise à un Gouvernement, si ce n'est sanguinaire, au moins très-despotique.

Ce fut alors que le Chef d'un Empire où la volonté du Prince fait la loi, commença à s'effrayer de la liberté Française & des risques de sa propagation.

Depuis le milieu de l'année dernière (1798) il paroît ne s'être occupé que des moyens de réparer le temps perdu, en multipliant avec une activité étonnante les mesures dirigées contre la France.

Parmi celles qu'il a jugées les plus efficaces, ont été d'abord une Déclaration de guerre à la *Hollande* alliée de la République, un serment de détestation du nouveau régime

Helvétique qu'il a imposé aux *Suisses* qui habitent dans ses Etats, une intervention menaçante près la *Diette de Ratibonne*, comme garant de la Constitution Germanique, pour arrêter la marche des affaires des Allemands à Radstadt où ceux-ci s'occupoient de paix contre le vœu de S. M. I.

L'Empereur concluoit en même tems une alliance formelle avec la *Porte Ottomane* : des négociations instantes & vives auprès des Cours de *Vienne* & de *Berlin* pour entamer de nouveau la guerre alors suspendue, de celles de *Stockholm* & de *Copenhague* pour sortir de leur neutralité, de celle de *Madrid* pour rompre sa paix & reprendre les armes, étoient sans cesse activées & redoublées par le Cabinet de Pétersbourg.

PAUL I a estimé utile pour *sauver l'Europe* du danger qui la menaçoit par la reddition de l'Isle de Malthe à Bonaparte, de se déclarer Chef de cet Ordre Religieux, & de s'arroger le titre & les droits de Grand-Maître des Chevaliers de St. Jean de Jérusalem, quoique professant non la *Religion Catholique*, mais la *Religion Grecque* n'ayant point fait les vœux qu'exigent les statuts de l'ordre étant au contraire marié, & ne pouvant résider à Malthe suivant la clause expresse de ces mêmes statuts. Des adhésions partielles & sollicitées de quelques Chevaliers disséminés en Europe ont validé aux yeux de S. M. Imp. cet acte de sa volonté & tenu lieu d'une élection légale.

Le Czar enfin dans ces derniers mois (j'entends depuis Décembre 1798) a envoyé un Corps d'*auxiliaires Russes* à l'Autriche, des *troupes* au Grand Seigneur, une *escadre* par les Dardanelles dans la Méditerranée, a conclu deux traités



avec l'Angleterre, en a réalisé les stipulations en lui fournissant *deux armées*, a déclaré la *guerre* à l'Espagne, a cru devoir prendre la *haute police* sur les Etats Neutres, & parler en *Maître* à l'Empire. \*

Dans le Chapitre II, sur LA GUERRE, nous avons rapporté les motifs & le but qu'annonçoit S. M. Imp.

Sans rien répéter à cet égard, nous nous permettrons une seule observation.

Il paroît difficile de concilier les *vues* que l'Empereur manifeste relativement à l'extirpation du Gouvernement Républicain en France, restauration du Roi, &c. avec les *conditions pécuniaires* que S. M. stipule dans les traités connus. Les moyens de l'Autriche & de l'Empire déjà fort épuisés ne sauroient y suffire, & le fardeau seroit manifestement au-dessus de leurs forces. Déjà la première a payé & nourrit cette année environ 50,000 Russes pour recouvrer le Milanais & s'assurer des barrières par les places du Piémont, & à peine cette armée (réduite à 20,000) jointe à 60,000 Autrichiens a-t-elle été suffisante.

Si la Russie aspireroit à porter la guerre en France, & à y opérer par la force une contre-révolution de concert avec la moitié de l'Empire, quelle masse d'hommes ne faudroit-il pas, & comment les soudoyer ?

Un objet si hors de portée exigeroit du moins une opération *gratuite* de la part du Prince qui le propose ; mais

---

\* Les assertions ci-dessus sont prouvées par la liste des actes, pièces & faits rendus publics, jusqu'à ce jour & provenans de S. M. Czarine; elle eût été trop longue pour être annexée au texte ci-dessus sans nuire à l'ordre & à la clarté de ce chapitre (v. Note finale, N° 3.)

rien n'autorise à conclure que PAUL I ait cette idée. Au contraire, dans son dernier message à la Diète, il déclare que si elle ne supporte pas ses efforts en l'aidant de tous ses moyens, il n'enverra plus de soldats, il abandonnera la partie & retirera toutes ses troupes (combattantes à la solde de l'Angleterre & de l'Autriche).

Il y a plus; cette pièce achève d'éclairer sur le vice radical dont nous avons parlé au Chap. II, d'une *COALITION apparente* qui en *réalité* n'en est pas une tant qu'elle n'est pas convenue d'un but commun.

L'Empereur de Russie mentionne les *Provinces-Unies* & les *Pays-Bas* comme étant un des points de sa sollicitude & devant être rétablis en leur premier état.

Mais le Chef de l'Empire Germanique n'a jamais témoigné à *Ratisbonne* que la restauration des *Etats-généraux* Hollandois sous leur ancienne forme fût un des objets de la guerre à laquelle l'Empire devoit participer; & quant aux *Pays-Bas*, il n'en a pas dit un mot; il ne les redemande point; il a prouvé, soit par le Traité de Campo Formio, soit par la direction qu'il a donné à la guerre actuelle, que c'est absolument d'un autre côté qu'il porte ses regards, & qu'il *se soucie fort peu des Belges* aujourd'hui, comme le leur a dit dernièrement Bonaparte.

Que conclure donc de cette impulsion fougueuse & non combinée que la Russie semble vouloir donner contre la France aux Etats qui écoutent encore ses conseils?

Quelques hommes (bornés sans doute) voient dans cette conduite le désir de prolonger *ad libitum* une guerre distante de son territoire, d'en profiter en faisant servir la population

militaire au rétablissement de ses finances & de son trésor par des marchés avantageux & productifs d'espèces sonnantes; de ferrer le caveçon au Grand Seigneur après l'avoir caressé pour monter à cheval sur les Dardanelles; de prendre rang & affiette, s'il est possible, dans la Méditerranée & l'Archipel; & de ne s'exposer, quoi qu'il arrive, à perdre que des hommes lesquels, une fois vendus & payés, sont pour un aussi grand Etat la perte la moins sensible.

Ceux dont on apprendra le sort à Pétersbourg avec le plus de regret seront les prisonniers dont un assez grand nombre, parmi les officiers, entend la langue Française. Les traitemens qu'ils éprouveront des *Impies* contre lesquels ils ont été déchaînés, & la comparaison qu'ils feront de la France décrite en Russie avec la France vue de près, devront leur rendre bien pénible cette captivité; mais à leur retour dans leur patrie, éclairés sur les horreurs de l'anarchie ils béniront le Ciel de les avoir fait naître sous un autre Gouvernement, & fournissant un exemple contraire à celui des Français qui avoient servi en Amérique, rentreront dans l'obéissance la plus parfaite & ne s'en écarteront jamais.



## § III.

## AUTRICHE.

AUTANT le but annoncé par la Russie peut-il paroître gigantesque & illusoire, autant celui de la MAISON D'AUTRICHE est-il simple, fixe, bien clairement prouvé, possible à atteindre & conforme à la politique savante d'un Cabinet qui, pareil en cela à la Providence, fait servir tous les événemens à l'avancement de ses vues.

Nous avons développé ce but au Chapitre précédent en traitant de la GUERRE, & nous n'y reviendrons pas.

Il peut seulement être utile de retracer sommairement quelles espérances elle est fondée à réaliser à l'issue de cette guerre.

Dès la première campagne de 1793, (car l'entrée & la retraite des Prussiens en 1792 n'en fut pas une pour elle) l'Autriche ne déguisa point ses desseins véritables.

Ses tentatives sur l'Alsace, l'Aigle Impérial qu'elle déploya à Valenciennes lors de la reddition de cette place, la mésintelligence qui suivit immédiatement avec la Prusse son alliée, indiquèrent le parti que le Cabinet de Vienne comptoit tirer de la guerre pour acquérir des *places barrières* à ses Pays-Bas, & recouvrer l'*Alsace* perdue par elle sous LOUIS XIV.

Une autre Coalition formée & la scène ayant changé, elle dirigea ses vues sur l'*Italie*, cherchant à profiter du besoin

que le Roi de Sardaigne alors son associé avoit de ses secours, pour lui faire abandonner *Alexandrie, Novarre & Tortone* forteresses limitrophes du *Milanais* sur lesquelles elle a d'anciens droits, mais sur-tout une ancienne & constante con-voitise.

Le Cabinet de Turin s'étant montré récalcitrant, celui de Vienne se flattant de le forcer à lui céder, n'envoya que 15,000 hommes au lieu de 30,000 qu'il devoit lui fournir; & ne permettant pas qu'ils suivissent les ordres de la Cour de Turin, paralyfa par divers moyens faciles à comprendre leurs opérations.

Cette foiblesse de l'armée Autrichienne occasionna les revers du Général Piémontois *Colli*, de *De Vins*, puis de *Beaulieu*, & achemina l'invasion du Piémont par les Français, & les premiers succès de Bonaparte qui dicta la paix au Roi de Sardaigne.

L'année suivante l'Autriche déçue dans ses calculs & ses espérances, n'éprouva que des revers; elle se vit forcée de battre en retraite, se vit enlever Mantoue & menacée près de sa Capitale.

Alors les négociations dont, sans imiter la confiance aveugle de quelques-uns de ses alliés, elle avoit eu l'art de ne jamais fermer la porte, les négociations furent sa ressource; & ayant à traiter avec un homme de génie que ses succès n'aveugloient pas sur les vrais intérêts de la France, elle parvint à faire une paix honorable en obtenant les belles contrées du *pays Vénitien* comme compensation des Pays-Bas & du Milanais. Quelques articles secrets furent ajoutés, moins honorables pour elle, puisqu'elle y sacrifioit l'Empire &

donnoit d'avance une forte d'adhésion à la Révolution de Suisse.

Le Congrès de Rastadt fut assemblé; les Ministres de l'Autriche y parurent dans la meilleure intelligence avec ceux du Directoire: on laissa consommer l'invasion de la Suisse & celle de l'*Etat Romain*: on ne donna aucune suite à l'incartade de *Bernadotte*; on vit sans effroi l'occupation de *Mayence* par les Français (convenue entre l'Autriche & la France); & on continuoit à discuter de la Paix, tandis que le Directoire poussoit avec vigueur la reddition d'*Ehrébreusstein*, s'emparoit de *Naples* & chassoit le Roi des deux Siciles à Palerme.

Pendant ce tems néanmoins la Cour de Vienne dont tous les plans se portoient sur la Lombardie, recrutoit & mettoit dans le meilleur état son armée qui avoit été battue mais jamais défaite, s'affuroit un corps d'Auxiliaires Russes, & prêtoit l'oreille aux insinuations actives du Czar pour en tirer parti suivant les circonstances.

La bombe éclata; mais il fallut que le Cabinet de Vienne fût entraîné par l'aggression brusque & soudaine du Gouvernement Français & par la fougue de son nouvel Allié, dont l'armée auxiliaire étoit déjà sur les confins de la Galicie, pour le déterminer à une rupture qui entroit bien dans ses plans, mais dont le moment lui paroissoit prématuré.

Une fois lancé, il n'hésita pas dans la direction à donner à cette campagne. Porter des masses & ses forces réelles en *Italie*, tandis qu'il présentait sur les frontières des États héréditaires une force suffisante pour les défendre, s'avancer en Souabe & favoriser le soulèvement de la Suisse, dans le

cas





cas où il auroit lieu par l'intérieur du pays, en rendant douteuses ses vues véritables, telle fut sa résolution. — L'*Archiduc* fut placé à la tête de l'armée qui s'annonçoit comme l'armée *délivrante & conquérante* par les autres Alliés, & qui, dans le fait par le système & les ordres (séparés) du Cabinet de Vienne, ne devoit être qu'une armée *intimidante, de défense & d'observation*.

Cette armée se trouva néanmoins supérieure à celle de *Jourdan*, qu'on mit en action sans lui avoir fourni les hommes & les moyens suffisans au plan que paroît s'être proposé alors le Directoire, de percer en avant & de forcer l'Empereur à renvoyer les Russes.

*Jourdan* battu, l'Archiduc *Charles* s'avance sur les frontières de la Suisse, & profite de sa position pour attirer à lui, s'il est possible, mais sans y sacrifier de ses soldats, les Helvétiens auxquels la France avoit donné l'année précédente des motifs si graves de mécontentement & d'indignation.

On avoit eu l'adresse de placer auprès de l'Archiduc les principaux Magistrats & militaires Suisses considérés, qui avoient fui de leur patrie après de vains efforts pour la soustraire à l'invasion Française.

Cette réunion des émigrés Suisses, le *Manifeste* qu'ils publièrent pour corroborer l'effet des *Proclamations* de l'Archiduc, persuadèrent que la libération de la Suisse étoit une des vues principales de l'Autriche & qu'elle y consacrerait ses forces,

On eut la bonhomie d'y croire à *Londres* : à plus forte raison n'en doutoit-on pas à *Berne*.

Deux circonstances, que le Cabinet de Vienne n'avoit pu prévoir, démasquèrent sa politique plutôt qu'il ne le défi-  
roit, aux yeux de quelques hommes moins enclins à se fier à  
des paroles qu'à des faits.

1°. L'Archiduc trouvant une résistance moindre que  
celle à laquelle il s'étoit attendu, non informé sans doute du  
vrai plan de son Cabinet, prit sur lui d'en outrepasser les  
instructions, de traverser le Rhin & de percer jusqu'à  
*Zurich*.

Aussitôt que la nouvelle en parvint à *Vienne*, cette  
marche fut complètement désapprouvée, & on lui en témoigna  
un mécontentement tel que l'Archiduc & 150 Officiers  
furent sur le point d'envoyer leur démission (on s'exprime  
ainsi, parce qu'on ne veut point affirmer qu'ils l'aient en  
effet envoyée) : il a fallu des négociations & des longueurs  
pour terminer cette affaire, que, suivant l'usage, les poli-  
tiques confians ont regardé comme une fable & qui n'en est  
pas moins réelle.

2°. Dans le même tems, la certitude où l'on croyoit être  
de la destination de l'armée de l'Archiduc, engagea un des  
Princes de la Maison de *Bourbon* à demander de se rendre, à  
cette armée, de se mettre à la tête des *Suisses* qui alloient la  
grossir, d'arborer le drapeau blanc & de pénétrer en France,  
où un parti nombreux l'aideroit à rétablir la Royauté.

Il paroît que cette demande fut appuyée du Gouverne-  
ment allié de l'Autriche, dans les Etats duquel se trouvoit  
ce Prince.

Un refus positif fut la réponse de la Cour de Vienne.

On s'y attendoit si peu que tous les préparatifs étoient  
faits, le Conseil du Prince nommé & botté, & le jour fixé

pour le départ qui, après cette réponse négative, fut contremandé.

Pendant que ces événemens accessloires occupoient les Alliés, les Royalistes & les bons Allemands, le Cabinet de Vienne pouffoit vigoureusement la guerre du côté où il vouloit la faire avec succès. Le Général Autrichien *Kray* s'étoit distingué & avoit complètement battu *Scherer* que le précédent Directoire avoit très-mal à-propos nommé au commandement de l'armée d'Italie.

*Suwarrow*, arrivant avec ses Russes après cette victoire, trouvant l'impulsion donnée, & étant bien flanqué de corps Autrichiens, plus exercés que lui dans l'art des manœuvres contre les troupes Françaises, continua de pousser celles-ci dans les plaines de Lombardie, & ayant toujours la supériorité du nombre arriva jusqu'à Alexandrie, & fut admiré comme un Héros par-tout ailleurs que sur le théâtre même de ses exploits, où les gens de l'art furent à portée d'apprécier combien cette réputation étoit usurpée, & combien l'originalité sert souvent de masque officieux à l'ignorance de la tactique Européenne.

Il faillit payer cher son imprudence: il fut forcé de retourner en arrière pour combattre *MACDONALD*, que (suivant la louable coutume des Alliés) il avoit méprisé, & ne dut l'avantage qu'il remporta sur la Trébie qu'à un défaut de concert entre *MOREAU* & *MACDONALD*, à la trop grande précipitation de ce dernier, & à la vigueur habilement dirigée de la cavalerie Autrichienne.

Peu après cette bataille, le Commandant Français à *Mantoue* livra cette place aux Autrichiens, exemple bien



rare dans cette guerre de la part des Français, & qui ne s'étoit pas renouvelé depuis 1793 \*; celui de la citadelle de *Turin* fut obligé de se rendre faute de vivres, & *Alexandrie* capitula.

Dès-lors *SUWARROW* étoit devenu finon plus habile, du moins plus prudent.

Il attendit l'arrivée du Général *Kray* venant avec 22,000 hommes de Mantoue, & attaqua l'Armée de *JOUBERT* près de *Novi*.

On connoît aujourd'hui avec exactitude les détails de cette bataille mémorable dont le succès est dû au brave Général Autrichien *MÉLAS*, où les Alliés avoient l'avantage du nombre, de la position, & où les Français néantmoins perdant leur Général en Chef donnèrent les preuves les plus signalées d'un courage & d'une tactique admirables.

Ses résultats ont été clairs; l'Armée Alliée affoiblie d'environ 12,000 hommes tués ou blessés, n'a rien entrepris pendant deux mois dès-lors, & fut obligée même de retourner à sa précédente position.

Celle des Français ayant perdu environ 6000 tués ou blessés & 6000 prisonniers, ne perdit pas de terrain.

Mais le grand but du Cabinet de Vienne étoit rempli.

Il avoit reconquis les Etats de *Milanais* & *Mantoue*.

Il avoit pris les forteresses d'*Alexandrie*, *Novarre*, & alloit avoir celle de *Tortone*.

\* C'est le seul emploi utile qu'ait trouvé l'or des Alliés cette année; encore l'a-t-il été uniquement pour l'Autriche.—On a vainement tenté la même opération sur *Malthe*, dont la réduction a été souvent annoncée comme prochaine: mais c'est le Général *Vaubois* qui y commande, c'est *Buonaparte* qui lui a confié la défense de cette île importante, & il savoit bien que *Vaubois* n'étoit pas un *Foissac*.

Le sort du reste du Piémont lui importoit moins, puisque les places barrières lui étoient assurées, & qu'il lui restoit même une perspective d'aggrandissement & de pouvoir maritime du côté de Gènes.

Dès-lors il ne se montra plus récalcitrant au désir de ses Alliés pour l'emploi des forces Russes sous *Suwarrow*, que ceux-ci désiroient amener en Suisse pour y prendre le commandement de toute l'Armée Russe destinée à l'invasion de la France.

L'Autriche y répugna d'autant moins alors, que la plus grande méfintelligence régnoit déjà entre ses troupes & les Russes; & ce fut un jour de fête pour le Général *Mélas* que celui où *Suwarrow* qui lui étoit supérieur en rang, mais si inférieur en mérite, évacua le Piémont & traîna dans une autre contrée ses régimens de Sibériens & de Cosaques devenus l'effroi du paysan par leur pillage sans frein.

Mais la complaisance du Cabinet de Vienne n'alla pas jusqu'à sacrifier sa politique à celle de ses Alliés, & il se garda bien en conséquence de permettre que l'Armée Autrichienne se trouvât en Suisse en même tems que l'Armée Russe complète, & servit en rien aux projets *invasifs* qu'il ne partageoit pas.

Il ordonna donc à l'Archiduc CHARLES de quitter la Suisse & de se transporter sur le Rhin avant que le Général *Suwarrow* fût arrivé à Zurich, pour y prendre le commandement en chef.

L'Archiduc, instruit par le passé, suivit ses instructions; il accorda seulement aux instances & à la poursuite des Agens Alliés (qu'il évitoit de tout son pouvoir en se retirant, nou-

velle preuve de bonne intelligence & d'accord parfait) un corps d'environ 10,000 hommes sous le Général *Hotze*, pour rester jusqu'après l'arrivée de *Suwarrow*.

*Suwarrow* franchissoit alors le *St. Gothard* avec environ 18,000 hommes, reste des 45,000 qu'il avoit amené en Italie.

Le Général *Maffena* attendit qu'il fût enfilé dans la Suisse pour attaquer l'armée de *Korsakow* & le corps de *Hotze*.

Il les défit complètement, les 25 & 26 Septembre, s'empara de Zurich & chassa les Alliés au-delà du Rhin.

Il se porta ensuite contre *Suwarrow*; mais celui-ci, enfoncé dans les vallées des petits Cantons & de Glaris, se garda d'entrer dans la plaine; conduit par deux Emigrés Français au fait du pays, & apprenant le désastre de *Korsakow*, il se retira non sans perte par la vallée de *Flems* dans les Grisons, sans bagages, chevaux ni canons, & sans s'arrêter dans sa fuite arriva à Feldkirk, extrémité orientale du Lac de Constance de l'autre côté du Rhin.

L'Archiduc, alors près de *Manheim*, instruit de la grandeur du mal, revint en arrière avec une partie de son armée, non pour reprendre, comme on l'a cru, le terrain perdu, ni se réunir au plan des autres Alliés, mais pour empêcher les progrès d'une trouée à la suite de laquelle *Maffena* auroit pu le tourner & lui couper sa retraite dans les Etats Autrichiens.

Dès-lors les Français ont passé le Rhin sur plusieurs points, traversent le Palatinat & la Souabe, les traitent comme de raison en ennemis, & s'étant d'abord avancés



dans les Grisons les ont évacués, y manquant de vivres; tandis que l'Archiduc a repris les positions de *Stockach* & *Donauschinguén*.

Mais son armée est (à 8 ou 10,000 hommes près, dont la moitié prisonniers qui se rendront contre ceux qu'elle a faits en Italie) ce qu'elle étoit alors, fraîche & dans le meilleur état.

L'AUTRICHE a perdu plus de soldats en Italie, quoique beaucoup moins que les Russes; mais ses succès de ce côté ont été complets & étoient les seuls qu'elle voulut assurer.

Elle a donc rempli son but de reprendre tout ce qui lui convenoit sans sacrifier trop de forces, dont elle est avec raison économe par l'effet d'une politique prudente qui lui fait entrevoir combien il lui importe de sortir de cette guerre sans avoir ses troupes délabrées ni réduites.

Sa marche a été uniforme; ni saécades, ni variation, ni ambulance dans ses plans, hors les cas de nécessité impérieuse.

Point de subides ni de dépendance de ses Alliés.

Point de mépris ou de haine aveugle contre son ennemi, ni de refus hautain de traiter avec lui ou de reconnoître la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE qui existe par sa propre force.

Enfin point de guerre contre des opinions; le BARON THUGUT a plus d'une fois sagement déclaré que ce seroit le vrai moyen de les rendre plus fixes au dedans & plus circulantes au dehors de la France.

Le Cabinet de Vienne a fait une guerre de circonstance comme les guerres ordinaires, pour profiter du mouvement politique qu'occasionnoit la Révolution Française.

Elle s'est prolongée & renouvelée au-delà de ses vues par les fautes de ses ennemis comme aussi par celles de ses Alliés.

Il désire la paix, elle lui est nécessaire essentiellement pour rétablir son crédit & ses finances.

Il est prêt à la faire aussitôt que des termes honorables lui seront proposés.

L'intérêt bien entendu de la France y achemine les Chefs qui la gouvernent aujourd'hui.

Et tout porte à croire qu'il ne tardera pas à les obtenir.

Il n'y a point d'animosité entre les deux Nations, aucune entre les deux armées; & le moment d'effervescence factice provenant de l'affassinat des Plénipotentiaires Français est passé, le Directoire sachant très-bien que le Cabinet de Vienne n'en a pas été complice.

Ainsi la MAISON D'AUTRICHE, par deux guerres & deux traités de paix conduits avec dextérité, aura arrondi & aggrandi ses Etats, sera devenue Puissance plus commerçante & presque maritime, conservera une grande influence sur le sort définitif de l'Italie; & s'appliquant, comme elle l'a déjà fait, à rendre son Gouvernement paternel, trouvera par-là le vrai moyen d'éviter dans ses Etats une Révolution dont la folie menace tous les Princes qui ne s'élèvent pas au rang d'ANGES EXTERMINATEURS.

## §. IV.

## P R U S S E.

LES Etats, comme les particuliers, parviennent quelquefois au même but par des voyes différentes.

Ainsi la PRUSSE, sinon plus habile du moins aussi clairvoyante que l'Autriche, a sçu sortir à tems d'une guerre où elle avoit peu d'intérêt direct. Ménageant toutes ses ressources tandis que ses ci-devant Alliés épuisoient les leurs, Elle a dirigé sa politique de manière à acquérir sur le *Corps Germanique* une autorité précédemment réservée à son *Chef*, & à préparer en silence les moyens d'accroître sa prépondérance à l'époque d'une paix sur laquelle elle est assurée d'influer plus essentiellement que toute autre Puissance.

Le feu ROI DE PRUSSE étoit entré avec zèle dans la première Coalition ; il s'agissoit de sauver LOUIS XVI, & le Cabinet de Berlin savoit que ce Monarque ne refuseroit pas à un tel service le prix qu'il méritoit.

L'état où fut reduite l'armée Prussienne dans la *Champagne Pouilleuse* achemina à une négociation dont sa retraite fut le résultat.

Nous avons parlé ci-dessus (Chap. II.) de la tournure que prit la campagne suivante de 1793 où chacun des Alliés, sauf le Roi de Prusse, (dont la part se bornoit à un subside) écornoit ce qui étoit à sa convenance.

Dans celle de 1794, il se montra déjà très-refroidi : Il reçut le subside, n'eut sur pied qu'une armée inférieure à celle



de l'année précédente, & en dirigea l'emploi de telle sorte qu'elle ne prit aucune part aux opérations meurtrières de cette campagne, & rentra par conséquent intacte dans ses foyers.

Le printems suivant (*Avril 1795*) il fit sa paix particulière à *Basle*; traité fameux qui a matériellement changé la nature de cette guerre, & la position respective des Puissances Continentales.

Jamais Prince ne fut plus vilipendé par ses anciens Alliés, leurs Cabinets & les Ecrivains politiques & financiers à leur solde que le feu Roi de Prusse pour avoir conclu ce traité de paix, fruit d'une politique adroite de son Cabinet & d'une prévoyance étendue dont les faits subséquens ont justifié les calculs; & l'on permit contre lui dans les Etats les mieux policés les mêmes injures & diatribes qu'on entendoit proférer alors dans les Clubs Jacobins les plus fangeux contre les Têtes Couronnées.

Il n'en résulta d'autre fruit sinon de confirmer chaque jour davantage le Cabinet de Berlin dans sa résolution de ne plus participer à la guerre; & le changement de la personne du Roi par la mort de Frédéric-Guillaume II, & par l'accession de son fils Frédéric-Guillaume III au trône, loin d'altérer cette résolution ainsi qu'on l'annonçoit par-tout, n'a servi qu'à la rendre plus inébranlable.

Le jeune Roi doué d'un jugement sain, mûri par l'étude & par des goûts sérieux, quoiqu'élevé dans le métier des armes & animé du desir de marcher sur les traces de son Grand-Oncle l'immortel FRÉDÉRIC, ne voulut point sacrifier à une vaine gloire militaire les intérêts politiques & commerciaux

de ses sujets ; il écouta sans prévention les considérations que lui présentèrent ses Ministres en faveur de la neutralité de la Prusse ; il les trouva sages, & adopta la ligne de conduite suivie constamment dès-lors par son Cabinet.

Son Père peu décidé par lui-même & facile à être entraîné eût peut-être changé de plan. Le Roi actuel au contraire ayant pris son parti après s'être éclairé à fond, ajoutoit un poids considérable aux décisions de son Cabinet.

Un Ecrivain distingué a exposé en dernier lieu quelques-uns des motifs principaux qui paroissent avoir dirigé la Cour de Berlin.\* Ce seroit affoiblir les argumens qu'il rapporte que d'en changer le texte, & nous le transcrivons en entier.

“ L'expérience, ont dit ces défenseurs de la Prusse, a  
 “ cruellement démontré l'insuffisance & le vice des Lignes  
 “ étendues. Elles ont besoin d'un Chef Suprême, également  
 “ recommandable par sa puissance, par sa supériorité & ses  
 “ talens : sans ce secours toute association entre des Pou-  
 “ voirs égaux & indépendans aboutit incessamment à la ja-  
 “ lousie, à la discorde & aux catastrophes. Plus vous mul-  
 “ tipliez les associés, plus vous affoiblissez leur force & le  
 “ principe d'harmonie. Deux Puissances homogènes auront  
 “ toujours plus d'ensemble & de vigueur que six, sur-tout  
 “ contre un seul ennemi.

“ L'inconvénient éternel & insurmontable des grandes  
 “ fédérations diminuera sans doute, si, à l'avance, par une

---

\* M. Mallet Du Pan. Merc. Brit. N° 27.

“ volonté forme & unanime, par un intérêt également simple  
 “ & puissant, par un accord obligatoire de subordination,  
 “ les Alliés ont formé un plan précis & invariable ; si la na-  
 “ ture de leur but est tellement évidente & uniforme, qu’il  
 “ leur serve de point stable de ralliement ; si, enfin, ils sont  
 “ convenus de l’emploi de leurs moyens, de la durée de  
 “ leurs efforts, & de ne séparer jamais ni leurs armes, ni  
 “ leurs négociations.

“ Mais rien de pareil existe-t-il encore dans la nouvelle  
 “ Coalition ? Si la nécessité de se défendre a uni les armes  
 “ de l’Autriche à celles des Russes & des Anglais, a-t-elle  
 “ uni leur politique ? Où est la convention synallagmatique  
 “ qui a déterminé leurs engagements, l’objet de leurs efforts,  
 “ le terme de la Guerre, les conditions qui doivent rendre  
 “ leur alliance indissoluble ?

“ Où est la caution que tandis que l’une de ces Puissances  
 “ ambitionnera de raffermir l’ordre public, la tranquillité &  
 “ l’indépendance de l’Europe, une seconde n’exposera pas  
 “ ses confédérés aux périls d’une guerre éternelle jusqu’au  
 “ renversement de la République Française, ou à la ruine  
 “ totale de l’Europe ; & qu’une troisième, moins généreuse,  
 “ ne souscrira point à signer sa paix avec cette République,  
 “ aussitôt qu’on lui offrira le prix de ses victoires ?

“ Si tout concert manque dans les projets, les opéra-  
 “ tions manqueront d’harmonie, & les plus vastes ressources  
 “ ne produiront que des désastres. Comment notre concours  
 “ préviendrait-il les conséquences d’une semblable confusion  
 “ de vues ? Il ne serviroit qu’à les aggraver.



“ Aucune guerre, sans doute, ne dut être plus véritable-  
 “ ment sociale ; nous en sommes aussi convaincus que les  
 “ phrasiers impératifs, qui nous le répètent chaque jour avec  
 “ fierté, comme si c'étoit-là une puissante découverte ; mais  
 “ commencez par l'inculquer à tous les Gouvernemens, ou  
 “ n'attendez pas que nous nous hâtons de participer à cette  
 “ *guerre sociale*, avant d'avoir lu le contrat qui la déclare  
 “ telle, avec la signature de tous les intéressés.

“ Qui nous répondra de la durée de cette liaison ? Qui  
 “ nous répondra que les triomphes ou les revers ne fassent  
 “ pas éclater une désunion, dont les exemples couvrent les  
 “ pages de l'histoire, & que nous ne serons pas, à notre tour,  
 “ abandonnés sur les champs de bataille, à l'instant où nos  
 “ alliés jugeront utile de porter les armes ? Ce n'est pas le  
 “ tout de convenir d'une guerre générale ; il faut convenir  
 “ encore d'une paix générale ; & comment en convenir, si le  
 “ but de cette paix n'est pas déterminé ? Irons-nous attirer  
 “ sur nos Etats les Armées de la Révolution, pour faciliter à  
 “ l'Empereur des conquêtes en Italie, & son raccommode-  
 “ ment avec la République Française ? Nous redoutons  
 “ beaucoup cette République ; mais nous redoutons tout  
 “ autant ceux de ses ennemis qui, assez puissans pour la  
 “ vaincre, ne seroient peut-être pas assez modérés pour ne  
 “ point abuser d'une influence contre laquelle, nous reste-  
 “ rions sans garantie.

“ Entre les triomphes des Puissances Monarchiques, &  
 “ ceux de la Démocratie conquérante de France, il peut,  
 “ d'ailleurs, se rencontrer un milieu. Il est très-possible que  
 “ les événemens se balancent ; qu'à force de victoires mu-

" tuelles, & d'exterminations sans fruit, chaque parti soit  
 " obligé de terminer la guerre par lassitude & par épuisement.  
 " Dans ce cas notre intervention pacifique deviendra peut-  
 " être plus utile que ne l'auroient été nos régimens. Le  
 " Directoire Français aura alors toute autre chose à faire  
 " qu'à nous susciter des querelles ; la neutralité nous aura  
 " épargné cent mille hommes & cent millions, sans nous  
 " exposer de long-tems aux hostilités de la Révolution."

Il n'est qu'un point sur lequel nous nous croyons permis de différer d'opinion avec les défenseurs du Roi de Prusse dont il est parlé ci-dessus.

C'est celui où ils supposent que ce Prince regarde la guerre actuelle comme une guerre *sociale*.

Qu'elle eût dû l'être dans le principe & avoir été dirigée en conséquence, cela est incontestable.

Mais qu'après la première impulsion manquée, après la nouvelle organisation de la France & le tiraillement de divers Cabinets pour tirer parti des circonstances, le Roi de Prusse & aucun autre ayent pu considérer la guerre comme *sociale*, c'est ce que nous ne saurions admettre.

Le coup relativement à la *société* étoit porté ; chacun de ses membres avoit reçu sa blessure ; la gangrène ou la guérison devoit dépendre de la dextérité de chaque médecin ; & ce n'étoit plus en tuant des hussards Français aux frontières ni en exterminant à Paris les grenadiers de la Convention ou la Convention elle-même, qu'on pouvoit prétendre fermer une plaie qui saignoit déjà dans le sein même des Etats dont les troupes eussent abordé la France.

On a lieu de croire que c'est ainsi que le Roi de Prusse a jugé la *sociabilité* de cette guerre, qu'il a été fermement résolu à reprendre les armes avec vigueur si la France lui manquoit de foi, mais qu'il a été trop judicieux pour se laisser atteindre de la manie de combattre le nez au vent des opinions & des principes comme des *papillons bleus*.

Je me bornerai à indiquer quels motifs, autres que ceux dont il a été fait mention ci-dessus, le Roi de Prusse & son Cabinet peuvent avoir eu pour ne pas rentrer de nouveau dans la Coalition.

1°, L'expérience dégoûtante du passé.

2°, La consistance intérieure & extérieure que prenoit le nouveau Gouvernement de France.

3°, La conviction que, quel qu'il fût quant à la forme, pourvu qu'il se maintînt & pesât dans la balance de l'Europe, il devoit être l'allié naturel de la Prusse.

4°, La certitude des progrès qu'avoient fait en Prusse, même parmi les militaires, depuis les écrits du Grand Frédéric & des philosophes ses amis, les principes d'indépendance & d'égalité qui prévalaient en France. Et la convenance d'attacher à la Couronne les esprits effervescens par la continuation des avantages de la paix, & par l'application constante du Gouvernement au bien-être, au soulagement & à la prospérité de ses sujets, plutôt que de les aliéner en portant la guerre contre une nation enthousiaste de sa nouvelle liberté.

5°, Le poids que sa neutralité donnoit au Roi de Prusse en Allemagne & dans le Nord ; il devenoit le *Protecteur* des Cercles les plus puissans & des Princes Allemands les plus militaires ; il s'assuroit leur secours au besoin en les ayant mis à l'abri des ravages de la guerre dont ceux qui n'ont eu que



*l'Empereur* pour soutien ont été les victimes. Il sapoit ainsi le pouvoir de celui-ci, & préparoit l'époque peu distante où la Maison d'Autriche sa rivale ne pesera plus dans la balance de l'Europe comme placée à la tête de l'Empire, mais seulement comme Souveraine des Etats Héréditaires & de quelques accessions en Italie.

6°, La considération de l'aggrandissement réel qu'une neutralité rigoureusement observée jusqu'au moment où les circonstances prescriraient son intervention pourroit lui procurer au Nord de l'Allemagne ou sur les frontières de la Hollande.

7°, D'autres vues lointaines enfin qui lui sont peut-être communes avec les Cours de *Stockholm* & de *Copenhague*, & qui ne se rapportant point à la politique continentale sont inutiles à indiquer.

Chacun de ces motifs seroit susceptible d'un développement que nous laissons au soin des Lecteurs intelligens auxquels les affaires du Continent ne sont pas étrangères.

Mais lors même qu'ils n'existeroient pas séparément ou n'auroient pas pesé par leur ensemble sur le Cabinet Prussien, il en est un plus puissant qui fera toujours honneur à sa clairvoyance.

C'est qu'en se neutralisant & laissant briser devant lui les forces des grandes Puissances comme les *vagues* de la mer devant un *roc immuable*, il commanderoit un jour la *paix*; & en tirant parti de cette situation se feroit également respecter de la France & de ses ennemis.

On ne doit pas le diffimuler, (& loin de nous en des tems tels que ceux-ci la servilité de ceux qui diffimulent!)

Le Cabinet de Berlin a eu sur tous les autres un très-grand avantage en se rapprochant le premier du Gouvernement Français.

Il s'est mis à portée de juger sainement & par ses propres yeux, tandis que les autres Cabinets ont été sans cesse égarés par les flatteurs, les émigrés, les transfuges, les aventuriers ou les charlatans politiques qui ont assailli par-tout leurs agens, & leur ont fait commettre des fautes impardonnables, en leur faisant payer des sommes incalculables.

Le Roi de Prusse en ayant à *Paris* un Ministre sage, bon observateur, innaccessible aux intrigans, modéré dans ses principes, égal dans sa conduite\*, en recevant à *Berlin* les Envoyés de la République†, qui dès l'origine s'y sont faits considérer personnellement & n'y ont donné lieu à aucune plainte, en s'embarrassant peu du sot mépris qu'il savoit encourir par sa participation directe aux négociations de *Rastadt*, & en y employant un homme habile, pénétrant & extrêmement poli ‡, le Roi de Prusse est parvenu presque seul parmi les Potentats de l'Europe à démêler le vrai but de la Révolution, à séparer les écarts, les injustices & les crimes de ceux qui en ont successivement dirigé la marche, d'avec les conceptions de ses créateurs & les résultats probables de leur génie.

Il a su pénétrer le plan général de la politique du Gouvernement Français, plan qui résiste aux erreurs, aux fautes

\* M. le Baron de *Sandoz*.

† Il n'y en a eu que trois depuis la Paix de *Basle*, *Guillard*, *Sieyès*, & *Otto* chargé d'affaires actuel, qui va venir à *Londres* comme commissaire pour l'échange des prisonniers, place à laquelle les *Consuls* l'ont nommé tout récemment.

‡ M. le Baron de *Jacobi*.

combinaisons momentanées, à des revers passagers, aux changemens des individus placés à la tête de l'Etat, & qui avance toujours néanmoins vers son exécution.

Le ROI DE PRUSSE enfin s'est mis en état avant 30 ans d'apprécier, de digérer ce qui est encore aujourd'hui pour d'autres Souverains & leurs Ministres *rudis indigestaque moles*, savoir :

1°, Les vraies *causes* du mouvement donné à la France & qui se répercute par la guerre en Europe ;

2°, Les *effets* moraux & politiques qui doivent en résulter ;

3°, Les *moyens* de faire servir ce nouvel ordre des choses à l'affermissement des Etats dont la politique aura été éclairée & habile, comme aussi à la prospérité de leurs habitans & au plus grand bien futur de l'humanité.

Quand un Prince qui s'est distingué dès son enfance par une aptitude heureuse à concevoir & à réfléchir, a acquis des notions saines & profondes sur l'événement le plus majeur qui puisse occuper les Cours de l'Europe ; quand il a eu lieu de découvrir que celles-ci n'avoient, pour la plupart, été à portée d'en juger que superficiellement ou à travers mille passions & intérêts qui aveuglent au lieu d'éclairer, il doit être assurément difficile de courber son jugement & d'ébranler sa résolution.

Aussi a-t-on vu l'un & l'autre résister aux négociations tentées à cet égard, aux offres les plus séduisantes d'une armée entière, toute prête, toute payée, qu'il feroit mouvoir à son gré la joignant à la sienne, à des promesses moins connues



mais qui devoient tenter tout Prince dont l'amour des richesses eût été la passion favorite.

Il a été bien moins accessible encore aux menaces d'une Cour indignée de ses refus, qui, semblable à la Reine de Carthage, prend les accens de la vengeance lorsque ceux de l'amour ont été repoussés.

Et ce Roi, vraiment digne de l'être, s'est montré imperturbable.

Quelques personnes ont attribué cette fixité à l'influence de *Sieyes*; d'autres au contraire qui en décident, dit-on, depuis *Paris* prétendent que cette influence n'a point existé & la traitent de *billevesée*.

L'opinion moyenne entre ces deux extrêmes est celle que se sont formé à *Berlin* des observateurs doués de discernement, & portée de voir & d'entendre.

Rien n'indiquoit que le Roi de Prusse pensât à rompre sa neutralité, quand *Sieyes* fut nommé Ministre de la République à Berlin; il y avoit des instances & négociations pour l'y déterminer, mais il y en avoit toujours eu & elles n'operoient pas, en sorte que S. M. P. ni son Cabinet ne paroissent point avoir besoin d'être raffermis dans leur système.

Mais ce seroit s'exposer à juger trop légèrement que de révoquer en doute l'importance de la mission de *Sieyes* & de son résultat.

Quoiqu'il n'ait peut-être point arrêté une rupture que ne préparoit pas la Cour de Berlin, on est fondé à présumer que les renseignemens & communications qu'un homme si profondément versé dans la politique étoit chargé de trans-

mettre ont donné une force additionnelle à la détermination du Roi & de la majorité de son Conseil.

Toujours est-il vrai que S. M. P. a témoigné à *Sieyes* une considération & des égards personnels très-indépendans de ceux que pouvoient lui dicter les relations substantantes entre la Prusse & la France.

Et ce n'a pas été une des circonstances les moins nouvelles de l'époque où nous vivons, de contempler un jeune Roi, Chef de la première Monarchie Militaire, au milieu d'une Cour brillante, accueillir avec distinction au dehors & recevoir dans sa conversation intime au dedans le Ministre non titré d'une République alliée, regardé par certains Etrangers comme l'indigne Député d'un amas de Rebelles & de Factieux.

On a vu ce Prince en effet dédommager amplement cet Envoyé Republicain du mépris qu'affectoient pour lui des Ambassadeurs fastueux, paroissant saisir avec pénétration le rapport entre la position de SIEYES, & celle où s'étoient trouvés WASHINGTON, FRANKLIN, & ADAMS, qui n'avoient pas tardé à voir succéder pour eux les hommages aux humiliations & aux menaces. \*

---

\* On se bornera à citer un seul exemple de celles-ci par l'extrait de la Proclamation du Général *Gage*, intimant aux Américains de poser les armes, datée de Boston, le 12 Juin 1775.

“ J'use ici du dernier effort en mon pouvoir pour épargner l'effusion du sang, en offrant & promettant au nom de S. M. son gracieux pardon à tous ceux qui poseront les armes & rentreront dans le devoir de sujets paisibles, exceptant seulement du bénéfice de ce pardon *J. Adams & S. Hancock*, dont les offenses sont d'une nature trop criminelle pour admettre aucune considération qui les soustrainoit à la PUNITION EXEMPLAIRE qu'ils méritent.”

En exposant les motifs de la neutralité observée par la PRUSSE, nous avons tracé l'esquisse de sa *politique*; dès-lors cet article est terminé.

A moins que les circonstances ne changent d'une manière faillante, il est donc probable que par l'effet de sa médiation, ou par la voie des armes, la PRUSSE tardera peu à donner la Paix aux Puissances du Continent; & si celle de ces Puissances dont l'intervention dans les affaires d'Allemagne & de France allarme avec raison le Cabinet de Berlin persiste dans ses projets gigantesques & subversifs, ce sera du moins dans une direction bien opposée à la direction actuelle que nous verrons se porter le fléau de la guerre.

---

### § V.

#### SUÈDE & DANNEMARCK.

---

ON classe ces deux Royaumes du Nord dans le même article, parce que la même politique paroît les avoir dirigé, & l'on fait à n'en pouvoir douter que le défunt *Comte de Bernstorff*, Premier Ministre en Dannemarck, avoit aussi sur le Cabinet de Stockholm l'influence la plus grande & la mieux méritée, qui y a prévalu même après sa mort. (N<sup>o</sup> I.)

Le DANNEMARCK ayant embrassé dès le commencement de la guerre la neutralité, l'a religieusement observée jusqu'à ce jour, & s'occupant des moyens de mettre sa marine sur un



piéd respectable au besoin, ne s'est permis aucune démarche hostile ni contre les Alliés ni contre la France.

Une liberté extraordinaire sous un Gouvernement qui, s'il le vouloit, auroit le droit d'être despotique, a régné en Dannemarck relativement à la presse & à des écrits jugés séditieux en Allemagne.

Il s'est aussi formé dans ce royaume des sociétés soit clubs dont les principes sont, à ce qu'on assure, démocratiques.

Le Roi de Dannemarck ni son Cabinet ne s'en sont pas alarmés.

Mais l'Empereur de *Russie* a cru devoir interposer son autorité puissante à cet égard : & il a interdit, en conséquence de ces clubs, l'admission dans ses ports aux navires Danois.

La Cour de Dannemarck se plaint de ce procédé : on ignore comment ses plaintes seront accueillies. \*

La *SUÈDE* avoit dû figurer dans la Coalition à son principe.

Le Roi Gustave III. se préparoit à marcher contre la France, & à rétablir Louis XVI. sur le trône de ses ancêtres, lorsque le poignard d'un assassin atteignit ce Monarque au milieu de sa carrière.

C'étoit alors que la restauration de la Royauté eût été facile ; c'étoit ainsi par un acte de vigueur, par un effort

---

\* Par les nouvelles reçues de Copenhague à Londres le 30 Novembre, il paroît que le Czar a bien voulu en user vis-à-vis de Sa Majesté Danoise comme vis-à-vis du Sénat d'Hambourg, c'est-à-dire oublier le passé, & remettre les choses sur l'ancien pied ; mais on a lieu de croire que la conclusion de cette affaire vient moins de son Cabinet que de celui de ses Alliés auxquels il ne convient pas d'indisposer en même tems à droite & à gauche tous les Etats Neutres.

simultané, par un exploit chevaleresque qu'elle étoit désirable & praticable.

Après sa mort, la politique du Cabinet du jeune Roi se calqua sur celle du Dannemarck, & ne s'en est plus écartée notablement jusqu'au printems dernier.

En Mai 1798, la Suède avoit placé de nouveau comme son Ambassadeur à Paris le Baron de *Staël*, connu par son attachement à la France & ses liaisons d'amitié avec les Chefs principaux de son Gouvernement Républicain.

Au printems dernier, elle parut changer de principes. Une note du Roi de Suède remise à la Diette de Ratibonne en sa qualité de Duc de Poméranie, le rappel de M. de *Staël*, & son portefeuille transmis à un simple Chargé d'Affaires, indiquoient une rupture dont on n'ignoroit pas que la *Russie* cherchoit à accélérer & à provoquer la détermination.

Il paroît néanmoins que dès-lors la Suède indisposée par les menaces trop vives du Czar & par les démarches pour la forcer à fournir des troupes destinées à la conquête de la Hollande, s'est montrée récalcitrante aux vues de ce Monarque, & a repris de concert avec le Dannemarck son système de neutralité, restant collée à la Prusse qui conserve près de ces deux Puissances du Nord l'ascendant qu'elle doit avoir pour leur fournir un appui au besoin contre la Cour de Pétersbourg.\*

*ignore s'il doit*

\* Le Baron de *Staël* est de retour à Paris, où l'on reprend son caractère public.

La Suède a de plus des motifs comme Puissance maritime de ne prendre part à la guerre que dans le sens du Roi de Prusse & de Dannemarck.

Enforte que la politique des Cabinets de *Stockholm* & de *Copenhagen* semble dépendre absolument de celle du Cabinet de *Berlin*.

Et il est peu de gens sages qui ne voient en cette dépendance le résultat d'une délibération mure & fondée sur les vrais intérêts des deux Etats & de leurs sujets.

## § VI.

### HOLLANDE.

LES mêmes considérations que nous avons présenté relativement à la reconnoissance de la *République Française* s'appliquent à celle de la RÉPUBLIQUE BATAVE, avec deux motifs de plus en faveur de celle-ci.

1°, Que la Constitution précédente étoit basée sur un système de Représentation par des *Etats Généraux* au lieu d'une *Assemblée Nationale*.

2°, Que le Capitaine-Général Héréditaire avoit abdiqué ses fonctions en quittant la Hollande en Janvier 1795, sans que dès-lors les Souverains qui lui sont attachés par les liens du sang, ni ceux qui se trouvoient Alliés des ci-devant Provinces-Unies, aient fait aucune démarche ostensible en sa faveur,



faveur, jusqu'à la tentative *partielle* \* qui a eu lieu en Septembre dernier & dont l'on connoît l'issue.

Les ci-devant Provinces-Unies, d'après la retraite des Armées Alliées en Novembre 1794, furent envahies par les Français. PICHEGRU commandoit ces derniers, & les habitants de la Hollande furent par les soins & le noble caractère de ce Général mis à l'abri des vexations individuelles sous lesquelles gémissaient les autres contrées envahies par les Français sous des Chefs moins scrupuleux. Et les Hollandais, en gardant un souvenir amer des maux qui accompagnèrent la retraite de l'Armée Alliée, s'accordent à convenir que ceux de l'invasion ne furent point tels qu'ils avoient lieu de s'y attendre. La Hollande fournit à la France des recriptions connues sous le nom de *Rescriptions Bataves*, échéantes chacune des années suivantes; elle convint de la somme à fournir pour équipement & solde de 25,000 Français qui y ont à peine jamais été portés à ce nombre; tout cela s'est exécuté annuellement sans surcharge ni molestation: les troupes Françaises n'y ont excité aucun désordre, & la plupart des Commandans placés par Pichegru étoient restés les mêmes en Décembre dernier (1798), † se faisant aimer des habitants du pays auxquels ils n'imposaient aucun *joug*, ce qui a été poétiquement supposé.

La République *Batave* constituée sur les principes français n'avoit néanmoins point imité la Législation de ceux-ci sur deux points principaux.

---

\* On dit *partielle* parce que le Roi de Prusse, le premier de ces Parens & de ces All'és, n'y a point coopéré.

\* Epoque où l'Auteur de cet Ecrit étoit en *Hollande*.

1<sup>o</sup>, Sur le *Culte Religieux*, qui loin de tomber n'y a pas souffert la moindre altération, quoiqu'on leur ait appris cette année qu'on vouloit le relever & leur en rendre l'exercice, en les ramenant à une *Piété* qu'ils n'ont jamais perdue, & à une *Religion* dont ils ne se sont pas écartés.

2<sup>o</sup>, Sur les *Emigrés*; car les citoyens même de cet Etat qui ont accompagné dans sa retraite S. A. S. le *Prince d'Orange*, ou qui sont sortis de la Hollande en même tems que lui, ont pu y rentrer, y voyager librement, en ressortir sans qu'aucune loi pénale les en ait empêché, & ont conservé dans leurs pays, quoiqu'absents pour cause de la Révolution, leurs propriétés comme s'ils y fussent restés domiciliés.

On ignore si les derniers événemens opéreront à cet égard de nouvelles loix; mais toujours est-il certain qu'au 1<sup>er</sup> Novembre dernier elles n'étoient pas rendues, & que si elles le sont c'est aux faits récents qu'on doit uniquement les attribuer.

Les seules secousses intérieures qu'ait éprouvées la République Batave, ont été celles de quelques changemens de Directeurs & de Ministres, suivant les partis qui venoient d'opérer en France les mêmes mutations; mais jamais une seule goutte de sang n'a souillé ces querelles de ménage, jamais la guillotine n'a pénétré sur le sol Batave.

La *Hollande* (celle des Sept Provinces qui faisoit le plus grand commerce) a beaucoup perdu par l'effet de la guerre avec l'Angleterre, par la prise de ses colonies, la totale interruption de son commerce & la destruction d'une partie de sa force maritime en 1797.

Mais ces malheurs mêmes, loin de contribuer à relâcher le lien qui l'avoit attaché fortement à la France, ont successivement opéré en sens contraire.

Et par une raison bien simple ;—Plus elle perdoit de ses possessions & s'affoiblissoit dans sa marine, moins elle étoit en état de rien recouvrer par elle-même ni par les armes ni par un traité ; plus elle avoit donc intérêt à se coller à la France qui seule pouvoit un jour en reconnoissance des moyens pécuniaires & navaux dont la République Batave l'aideroit dans cette guerre, forcer des restitutions sans lesquelles la Hollande perdoit son rang de commerçante & de navigatrice ; rang qui ne tenoit en rien à sa précédente Constitution, mais à des possessions dont elle étoit dépouillée.

On a eu la preuve de cette assertion en 1797.

Quel fut le point qui arrêta essentiellement la négociation de *Lille* ? (avant l'époque du 4 Septembre.)

*La restitution des Colonies prises à la Hollande.*

Qui stipuloit pour elles & demandoit qu'elles lui fussent rendues ?

Le Gouvernement *Français*, victorieux, auprès duquel on se rendoit une seconde fois pour traiter.

Cet objet ne lui fut pas accordé alors, du moins dans la partie la plus essentielle ; il étoit donc évident qu'il l'eût été bien moins aux Hollandais foibles, isolés & qui, comparativement n'inspiroient aucune crainte.

Une *seconde* considération politique obligeoit les Hollandais à entrer de bonne grace dans l'alliance de la France & à s'y maintenir.



Depuis la conquête des Pays-Bas Autrichiens par les armes Françaises, la République Batave devenue limitrophe de la France sur toute la frontière méridionale n'étoit-elle pas nécessairement intéressée à se faire de ce voisin guerrier un allié intime, puisqu'autrement elle eût trouvé en lui un ennemi puissant ?

Cette considération acquéroit une nouvelle force depuis que le *Roi de Prusse* ancien allié & voisin de la Hollande, ref-ferroit chaque jour davantage ses relations avec la République Française.

Les événemens de cette année ont prouvé qu'en comptant sur la France comme alliée dans un moment de danger, les Bataves ne s'étoient pas trompés ; & persévérant dans le même système, il leur importe de s'associer avec énergie aux grandes mesures politiques de la France dont leur sort dépendra absolument ainsi que de la Prusse, lorsqu'il s'agira de régler les conditions de la paix.

Aux considérations politiques ci-dessus se joignoit un *sentiment* dont on se plaît toujours à contester l'existence & à méconnoître les effets soit en France soit ailleurs.

Ce sentiment étoit un mécontentement assez général de la Constitution qu'on venoit de renverser, & un enthousiasme aussi vif que le comporte le phlegme Hollandais en faveur de la Révolution opérée.

Depuis que les *Etats Généraux* des Sept Provinces Unies, soit par leur formation, soit par l'ascendant qu'y avoit pris le Chef de l'Armée & de la Marine dirigé par des relations étrangères, s'étoient écartés de leur première institution,

il s'étoit créé en Hollande un parti défavorable à ce régime, & sur-tout à la Puissance Stathoudérienne.

On n'a pas oublié les événemens de 1787, & on n'ignore pas que les Patriotes Hollandois ont devancé les Patriotes Français dans leurs intentions, & que si celles des premiers furent déjouées, c'est à la force seule que les *Orangistes* durent leurs succès.

Dès-lors le Stathouderat a été toujours *impopulaire* en Hollande, quoique la personne de S. A. S. fût respectée, aimée, & ait été regrettée parce qu'il étoit humain, bon, juste, généreux & affable. Mais la direction des affaires portoit l'empreinte d'un conseil intime de favoris guidés par des Ministres étrangers, qui jusqu'en 1794 ont gouverné la Hollande plus que les Hollandais même dans toutes les mesures importantes.

Elle s'est trouvée ainsi habituée à n'avoir qu'une *indépendance nominale*; & en changeant la précédente contre celle dont elle jouit sous l'influence de la France, elle a du moins satisfait le besoin dominant la majorité des habitans (des villes sur-tout) de secouer un joug qui malgré leurs richesses ne les rendoit pas heureux, dans l'espérance de se gouverner eux-mêmes & de reprendre un jour une existence politique comme

RÉPUBLIQUE LIBRE.

---

\* Les *Orangistes* étoient le parti opposé aux *Patriotes*; & leur étendart qu'on a voulu reproduire ne pouvoit jamais être considéré en Hollande que comme celui d'un parti ci-devant victorieux & dès-lors abattu, distinct des couleurs & armes nationales telles qu'elles étoient sous le régime Stathoudérien & qu'elles se sont conservées sans altération; cet étendart devoit donc présenter à tous autres que les anciens *Orangistes*, & même à ces derniers réellement, un signal de guerre civile: aussi la force seule a-t-elle opéré son érection momentanée sur quelques clochers de la *Nord-Hollande*.

## § VII.

## S U I S S E.

LA position de la Suisse a un rapport évident avec celle de la *Hollande*.

L'invasion qu'elle a éprouvée de la part de la *France* lui a occasionné des maux bien plus sensibles.

Mais, comme en *Hollande*, les mesures prises par les Puissances qui se sont annoncées comme ses libératrices ont augmenté ces maux en portant chez elle de nouveau le théâtre de la guerre sans autre résultat, après six mois pendant lesquels deux armées ont ravagé un pays déjà pauvre, finon de l'attacher irrévocablement & par la force des choses, si ce n'est par inclination, à la République Française.

Nous ne tracerons point ici l'historique des faits désastreux qui ont souillé l'année dernière les annales de la Suisse, & plus encore, nous le disons hautement, celles de la France par la violence des procédés que s'est permis la *force* contre la *foiblesse*.

Nous nous en rapportons sur ces événemens au précis qui a été publié par un Ecrivain politique déjà cité dans cet ouvrage.\*

Il est nécessaire néanmoins d'observer que ce Précis, écrit sur de premières informations & tandis que son Rédacteur s'éloignoit ou étoit déjà très-loin du lieu de la scène, est

---

\* M. Mallet Du Pan.



certainement véridique en toute sa substance, mais en général fort exagéré quant aux faits militaires, pertes d'hommes, massacres, &c.

Les causes *générales* de la Révolution Helvétique sont déduites avec la plus grande clarté & vérité par cet Ecrivain; & lorsqu'un sujet de ce genre a été traité aussi énergiquement, il seroit mal d'entreprendre le développer de nouveau.

On doit néanmoins à la vérité d'indiquer deux ou trois causes *efficientes* soit de l'invasion soit de la Révolution de Suisse qui ont échappé ou à la connoissance ou à la plume de ceux qui ont écrit sur cet objet en Allemagne & ailleurs.

1<sup>ere</sup>. L'une est l'obstination des Gouvernemens Aristocratiques (Berne, Soleure, Fribourg, & Zurich) à repousser toute modification & toute réforme sollicitées par leurs sujets (du Pays de Vaud, Payfans de Zurich, Tockenbourg, &c.) quoiqu'ils fussent parfaitement que s'ils ne le faisoient, la France alloit intervenir en faveur de ces sujets mécontents, & qui dans le fait, exclus des droits & privilèges de Citoyens des Cantons, ne pouvoient se regarder comme Suisses libres, sur-tout depuis la Révolution Française.

Autant il avoit été sage de ne point précipiter les améliorations dans le sort d'une partie des Helvétiens, & d'attendre avant de rien innover que le sort de la République Française fût plus décidé, autant devenoit-il absurde & dangereux de se refuser à des concessions souvent promises, lorsque cette République venoit par ses victoires & par la paix de Campo Formio de déjouer les calculs & les espérances du parti contre-révolutionnaire en Suisse.

Mais les Gouvernemens des quatre Cantons principaux, quoiqu'ils n'eussent formé aucun plan de résistance commun avec les neuf autres Cantons & pas même un digne de ce nom entr'eux, furent froids à cet égard aux avis & aux renseignemens les plus répétés.\*

2<sup>de</sup>. Parmi d'autres causes très-réelles des malheurs de la Suisse, ont été les intrigues continuelles dont Lauzanne & Berne furent le centre en 1795, 1796, & 1797 sous le manteau d'une Légation étrangère, pour opérer des mouvemens dans les départemens limitrophes de la France ainsi qu'à Lyon.

L'exécution de ces plans & projets fut confiée à des Emigrés & autres agens mal-choisis, soit parce que les uns étoient trop imprudens pour que rien pût réussir sous leur direction, soit parce que les autres étoient des avanturiers, gens perdus de dettes & d'honneur, qui l'ont bien prouvé  
en

---

\* Un Suisse très-distingué, M. Muller, Professeur en Droit Public, Conseiller d'Etat en Autriche, connu dans le monde littéraire par une histoire savante de la Suisse & de l'Empire, bien placé à Vienne en Octobre, Novembre, & Décembre 1797 (l'Auteur de cet écrit étoit en Suisse alors), pour juger sainement des vrais intérêts de la Suisse, adressoit, ainsi que d'autres personnes bien-informées, les instances & les exhortations les mieux motivées aux Chefs des Cantons contre lesquels la France étoit indisposée, pour les engager à changer de système & à prévenir l'orage par un acte volontaire de libéralité. Il en développoit la facilité, les moyens, & les avantages; mais ses lettres & mémoires échouèrent contre une ténacité malheureuse, & contre la grande réplique de l'avantage qu'il y avoit à gagner du tems sans rien conclure.

Les prédictions de cet homme éclairé mal accueillies ne se sont que trop vérifiées, bien différentes de celles qu'on fait ailleurs depuis cinq ans sur les résultats de la guerre par les Finances, qui s'accueillent toujours très-bien, & se vérifient toujours très-mal.

en allant manger en France l'argent qu'ils avoient reçu \* & en transmettant au Gouvernement de la République les manœuvres dans lesquelles ils avoient participé pour en obtenir grace & sécurité.

Le Directoire, qui avoit les preuves en main & qui connoissoit homme par homme les Inventeurs, les Opérateurs & les Payeurs, se plaignit à diverses reprises ; on remédia partiellement au mal en renvoyant quelques Ecrivains, mais rien ne fut coupé dans la racine. Le Gouvernement Français continua à voir des ennemis *secrets* dans les Magistrats principaux des Cantons aristocratiques qui sont les Cantons frontières ; il craignit que d'un moment à l'autre, si les circonstances changeoient, ils ne devinssent des ennemis *découverts*, & il résolut de les châtier auparavant, à moins qu'ils ne donnassent part au Gouvernement à la portion de leurs sujets connus pour être disposés en faveur de la France.

3°. Le Directoire prévoyoit alors qu'il étoit du plus grand intérêt de s'assurer la partie de la Suisse qui présentait les meilleures positions militaires, ou que si l'on

---

\* Les sommes sont connues & n'étoient pas minimes ; ceux qui les ont reçus & ceux qui les leur ont comptés ont transmis soit au Directoire soit à divers particuliers des détails tellement circonstanciés & concordans, que l'influence des opérations qui se préparoient depuis la Suisse sur la journée du 18 Fructidor (4 Septembre 1797) est actuellement par-tout ailleurs qu'ici le *secret de la Comédie* ; cette journée, en les déjouant & en frappant trop indistinctement contre une masse d'hommes la plupart *bonnes* en opposition commune vis-à-vis le Directoire, mais essentiellement divergens dans leurs opinions & dans leur but final, outrepassa, comme cela a toujours eu lieu, la mesure, & occasionna la réaction violente & despotique dont les effets viennent seulement de s'arrêter.



respectoit le territoire Helvétique, il falloit qu'il eût la certitude d'avoir là des Gouvernemens amis.

Cette considération fut pressée dans le tems par quelques hommes clairvoyans, pour décider certains Cantons à une mesure uniforme & salvatrice, mais en vain.

Le Ciel ne permit pas qu'ils fussent écoutés, & on a pu dès-lors appliquer à des Magistrats respectables, mais aveugles, cette réflexion si vraie d'un homme d'Etat après une Révolution bien moins étonnante que la Révolution Française.

“ Lorsque DIEU dans sa providence a déterminé que  
 “ certaines grandes Révolutions auroient lieu dans les *Royaumes*  
 “ & *Etats* du monde, Il commence par priver de leur sagesse les  
 “ *Chefs* des Gouvernemens & du Peuple ; & les abandonnant  
 “ à l'étourdissement & à leurs passions aveugles, Il achemine  
 “ les choses de manière qu'ils deviennent eux-mêmes les  
 “ instrumens de leur propre ruine & de celle de leur pays.”

Le système des temporisations n'étoit plus de saison. Les mécontents enhardis par l'appui de la France se déclarèrent ouvertement, chassèrent du Pays de *Vaud* les *Baillifs* & Gouverneurs *Bernois*, prirent en main l'autorité ; & dès qu'ils s'apperçurent que l'on pensoit à user contr'eux de la force pour rétablir le Gouvernement qu'ils venoient de renverser, appellèrent les Français à leur secours.

La guerre déclarée contre les prétendus *Oligarches* devint une guerre de pillage & de ruine contre les Cantons eux-mêmes : on mit à sec les caisses publiques & les arsenaux ; une nuée de brigands Commissaires & autres pressura les particuliers & s'enrichit de leurs dépouilles ; & le soin exclusif

de cette guerre prétendue aussi *libératrice* fut scandaleusement abandonné par les Membres enivrés alors du Directoire Français, à un seul d'entr'eux connu par une extrême dureté & par un ressentiment personnel contre le Gouvernement *Bernois*. \*

La France n'avoit point eu l'intention de porter sa vengeance ni les horreurs de la guerre au-delà des grands Cantons limitrophes ; mais la fuite d'une partie des Suisses Aristocrates dans les petits Cantons Catholiques, les armemens de ceux-ci ; la fureur des paysans fanatisés par des Prêtres & des Moines, & la crainte que conçut alors le Gouvernement Français de voir se former en Suisse une Vendée qui lui susciteroit des ennemis bien plus redoutables que les *Oligarches*, ces motifs opérèrent l'ordre donné à l'armée Française de pénétrer par-tout où elle trouveroit de la résistance : cette résistance fut vive & terrible dans ces vallées naguères si paisibles, & dans ces défilés étroits qu'arrosent le *Rhin*, le *Rhone*, l'*Aar*, la *Reuss* & le *Tessin* dans leur premier cours autour des Alpes : là, l'Helvétien avoit conservé la force & le sentiment de la nature, le véritable instinct de la liberté ; là, victime des fautes de ses Chefs sans plans ni accord, des défauts majeurs d'un Gouvernement fédératif, & de la politique astucieuse des grands Etats qui avoisinent la Suisse, là il fut terrassé, & la dévastation suivit une victoire chèrement achetée.

---

\* Le Ministre des *Relations extérieures* n'avoit pas même connoissance des dépêches ni de la nomination de divers agens, sinon pour la simple signature de forme, & encore souvent ne la lui demandoit-on pas.

On connoît les suites du triomphe des Français en Suisse, l'organisation de celle-ci à l'instar de la France, les traités d'alliance & de commerce entre les deux Républiques, & la répugnance extrême avec laquelle une majorité considérable des habitans de la Suisse plioit sous le joug de la nouvelle liberté qu'on leur avoit imposé.

Quel a été dès-lors l'état matériel de la Suisse ?

Sa partie occidentale, c'est-à-dire depuis les environs de Fribourg & de Berne jusqu'à Genève, n'a été ni pillée ni ruinée : les Français y entrèrent comme amis & n'y ont commis aucun autre dégât que ceux qui accompagnent toujours le passage d'une armée dans la partie qu'elle traverse. Mais en général ils s'y sont bien comportés & y ont ménagé avec soin le paysan.

Plus loin à l'occident le pillage & le vol furent à l'ordre du jour dans les capitales de *Berne*, *Fribourg*, *Soleure* & *Zurich*, où pénétrèrent des Chefs Français déjà connus en Italie par leurs rapines ; & les campagnes souffrirent beaucoup dans les endroits où se donnèrent les batailles, & où les paysans se montrèrent furieux. Dans les autres parties, ce sont sur les Membres des anciens Gouvernemens, & sur les patriciens & bourgeois aisés qui leur étoient attachés, que les vexations pécuniaires & autres ont été dirigées.

La partie septentrionale & orientale de la Suisse, c'est-à-dire depuis la ville de *Zurich* à *Basle*, à *Schaffouse*, à *Appenzel*, avoit été comme la partie occidentale fort ménagée ; les paysans du Canton de Zurich, ceux du Tockembourg & de la Turgovie, étoient presque tous mécontents de leur Gouvernement & désireux d'une Révolution : les Villes de



*Schaffouse & Basle* ainsi que *St. Gall* renfermoient beaucoup de Négocians attachés à la France République. — Les massacres & le pillage, sauf ce qui tient aux caisses publiques, avoient respecté ces contrées.

C'est sur le centre & au sud de l'Helvétie, savoir les *petits Cantons* & le *Valais*, que le courroux céleste semble avoir appesanti son bras.

Là se livrèrent les actions les plus sanglantes; là des mouvemens sans cesse renaissans n'ont été comprimés que par la force & par des exemples terribles; là les villes sont la plupart désertes, les bourgs brûlés, les hameaux détruits: le fer & le feu ont passé par-tout dans cette portion de la Suisse, qui professoit exclusivement le culte catholique.\*

Tel étoit l'état matériel de la Suisse à l'ouverture de cette campagne.

Son Gouvernement nouveau étoit dépourvu de considération & de moyens; il venoit cependant de montrer quelque énergie par ses plaintes & ses réclamations auprès du Directoire Français que ses Ministres intelligens & zélés

---

\* Les Prêtres ont tellement contribué dans cette partie de la Suisse à monter les esprits & à animer une résistance aussi opiniâtre qu'inutile alors, que l'un d'eux, Chef principal des paysans des petits Cantons, (le Capucin *Paul Stiger*, qu'il ne faut pas confondre avec le respectable Avoyer Bernois de *Steiger*) ayant pu après leur déroute s'échapper vers les Autrichiens, étoit sévèrement contenu cet été par le Général *Horne*, qui avoit été forcé de lui infliger les arrêts dans la ville de Zurich parce que, dès qu'il étoit en liberté, il couroit aux avant-postes Autrichiens, occupés par des Suisses émigrés, les prêcher & fanatiser, pour engager une affaire malgré les ordres contraires des Généraux, & cherchoit à leur persuader que certains Chefs, dont la croyance ou le costume ne lui plaisoient pas, étoient des traîtres qu'il falloit punir sommairement comme tels.

à Paris transmettoient avec force.\* Mais les Chefs du Pouvoir exécutif étoient pour la plupart personnellement mal vus des Suisses par le rôle qu'ils avoient joué dans la révolution; on les regardoit comme revêtus d'une autorité éphémère que le premier son de la trompette guerrière alloit renverser.

Cette trompette sonna, & l'on annonça de tous côtés avec emphase aux Suisses qu'on venoit les libérer & leur rendre leur ancienne Constitution.

Ils devoient être reconnoissans, quoique plusieurs en connussent bien les défauts, mais ils ne pouvoient se mouvoir ni s'avancer vers leurs libérateurs.

La Suisse entière & les Grisons même étoient occupés par une armée Française bien commandée, connoissant à fond le pays; le Gouvernement & ses adhérens joints à cette armée ne permettoient aucun ralliement des Helvétiens mécontents du nouveau régime; & la seule partie de la Suisse qui eût pu s'élancer vers l'Archiduc Charles ayant toujours été mécontente de l'*ancien régime* & approuvant la *Révolution*, n'avoit garde de s'ébranler.

Il n'y eut donc que quelques individus indépendans ou violemment montés qui s'exposèrent au danger de l'émigra-

---

\* M. ZELTNER de Soleure, qui avoit servi en France dans un régiment Suisse & qui s'étoit toujours déclaré dans son pays comme partisan de la Révolution; & M. JENNER, Jeune Patricien Bernois d'un esprit délié, très-versé dans les affaires de commerce & finances, & s'étant appliqué même avant la chute de son Gouvernement qu'il soutenoit, mais qu'il regardoit comme usé, aux affaires politiques qui lui sont devenues dès-lors familières.

tion & allèrent demander du service à l'Armée Impériale dans les Corps Suisses qu'ils croyoient destinés à affranchir leur pays.

Dans le même tems que la première Proclamation de l'Archiduc & un message analogue d'une autre Puissance alliée pénétrèrent en Suisse, on y reçut les articles secrets qui avoient été rédigés entre la France & l'Autriche à la suite du traité de CAMPO FORMIO ; traité dont les vrais amis de l'Hélyétie, qui passaient pour des oiseaux de mauvaise augure, avoient pressenti le danger pour la Suisse, si elle ne changeoit habilement & au moment même sa politique intérieure & extérieure.

On vit clairement que la Révolution Helvétique & des arrangemens éventuels étoient déjà alors médités par l'une des Puissances Contractantes, & que l'autre, si elle n'y avoit consenti directement, ne paroissoit pas du moins avoir voulu prévoir ni parer le danger dont la Suisse étoit menacée. \*

On se rappella combien le Cabinet de Vienne s'étoit montré indifférent au sort de la Suisse pendant toute la durée de la guerre, soit au moment où elle avoit été menacée en 1792 & forcée d'abandonner une République Alliée des principaux Cantons (GÈNÈVE), soit dès-lors.

---

\* Le texte de ces articles secrets en ce qui concerne le *Fribourg* suffiroit seul pour justifier cette assertion, si les faits subséquens n'y avoient ajouté une preuve surabondante. Ceux qui prétendent que sans la Suisse la Cour de Vienne ne mettoit aucun prix à ses possessions d'Italie, font injure à une Puissance qui les a toujours possédées sans avoir la Suisse, & qui ne pouvoit s'*assurer* la Suisse qu'en froissant tout net son indépendance, y supprimant Fédération & République & s'en emparant,



Il étoit impossible d'avoir oublié que pendant la première Coalition l'Empereur n'avoit eu en Suisse qu'un Ministre du troisième ordre, que celui-ci n'avoit jamais fait aucune ouverture quelconque de la part de sa Cour ; & que celle-ci, au grand déplaisir des Chefs des Cantons attachés à la Monarchie Française, n'avoit jamais montré que froideur & mépris.

Ces faits & ces souvenirs rapprochés de la Proclamation de l'Archiduc & joints à d'anciens levains contre la Maison d'Autriche, inspiroient déjà quelque défiance sur la réalité des nouveaux sentimens qu'elle manifestoit.

Sur ces entrefaites l'Archiduc victorieux à *Stockach* s'avance sur *Schaffouse* ; il l'occupe ; peu après il passe le Rhin, & attaque à Zurich Massena qui se retire sur la *Reufs*.

De nouvelles Proclamations, un appel aux Suisses par le vénérable Avoyer de *Steiguer*, accompagnoient la marche du Prince & avoient suivi son armée en Suisse.

Déjà le Directoire abandonnoit Lucerne, les autorités constituées avoient l'oreille basse, & l'opinion générale en Suisse étoit que l'armée Autrichienne n'avoit plus qu'un pas à franchir pour pénétrer dans le cœur de la Suisse, & que ce pas alloit l'être.

Mais des combinaisons étrangères aux habitans de l'Helvétie, & dont nous avons parlé ci-dessus (§ 3. *Autriche*), avoient rendu les murs de *Zurich*, quoiqu'occupés par les Autrichiens, un rempart impénétrable pour le reste de la Suisse.

On

On eut alors le loisir de se remettre d'une première impulsion terrible pour les uns, consolante pour les autres, & chaque parti fut acheminé par les renseignemens qui pénétrèrent en Suisse à faire à-peu-près les mêmes réflexions sur le véritable état des choses.

En entrant en *Suisse*, en perçant dans les *Grisons*, les Généraux Autrichiens ne remplaçoient nulle part les anciennes autorités ; ils établissoient des Régences provisoires nouvelles par leur forme & par leur composition qui étoit un mélange de partis divers : ces Régences étoient sous la dépendance immédiate du Général *Hotze*.\*

La Légion d'Emigrés *Suisses* qui s'étoit formée en Allemagne y recevoit une solde de 14 creutzers par jour (les foldats) : on la réduisit à 8 creutzers à son entrée en *Suisse*, & l'on changea son uniforme, substituant un bleu clair &

---

\* *Hotze*, très-brave & digne militaire, mais étranger à toutes autres connoissances, n'entendoit absolument rien à cette direction politique dont il se trouvoit chargé ; aussi étoit-elle menée comme si son cheval ou ses bottes en eussent été les grands Directeurs. En l'absence de ce Général qui fut envoyé momentanément sur un autre point, c'étoit le Prince Joseph de Lorraine (ci-devant d'*Elbauf*) qui, d'après son rang à l'armée, se trouvoit commander en second, & être à la tête du corps de troupes du Gen. *Hotze* : ce Prince très-corpulent & distingué dès sa jeunesse par son épaisseur & sa voix flûtée, n'a jamais chargé sa tête de règles d'algèbre ni de figures de géométrie, mais possède seulement un certain nombre d'anecdotes de la Cour dont il a été témoin passif & qu'il répète très-souvent depuis dix ans qu'elles ne se sont pas renouvelées ; aussi sentoit-il assez la force de ses moyens en cas d'une affaire où il eût fallu les développer, pour dire ingénument à ses convives lorsqu'il étoit chargé du bâton de commandement : "Faites des vœux avec moi pour que les Français ne nous attaquent pas ; car le Diable m'emporte si je ne crains d'être fort embarrassé." C'étoit néanmoins avec de tels instrumens politiques & militaires qu'on devoit faire des merveilles, & pendant trois mois au moins c'eût été une hérésie de témoigner à cet égard le moindre doute.

Allemand au bleu foncé & Suisse qu'elle avoit eu ; sa cocarde fut aussi changée.

On annonça la levée d'autres corps Suisses ; mais en donnant *un louis* d'engagement au soldat, & en exigeant que les soldats s'enrôlassent non pour la libération de leur pays, mais suivant les anciennes forms de recrutement pour *cinq ans*, & pour servir ainsi soit contre la France soit contre la République Cisalpine ou ailleurs, suivant la volonté de l'Autriche & de ses Alliés.

On n'accepta pas le service des contingens de *Glaris* & d'*Appenzel* qui étoient venus s'offrir en tant qu'il s'agiroit de délivrer la Suisse : ces braves gens retournèrent dans leurs foyers lorsqu'ils apprirent à leur grand étonnement les conditions qu'on exigeoit d'eux. Ces conditions ne pouvoient convenir ni à des pères de famille, ni à des hommes mariés, ni à des cultivateurs ou propriétaires ; aussi les levées furent-elles très-foibles, & pût-on à peine entretenir à 800 hommes la première légion d'Emigrés.

En choisissant les Chefs de Corps qu'on levoit & qui (par un état envoyé sous la date du 15 Novembre d'Augsbour & villes voisines de Souabe où ils étoient alors) montent à environ 2,200 outre les 800 ci-dessus, on laissa de côté d'anciens militaires respectés ayant du crédit & des amis dans le pays ; on préféra des officiers qui avoient servi successivement pour & contre la République Française, & des jeunes gens non apparentés de manière à indiquer l'intention de s'attacher les principales familles de la Suisse.

Les Généraux Autrichiens ne permettoient jamais le rassemblement du Corps Suisse, quelque petit qu'il fût en



nombre ; ils le tenoient toujours séparé & divisé en petits détachemens coupés par des Corps Autrichiens sur la ligne des avant-postes ; & les Officiers principaux de ce corps n'étant admis à aucune participation de ce qui se préparoit, les autres étoient comme eux jusqu'au dernier moment dans l'ignorance la plus complète sur leur destination.

Les dernières Proclamations de l'ARCHIDUC CHARLES ayant paru plus louches que les précédentes sur l'article de la *Restauration Constitutionnelle*, les faits ci-dessus & plusieurs autres bien constatés deffillèrent les yeux & changèrent notablement la disposition des esprits.

Son quartier-général étoit à *Kloten* ; mais *Zurich* se trouvoit le centre d'une partie de l'armée, de plusieurs Généraux, de divers Ministres, Agens Diplomatiques & leur suite, de quelques Commissaires, Payeurs, Receveurs & Enrôleurs, d'Emigrés Français & Suisses attachés soit à l'armée, soit aux ambassades, ou cherchant à s'y attacher, d'anciens Officiers au service des Provinces-Unies, de plusieurs Aventuriers, d'un bon nombre d'espions des Français, & de quelques Etrangers curieux & voyageurs.

Les Démocrates n'avoient point été trop dérangés ; & soit dans la ville, soit dans les campagnes à l'entour, ils ne déguisoient ni leurs principes ni leur haine contre les ennemis des Français.

Cette haine n'existoit point entre les deux Armées ; le soldat Autrichien savoit aussi bien que le soldat Français qu'on ne se battoit point pour un *Roi* à donner à la France, ni pour un *prince*, & que chacun faisoit son métier pour gagner du terrain & conclure la paix ; au contraire, les officiers & sol-

dats Autrichiens déclaroient hautement respecter leurs ennemis d'après la manière dont ils se battoient depuis six ans ; & ainsi que cela se pratiquoit en 1793 & 1794 entre les Autrichiens & les Prussiens, c'étoit cette année contre les *Russes* leurs *Alliés* que les troupes de l'Empereur manifestoit de la défiance & du mépris ; à la table même de l'ARCHIDUC, *Suwarrow* & ses opérations étoient l'objet d'une censure très-libre & très-ouverte, ce qui est attesté par des Militaires & Voyageurs témoins oculaires de ces circonstances.

En conséquence non-seulement les avant-postes Autrichiens & Français se rencontroient & se traitoient amicalement, mais on traverçoit de part & d'autre *la Limmat*, & l'on dançoit au son de la musique ennemie qui offroit une variété & un divertissement.

*Zurich* étoit un vrai *Coblentz*, un bon quartier d'hiver pris au milieu de l'été ; les intrigues n'y tarissoient pas, & l'on n'y voyoit que cavalcades : les belles y étoient fêtées & d'autant plus commodément que les maris & les pères restoient toujours ensevelis dans leurs comptoirs : on n'y voyoit point les *Zurichois* ; c'est le récit des voyageurs.

C'étoit à *Lentzbouurg* & dans le Conseil de *MASSENA* qu'on pensoit sérieusement à la guerre ;

Là on traçoit le plan des opérations confiées à *Le Courbe* pour chasser les Généraux *Victor de Rohan*, *Jellawich* & *Bey* de toutes les positions sur le *Simplon*, le *St. Gothard* & dans les *petits Cantons*.

On fait de quelle manière ces ordres ont été exécutés ; & il n'appartient qu'aux Militaires instruits de juger saine-ment le degré de mérite que s'est acquis *Le COURBE*, naguères

simple soldat, dans une suite d'opérations dont les annales de la guerre ne présentent aucun modèle, vu qu'elle se faisoit pour la première fois suivant les règles de l'art dans un pays qui ne ressemble à aucun autre.

*Massena* laissa agir *Le Courbe* ; & lorsque l'armée ennemie fut pressée sur une demi-lune, il attendit pour s'élancer sur elle que *Korsakow* fût abandonné à sa propre habileté, & que *Suwarrow* se fût enfilé dans l'intérieur de l'Helvétie par le St. Gothard.

Mais pendant ce long période de quatre à cinq mois la situation des habitans de la Suisse avoit cruellement empiré.

Non-seulement ils avoient à supporter le fardeau d'une armée de 80,000 hommes que commandoit *Massena*, mais de plus un passage de troupes continuel depuis *Bâle* à *Genève*, qui venant de l'intérieur de France alloient former ou grossir l'armée des Alpes commandée par *Championnet*, dont le quartier-général étoit alors à *Grenoble* ou *Embrun* en Dauphiné.

Ces bienfaits d'une guerre à laquelle la Suisse servoit de théâtre & de passage, & où elle ne pouvoit plus voir sa *délivrance* comme but ni même comme *moyen*, refroidirent singulièrement les partisans des Alliés.

Ce fut bien pis lorsque l'on scût l'ARCHIDUC décidément parti avec son armée, & remplacé par *KORSAKOW* & par les Russes, dont peu de jours suffirent pour constater & transmettre les exploits en fait de pillage & de déprédation.

Ces soldats du Nord en effet se conduisoient dans le Canton de *Zurich* & dans tout le territoire entre le *Rhin* & la *Limmat*, comme s'étoient conduits leurs camarades sous



SUWARROW dans la Lombardie & le Montferrat \* : ils voloient tout ; raisins verts (en Août), fruits, pain, denrées, viandes, hardes d'hommes & de femmes, rien n'échappoit à leur rapacité ; ils devinrent par-là en Suisse ainsi qu'en Italie le fléau des habitans des campagnes mille fois plus que ne l'avoient été les Français, dont le pillage organisé portoit du moins sur les deniers publics & sur les citadins aisés de préférence, & atteignoient rarement le paysan qui ne résistoit pas.

La certitude de ces actes répétés & jamais réprimés inspira contr'eux dans l'Helvétie assez d'horreur pour faire redouter généralement leurs progrès, & pour diriger en faveur de *Massena* les vœux d'un grand nombre de *Suisses* les plus opposés à la Révolution (N° 4).

Ce dernier frappa au moment décisif le coup qu'il préparoit depuis long-tems ; on en connoît les résultats, quoiqu'ils n'aient point été publiés *officiellement* dans leur ensemble, & que les *relations* des Généraux ou Agens des divers Alliés, toujours partielles & défectives quand il s'agit d'un revers, ne s'accordent pas plus que leurs *principes*. La déroute des Russes fut complète ; les paysans enragés tuoient ceux qu'ils pouvoient atteindre.

---

\* Il est vraiment curieux d'entendre ce Général avancer dans son rapport à S. M. I., datée de Feldkirch le 29 Octobre, que son armée a quitté l'Italie *emportant les regrets de tous les habitans* ; tandis que, s'il y a un fait bien constaté par témoins oculaires, c'est que les Russes emportant aux habitans leurs denrées de toutes espèces jusqu'aux bouts de chandelles & tout ce qu'ils pouvoient accrocher d'ailleurs, n'ont réellement pas pu être *chargés* de leurs *regrets* ; cela étoit au point que dans le Montferrat les paysans se jetoient sur eux à coups de bâton & en ont assommé plusieurs pour arrêter leurs exploits pillards, lorsqu'ils se sont trouvés assez forts contre ces maraudeurs réguliers.

Les débris de cette armée dégarnie de ses bagages se sauvèrent de l'autre côté du Rhin.

SUWARROW, comme nous l'avons rapporté ailleurs, retourna en arrière depuis *Glaris*, enfoncé dans des vallées qui ne permirent pas une bataille ; il y a laissé 2000 hommes tués ou blessés, bon nombre de prisonniers, chevaux, mules & autres attirails de guerre, n'en ayant sorti que des soldats presque nuds sans souliers, sans pain, & l'enfilade peu lourde à transporter de tous ses noms & titres, qui n'avoient point effrayé un Général dont trois syllabes formoient la seule décoration.

Il a joint dès-lors par les Grisons ses compatriotes sur l'extrémité orientale du Lac de Constance ; & s'y arrêtant peu, après avoir envoyé de-là le 29 Octobre au Czar une relation pompeuse & poétique des montagnes de Suisse & de ses souffrances, où il ne ménage ni le Général *Mélas*, ni l'Archiduc, ni sur-tout le Baron *Thugut*, & donnant effort à cette violence de caractère que reconnoissent en lui ses admirateurs même, il a reculé jusqu'à *Augsbourg*, d'où il paroît sur le point de regagner la Russie.

La Suisse entière a été évacuée ainsi par les Autrichiens & les Russes dans l'espace de quinze jours. *Massena* n'a pas tardé ensuite à les chasser des Grisons pour ouvrir sa communication, même pendant l'hiver, avec l'Italie ; & le Général en chef paroissoit s'occuper, à la date des nouvelles les plus récentes (25 Novembre), d'une attaque sur l'armée de l'Archiduc, de concert avec le Général *Le Courbe*, qui commande aujourd'hui l'armée du Rhin, dont la majeure partie a déjà pénétré à la suite d'affaires sanglantes dans le cœur des Etats du Duc de *Wurtemberg*.

D'après l'état de l'armée Russe, celui des forces Françaises contre lesquelles les Autrichiens ont à lutter, l'avancement de la faison & la nudité absolue du pays, d'ignorans rêveurs peuvent seuls penser qu'il soit question de rentrer en Suisse cette année ; & la campagne doit être regardée comme finie en Helvétie. Ses habitans ont à fournir de l'argent à l'armée victorieuse après avoir été pillée par l'armée battue ; & ils ne béniront pas plus qu'on ne le fait en Hollande le jour qui inspira aux Directeurs des forces Alliés le noble desir de venir à leur secours sans avoir été invoqués.

Dans l'état où se trouve réduite la Suisse, quelle paroît devoir être sa politique ?

Deux principes de conduite la dirigeront sans doute ;

1°. S'opposer à toute invasion ultérieure de son territoire, puisqu'on lui a prouvé en opérant *ostensiblement* pour sa délivrance que le remède étoit pire que le mal.

2°. Quelque changement ou restauration partielle qui aient lieu dans son régime intérieur, se refuser à reprendre un Gouvernement fédératif basé sur l'ancien, & qui a été démontré insuffisant & vicieux pour un Etat situé au centre des grandes Puissances du Continent, lorsque celles-ci sont en guerre & qu'il s'agit non de capter des délais mais de prendre un parti décisif.

*Dum Roma deliberat, perit Saguntum.* \*

## § VIII.

---

\* Quelques Lecteurs ne seront peut-être pas fâchés de trouver ci-dessous l'extrait d'une Lettre que l'Auteur de cet écrit a reçu tout récemment d'un Officier Suisse qui se trouve avec son corps en Souabe ; elle confirme d'une manière non équivoque ce qui a été détaillé relativement à la Suisse, à *Souwarroff*, & qui



## §. VIII.

## E S P A G N E.

L'ESPAGNE étoit entrée dans la première Coalition  
(Voy. Chap. II. 2<sup>de</sup> Période).

& qui provenoit de renseignemens précédens reçus d'autres parts, mais non moins fidèles.

*Memmingen en Souabe, le 17 Novembre 1799.*

“ En vous écrivant, il y a quelques mois, j'espérois être en ce moment  
“ au sein de ma patrie & de ma famille, non du fond de la Souabe en quartier  
“ d'hiver avec une armée battue & fugitive ; mais le sort de la guerre en a  
“ décidé autrement ; deux jours ont perdu le fruit d'une campagne sanglante  
“ & presque anéanti nos plus belles espérances. Cet événement est d'autant  
“ plus malheureux pour nous, que nous voyons que la Suisse est perdue  
“ parce qu'on l'a bien voulu ainsi, qu'on n'a point écouté ceux qui étoient en  
“ état de donner de bons conseils, & parce que ceux-ci ont eu les mains  
“ liées ou ont toujours été contrecarrés. La jalousie & les intrigues  
“ actives entre les Alliés nous ont nui essentiellement.—Les Russes, quoi  
“ qu'en disent les Autrichiens, ne sont pas seuls cause de la perte de la Suisse ;  
“ car si le Général *Petrarsch* au lieu de se retirer en toute hâte & honteuse-  
“ ment avec les troupes de *Horne* jusqu'à *Feldkirch* s'étoit tiré de côté sur  
“ *Suwarrow*, celui-ci par cette jonction auroit été assez fort pour faire  
“ face aux Français, & maintenir du moins une partie de Glaris & des petits  
“ Cantons. La défaite complète des Russes a été causée par l'ignorance extrême  
“ de leur Général (*Korsakow*) & par leur manque de connoissance soit du terrain,  
“ soit de la tactique Française qui, il faut en convenir, même en étant battu, est  
“ admirable aujourd'hui. Le soldat Russe sous les armes est excellent ; mais il lui  
“ faut de bons officiers ; il pille & vole sans ménagement ; mais aussi pourquoi  
“ lui donne-t-on un traitement tel qu'il ne puisse pas vivre sans piller ? —  
“ Ceux qui voyent *Suwarrow* de très-près font l'éloge de son caractère noble  
“ & généreux, de son esprit, de son éloquence & de sa pénétration : mais  
“ ces belles qualités ne s'apperçoivent qu'en particulier ; dès qu'il est en  
“ société ou en public, adieu le sérieux & les affaires ; c'est le plus grand  
“ original du monde, il chante, saute, dit mille extravagances ; & il est  
“ impossible, lorsqu'on n'est pas d'avance éclairé sur son compte, de ne pas

Elle paroïssoit devoir en faire une des colonnes les plus solides, vu les liens du sang qui attachoient son Roi aux Bourbons.

Elle eut d'abord quelque succès dans les Pyrénées, & pénétra sur le territoire Français.

Elle joignit ses escadres à celles de ses Alliés, & ses vaisseaux entrèrent avec eux dans le port de Toulon.

Là s'exécutèrent des opérations auxquelles il est encore douteux que ses Amiraux aient contribué sinon par leur

“ le prendre pour un fou ou un imbécille. Il s'est trouvé ici avec le *Prince de Condé* : j'ai vu ce grand vainqueur, ce demi-Dieu de son armée, pendant que celle-ci défilait devant lui ; il étoit sur un balcon habillé d'une veste blanche & d'un pantalon blanc, un petit bonnet de cuir sur la tête, un pied chaussé d'une pantoufle & l'autre d'une botte. — Le *Prince Constantin* fait les beaux jours de *Memmingen* en donnant bal sur bal ; tout le monde s'amuse & se hâte de jouir du peu de momens qui restent pour le plaisir ; car bientôt beaucoup de nous n'aurons plus ni jambes pour danser, ni de quoi faire bonne chère, les vivres devenant très-rares, ce qui obligera peut-être à se remettre en campagne si les Russes ne partent pas : nous n'avons pas souffert en proportion de ceux-ci, ne nous étant pas trouvés au fort de l'action de Zurich. — Le recrutement de nos régimens va toujours, mais très-lentement, sur-tout depuis la dernière catastrophe qui ne permet plus au paysan de se déclarer. Les dispositions ont été en général très-bonnes, sauf dans quelques districts, & sur-tout au commencement ; mais on n'a rien fait de ce qu'il falloit pour les encourager & les faire venir à bien, & quoique les intentions aient été peut-être pures à cet égard, je puis vous certifier que les fausses mesures & maladroites que l'on a commis fréquemment en diminuent beaucoup le mérite, & sont de nature à donner de la méfiance sur les vrais motifs qui ont fait agir pour notre bien apparent. — Les petits Cantons ont été les victimes de leur zèle ; & par-tout où le pays s'est bien montré, mais souvent trop tôt, isolément & par des suggestions imprudentes, par-tout règnent à présent la désolation & la misère la plus affreuse. — L'arrivée de *Bonaparte* a fait grande sensation ici : on le regarde comme arrivé de l'autre monde, & on s'attend de le voir de nouveau à la tête des armées Républicaines ; elles en ont bien besoin en *Italie* contre les braves & excellens Généraux *Mélas* & *Kray* qui leur donnent du fil à retordre & qui ont vraiment décidé les succès des Impériaux pendant cette campagne de ce côté-là, &c. &c.”

présence, & qui ne paroissent pas avoir eu le consentement préalable ni l'approbation subséquente du Cabinet de *Madrid*.

Déjà les intérêts étoient essentiellement divers; déjà commença à percer la mésintelligence.

La guerre de terre devint malheureuse aux Espagnols: ses soldats étoient braves sans doute; mais ce n'est pas avec des Officiers aussi riches en ignorance qu'en vêtements qu'on peut s'attendre à battre les Français d'aujourd'hui.

Ceux-ci obtinrent dans la campagne de 1795 des succès tellement décisifs que sans la paix signée à *Basse* au milieu de l'été, dans un moment où la France étoit encore minée par le ver rongeur de la Vendée, l'armée Française fût arrivée infailliblement sous peu de jours à *Madrid* & y auroit proclamé elle-même la RÉVOLUTION.

Jamais Couronne ne fut en un plus grand danger; & cela seul expliqueroit la conduite de la Cour d'Espagne, si elle n'étoit très-expliquable d'ailleurs.

En effet, aucune des conséquences qu'on peut prévoir de son alliance avec la France ne sauroit être plus fâcheuse qu'a failli être la conséquence de la guerre qu'elle a soutenue sans moyens suffisans, & comptant alors sur cette fameuse pression simultanée que la France devoit subir de tous les côtés, & dont celle-ci est devenue elle-même au contraire l'*agent* au lieu d'en rester l'*objet*.

Dès-lors le Cabinet de *Madrid* s'est régi par les principes inverses de ceux qui l'avoient un moment dirigé; il a fini par déclarer la guerre à l'un de ses anciens Alliés.



Tout ce qui tient à la guerre *maritime* nous est étranger ; ainsi nous ne pouvons traiter que d'une manière morcelée la politique de l'Espagne. Le Lecteur voudra bien remplacer la lacune.

Les Ministres Espagnols joignent à une gravité imposante un esprit délié ; ils ont une disposition naturelle que les mœurs du pays perfectionnent à la science de la politique ; \* & les recueils divers de Lettres, & Mémoires concernant les Négociations & les Traités suivis & conclus à *Madrid* le siècle dernier & celui-ci, prouvent qu'à cet égard les Espagnols ont une grande supériorité sur d'autres Nations.

Ils n'ont pas tardé à démêler les vues secrètes qui animoient une partie des Puissances belligérantes, à dégager leurs manifestes, professions & insinuations de tout ce qui n'étoit que pompeux, faux, apparent & de circonstance.

Ils ont détaché absolument l'affinité du sang de l'affinité politique ; & leur autorité seule suffiroit pour justifier l'observation que nous nous sommes permis à cet égard au Chap. I. & qui repose sur un principe dont les Princes sages se sont rarement écarté sans s'en repentir.

Ils ont apprécié la prudence de la *Prusse*, se sont liés intimement avec elle d'après des considérations importantes & suivant le même système intérieur, éclairant, réformant,

---

\* Je dis science, parce que c'en est une, & qu'à cet égard comme pour ce qui tient à la branche militaire on peut être instruit dans l'art de la politique & en connoître la pratique sans en posséder la science.

s'appant de vieux préjugés, s'élevant insensiblement à des principes libéraux, & au risque de passer pour hérétiques ne tolérant plus les fureurs de l'Inquisition, & préparant les voyes à la suppression d'un Monachisme abruti & crapuleux.

Ils ne s'effrayent plus de s'adresser pour les ressources pécuniaires à l'Ordre qui paroissoit jusqu'à présent si redoutable ; & font subvenir sans hésitation un Clergé opulent aux besoins de l'Etat dont il est membre & dont il doit dès-lors être le soutien en proportion de ses richesses.

Ils s'occupent sérieusement de raviver les branches de l'éducation civile & militaire, & préfèrent à l'ancienne voie des châtimens barbares qui déshonoroient l'Espagne sous l'empire de la Superstition, celle de rendre les Espagnols meilleurs & plus utiles à l'Etat ainsi qu'à leurs compatriotes & à leur famille ; ils ont adopté la plus grande douceur dans tout ce qui tient aux opinions politiques, & dès-lors ils ont vu s'évanouir les conspirations & les complots.

Ils ont suivi les mouvemens de l'*Autriche* dans son ambition, ont mesuré le danger où se précipitoient certains Cours d'Italie en restant ennemies secrètes de la France pendant la guerre, & ne se sont pas occupé de les relever après que leur chute avoit été leur propre ouvrage.

Ils se sont décidés à tems comme *Bonaparte* en Egypte ; ils se sont lancés en entier vis-à-vis du Directoire ; ils ont placé, si l'on peut le dire, leur sécurité à l'étouffer dans leurs embrassemens, & ils ont réussi dans leur but de préserver l'Espagne d'une Révolution, de s'assurer des secours puissans

au besoin, & de courir la chance d'un bon lot dans la balance future de l'Europe.

Il est des *coups de tems* en politique ; ceux qui ne les faisaient pas & qui se traînent dans la même & longue ornière quand les positions changent ne sont pas des hommes bien habiles, & ils donnent leur mesure aussitôt qu'ils se montrent plus sensibles à la censure & aux reproches des orgueilleux qu'au vrai salut de leur pays.

C'étoit cependant ce que des observateurs superficiels eussent attendu de la *morgue* Espagnole ; mais cette *morgue* n'existe *en politique* qu'à côté de l'ignorance, & les Ministres Espagnols étoient profondément instruits du véritable état des choses.

On crie sans cesse que la Révolution se réalisera en Espagne. " Peut-être, mais elle n'y est pas faite (vous répondent sur le Continent des Espagnols éclairés) : " c'est " déjà un *grand point*, c'est même le plus essentiel, & nous " le devons à notre Gouvernement. Si elle se fait, nous l'au- " rons adouci ; elle aura lieu sans les mêmes secousses, & ne " produira jamais dans le siècle prochain la dixième partie " des maux qu'elle eût produit dans celui-ci, si elle avoit " éclaté comme une bombe au milieu de nous."

En effet, celui-là connoîtroit bien mal le caractère de la Révolution, ses nuances & les rapports où se trouve actuellement l'Espagne vis-à-vis d'elle, qui ne se rangeroit pas de l'avis des Espagnols eux-mêmes. Leurs Ministres écartent cet hôte importun en cherchant avec sagesse à prévenir sa visite, mais ils ne l'ont pas heurté de front ; ils ne se sont pas crus des géants ; ils ont commencé & sui-



vent tout ce qui peut le mieux détourner les sujets de S. M. C. d'aller au devant de cet hôte & de l'introduire à Madrid ; ils ont désarmé, & c'étoit-là le grand art, ceux qui le leur eussent envoyé : mais s'il vient malgré cela, son *lit* sera préparé, il n'entrera plus comme un monstre irrité, le Roi même ne sera pas sa victime, & les jours de deuil où la France a été plongée ne se renouvelleront pas.

Les relations d'amitié entre la France & l'Espagne étant anciennes, & ne s'étant interrompues que rarement & pour peu de tems, & le Roi actuel ayant depuis près de 4 ans un Ministre & plusieurs de ses sujets *résidens* constamment ou *voyageurs* à Paris, l'on connoît mieux à *Madrid* que par-tout ailleurs (sauf à *Berlin*) le vrai caractère du Français & ce en quoi il a changé ou non par la Révolution.

C'est au contraire ce qui est parfaitement mal connu dans les pays avec lesquels la France a eu des guerres très-longues & des paix très-courtes, & bien plus mal encore quant aux modifications tenant à la *Révolution* dont on juge la *fin* par le *commencement* ; comme si dans le monde politique ce qui commence le *mieux* ne se trouvoit pas fréquemment finir le *plus mal* & *vice versa* ; c'est ce dont néanmoins les opérations des Alliés chaque année fournissent, parmi mille autres, une preuve bien directe.

Les Ministres d'Espagne ont vu que leurs<sup>1</sup> voisins ne feroient pas méchans, s'occupoient beaucoup moins de leur nuire intérieurement, renonceroient même à leurs intrigues si tout sujet de défiance se bannissoit, & que l'un des traits caractéristiques de la Nation Française d'être sensible aux

procédés & de servir chaudement ses amis ne s'étoit effacé que momentanément ; ils ont pris leur parti.

L'événement l'a justifié ; — tout ce qui tient à l'intérêt commun se règle de concert. L'Espagne connoît l'étendue des sacrifices momentanés qu'elle fait ; mais elle connoît aussi ceux qu'on lui auroit arraché si elle eût suivi une ligne contraire, & dont elle n'eût jamais été dédommée.

En effet l'on voit aujourd'hui si les révolutions une fois consommées brusquement sont aisées à retourner, puisque la seule qui l'ait été par une *Restauration vengeresse* n'a perdu que ses appuis extérieurs, mais non ses fondemens ni ses racines dont on verra le développement.

Les chances de la guerre, si elle se prolonge, peuvent être contre l'Espagne ; mais fût-elle défavorable à la France, elle n'a pas lieu de craindre que ses effets soient jamais assez fâcheux pour voir entamer le territoire Espagnol, tandis qu'en épaulant son Allié elle a droit d'espérer des aggrandissemens, sinon du moins des compensations.

Ni les instances & menaces de l'Empereur de Russie, ni cette incartade intitulée *Déclaration de Guerre* à laquelle on a répondu avec la modération & la *perspicacité* Espagnoles, ni les revers momentanés des Français, n'ont occasionné le moindre changement dans la politique des Ministres du Cabinet d'Espagne ; ils sont restés fidèles à leurs engagemens, inébranlables, & ont donné des preuves récentes d'une intention fixe de suivre un plan qu'ils ont combiné avec le Gouvernement Français, & d'y contribuer de tous leurs moyens : on a rétabli pour cela à Madrid la pratique utile d'une enquête  
sévère

sévère sur les fautes des militaires & marins, & d'une punition exemplaire des qu'ils sont jugés n'avoir pas fait tout ce qui étoit en leur pouvoir.

*Préservation, recouvrement, vues commerciales & d'agrandissement* (mais celles-ci subsidiaires & sagement subordonnées aux premiers objets), tels paroissent être les motifs dirigeans la politique de l'Espagne, & tout indique qu'elle y persistera jusqu'à la paix des Etats Continentaux & Insulaires actuellement en guerre avec la France.

## § IX.

### PORTUGAL.

LA REINE DE PORTUGAL étoit la seule d'entre les Coalisés qui n'eût jamais manifesté la moindre ambition dans la guerre, & qui eût paru tendre uniquement à conserver ses états tels qu'Elle les avoit reçus.

Elle a été sur le point de conclure son traité de paix avec la France, où elle avoit envoyé un Ministre très-aimable & très-adroit.\*

Elle refusa par des motifs inutiles à développer de ratifier le traité qu'il avoit conclu & à l'occasion duquel il éprouva pendant trois mois des désagrémens personnels fort pénibles.

Dès-lors elle s'est détachée des Puissances du Continent qui feroient en état de la soutenir au besoin, & sa politique est devenue presque *insulaire*.

---

\* M. le Chev. D'Aranjón.



Le Prince Régent y gouverne aujourd'hui ; s'il suit les traces de sa mère, le sort du Portugal dépendra de la paix entre les derniers Etats qui resteront en guerre avec la France & celle-ci. Si la France étoit assez puissante pour prescrire des conditions, le Portugal court risque de perdre des possessions précieuses ; si elle ne l'est pas, il conservera sans acquérir.

---

## § X,

### ITALIE.

---

QUE peut on dire aujourd'hui de l'ITALIE ?

C'est un squelette politique : rappeler ce qu'elle étoit seroit inutile dans le moment présent ; tracer ce qu'elle est seroit s'affimiler aux *ombres* qui errent parmi les *morts*.

Les deux Etats de cette belle partie du Continent qui seuls pesoient dans l'ancienne balance de l'Europe, étoient soumis au *Roi de Sardaigne* & au *Roi des Deux Siciles*,

Le *premier* a été victime de sa position ; l'Autriche & la France l'ont également maltraité : le sort de ses Etats va se décider entr'elles, mais probablement ce Roi pieux retournera en *Sardaigne*, où il ne sera pas molesté ; \* & si on lui permet avant cet arrangement définitif de reprendre pour un certain tems sa couronne à *Turin*, ce ne sera pas sans la condition préalable d'abandonner à l'Empereur la partie & les places du Piémont qui lui conviennent.

---

\* On fait déjà comment le Duc d'Aost, qui se rendoit à Turin de la part du Roi son frère, a reçu aux portes de cette Capitale ordre Autrichien de n'y pas entrer & de retourner en arrière.

La *Cour de Naples* court de plus grands risques ; elle agissoit quand elle avoit promis de rester neutre ; elle a fui quand il y a eu dans ses Etats le moindre danger ; elle s'est laissé gouverner par des Conseillers violens, & s'étant mise à l'abri a trouvé beau de faire pendre ceux de ses sujets qu'elle avoit abandonné, & qu'un Cardinal Militaire commandant ses soldats avoit amené à une capitulation où, à la vie seule près, tout étoit accordé en faveur de *Ruffo* & de son Roi.

Elle n'a pas osé reparoître encore à Naples.

On laisse à l'histoire à juger ces hauts faits.

Avant qu'elle prononce, le sort de Naples comme celui du Piémont & du reste de l'Italie, s'il ne se décide en Allemagne par la voie des armes, sera probablement réglé entre le Baron de THUGUT & BONAPARTE, sans que d'autres négociateurs y participent d'une manière sensible.

Mais ceux qui supposent la possibilité d'une restauration des Puissances Italiques telles qu'elles étoient *avant* les campagnes de *Bonaparte* ne connoissent pas l'esprit républicain dont l'Italie est imbibée *par-tout* sauf en Piémont, les moyens que préparent les Français de la pénétrer de nouveau jusqu'au cœur peut-être même jusqu'à la racine, si le Cabinet de Vienne est trop exigeant ; ils ignorent l'importance que les Consuls Républicains attachent à recouvrer dans cette contrée, sinon en tout du moins en majeure partie, l'ascendant que les fautes de quelques Légistes leur ont fait perdre momentanément. \*

---

\* On s'en rapporte sans les connoître aux *nouvelles* arrivées hier (17 Décembre) de Sicile par des Officiers de Marine ; & on ne craint pas qu'elles démentent ce qui est dit ci-dessus relativement à l'Italie, au prétendu *Royaume* de Naples, ni à ce qui a été rapporté (p. 60, dans la Note) sur les dispositions du Général *Vaubois* à *Malte*.

## § XI.

## PORTE OTTOMANE.

LA PORTE respiroit à peine, en sortant d'une guerre qui avoit été désastreuse pour elle, quand la Révolution de France éclata.

Trop heureuse de n'être plus harcelée par la Russie, elle ne pensa pas à rompre l'ancienne alliance qui l'attachoit à la France dont elle a recueilli souvent des avantages signalés.

Elle observa donc jusqu'à l'année dernière une neutralité absolue, paroissant néanmoins plutôt amie des Français que des Puissances qui étoient en guerre avec eux.

Le Gouvernement Turc est trop fidèlement peint par *Eton* pour qu'on se permette d'en tracer ici les vices & la foiblesse.

C'est dans son ouvrage conforme au témoignage de Voyageurs continentaux dignes de foi & bons observateurs qui revenoient il y a un an de Constantinople, c'est dans cet ouvrage où il faut lire l'état de décrépitude où se trouve plongé le ci-devant EMPIRE du GRAND CONSTANTIN.

*Gibbon*, cet aimable & limpide Historien, nous avoit tracé les Révolutions successives qu'a subi l'*Empire d'Orient* dans un cours d'environ 1300 ans jusqu'à sa destruction par les *Turcs*.

Et sa narration suffiroit seule pour renverser par les faits les plus probans de l'histoire l'argument de ces



hommes vains qui croient qu'une Monarchie, parce qu'elle a duré 1400 ans, doit subsister jusqu'à la fin des siècles, tandis qu'au contraire c'est alors qu'il faut s'attendre à sa ruine.

Ils parlent (ces hommes vains!) comme si DIEU n'avoit pas décrété dans sa sagesse qu'aucun Empire ne se soutiendrait au-delà d'un certain tems sans mutations & sans secousses! comme s'il ne suscitoit pas ceux qui doivent les opérer & sans égard à leur croyance! comme si les *Goths* dans un siècle, les *Turcs* dans un autre, & dans celui-ci les *Français* que DIEU ne punit point parce qu'ils ont, comme on l'a vu faire en d'autres tems aux Nations les plus florissantes aujourd'hui, changé dans des vues politiques leur culte & leur gouvernement, n'étoient pas des instrumens également choisis par sa main puissante, & contre lesquels vient se briser l'orgueilleuse résistance des prétendus sages!

On a violemment blâmé *Eton* dans son propre pays de n'avoir pas dépeint le Gouvernement Turc ressemblant aux Turcs eux-mêmes, c'est-à-dire *fort & colossal*.

Mais il écrivoit avant les jours de la *nouvelle alliance*; il ignoroit qu'elle fût assez étroite pour inspirer en politique le même sentiment qu'en amour, & que la vérité blessât sur les défauts de la Porte Ottomane comme elle blesse un amant passionné si l'on parle de sa maîtresse en lui attribuant la plus légère imperfection.

C'est néanmoins cette foiblesse réelle du *Divan* à laquelle la Russie & les Puissances qui font cause commune avec elle doivent le Traité fameux qui a uni le CÉAR PAUL au SULTAN SELIM.

L'*intrigue* que la force emploie quelquefois, mais dont la foiblesse ne peut jamais se passer, l'*intrigue* avoit pénétré dans l'enceinte des Conseils de la *Sublime Porte*.

Les principaux Membres du Divan, d'après une convention faite avec la France où se trouvoit un Ambassadeur Turc, avoient promis de ne pas s'effaroucher de l'expédition d'*Egypte*, & un plan secret avoit été tracé pour déterminer ses suites vis-à-vis du Gouvernement Turc.

Celui-ci, dans son état de désorganisation chaque jour empirante, avoit un intérêt réel à prévenir de plus grands maux.

Il étoit alors gravement inquiété par *Passavan Oglou* (dont la carrière est loin d'être terminée), ne gouvernoit qu'avec peine la *Grèce* & les îles de *Candie* & de *Chypre*, dont les habitans détestent le joug Ottoman & préparoient une révolution plus ou moins prochaine, mais à-peu-près inévitable; il voyoit aussi son autorité comme brisée en *Egypte* & en *Syrie* par des Beys & des Pachas barbares sur lesquels il n'avoit plus de prise, & qui lui payoient à peine & irrégulièrement les tributs sous les conditions desquels on leur avoit abandonné, comme des troupeaux d'animaux, les habitans malheureux de ces deux Provinces.

L'expédition d'EGYPTE s'entreprit dans ces circonstances.

Mais le *Divan* entier ni probablement SA HAUTESSE n'étoient pas dans le secret.

Par l'activité de la *Russie* & de ses Alliés, il s'étoit établi une contr'intrigue dans le même *Divan* en leur faveur.

Celle-ci prévalut après que l'invasion de l'Égypte sur les *Mamlouks* eut été effectuée, & bien plus ouvertement après la bataille navale d'*Aboukir*.

On chassa le *Grand Visir* & d'autres *Mustaphas* de ses amis qui siégeoient dans le Conseil. On arrêta la Légation de France. On fit un grand Manifeste, & on annonça les préparatifs les plus formidables pour recouvrer l'Égypte perdue de fait dès long-tems, comme nous l'avons dit, pour l'Empire Ottoman, & qui, suivant les arrangemens pris, devoit payer le même tribut au Sultan, lorsque les Français l'auroient occupé avec son agrément, que celui qu'il en retiroit des Beys & Mamlouks, tributaires pour le moins aussi inexacts qu'aucune autre Nation eût pu l'être.

Dès-lors les arrangemens qui se prenoient à *Paris* pour le départ d'un Ambassadeur de la République Française à Constantinople furent changés : on détint pour la forme celui du Sultan, non dans un château à sept tours, mais dans l'hôtel qu'il habitoit (ci-devant *Monaco*).

La Russie signa son traité qu'on connoît ; & elle ne perdit pas de tems pour faire filer son escadre par les *Dardanelles* dans la Méditerranée.

Les *Mamlouks* s'étoient défendus pour leur compte soit à *Alexandrie* soit dans l'intérieur de l'Égypte où BONAPARTE eut à essuyer des fatigues & à livrer des combats qui sont aujourd'hui suffisamment connus par leur résultat, pour apprendre enfin à se défier à l'avenir des plats commens<sup>ai</sup>tres & des mensonges absurdes dont inondent le public certains écrivains qui deviennent dégoûtans à force de vouloir plaire à leurs supérieurs, en aveuglant les lecteurs bénévoles



généralement disposés à croire ce qui flatte & ce qui vient de loin.

Lorsqu'on s'étoit accidentellement trouvé au point central des grandes opérations, qui étoit en même tems celui de départ du Général en chef de l'armée d'Egypte ; lorsqu'on avoit été à portée de recueillir quelques notions sur la personne de ce Chef, sur le choix des Généraux qu'il emmenoit avec lui, des troupes qui formoient son armée & de l'escorte *savante* qui l'accompagnait (escorte comme de raison antipathique & inintelligible aux *ignorans* qui sont tombé sur elle à coups de plume), il étoit difficile d'ajouter foi aux nouvelles ampoulées de désastres & de destruction qui se débitoient sans cesse comme positives, & qui se fondeient sur des faits partiels, isolés, la plupart très-mal connus, dont la valeur ne pouvoit être que relative & jamais absolue.

Supposer que le terrain n'eût pas été sondé avec quelque prudence, & que *Bonaparte* qui est en même tems savant, politique & guerrier, fût allé ou se fût laisser *pousser* (opinion prévalente & particulièrement ridicule) en Egypte pour s'y enterrer de gaieté de cœur avec 40,000 hommes dans les déserts ~~de l'Egypte~~, ou s'y noyer dans le Nil, cela étoit impossible à tout homme dont le jugement étoit éclairé par des renseignemens précédens, & dont la vue & l'ouïe n'étoient pas susceptibles d'être tordues à volonté : mais dans un tems où le doute même n'étoit pas de saison, il valoit mieux laisser aux événemens le soin de renverser ces suppositions chimériques.

Après

Après que le jeu des pompes *aspirantes* eut suffisamment opéré & que *Bonaparte* eut été expédié vingt fois soit au Grand Caire dans cette fameuse sédition qui ne coûta pas cent hommes aux Français, soit ailleurs, on apprit qu'il vivoit cependant & qu'il étoit en *Syrie*.

Peu après vinrent en foule les exagérations *Constantinopolitaines* sur cette seconde expédition pareilles à celle de la première, & elles furent appuyées par des récits chevaleresques très-intéressans.

Dès-lors les trompettes *Asiatiques* ne se sont plus fait entendre, & le Dieu du silence paroît leur avoir ordonné depuis cinq mois entiers de cesser leurs fanfares.

On a vu récemment commencer l'activité des pompes *refoulantes* à laquelle la multitude n'étoit point préparée & dont elle a été d'autant plus surprise.

*BONAPARTE* avoit été laissé dans le désert *Syrien* blessé, découragé, se traînant avec peine sur un chameau, entouré de soldats dans la dernière détresse & en révolte ouverte contre leur Chef: les Turcs & leurs amis le poursuivoient le sabre dans les reins, on lui préparoit le coup de *grace*, son existence & celle des débris à peine perceptibles de son armée alloit être anéantie, *sa carrière étoit terminée*.

On apprend par les papiers Français que les Turcs avoient débarqué à *Aboukir*, qu'ils y avoient été attaqués & battus.

Cette nouvelle venant du pays ennemi paroît à peine croyable, & les *romans fabuleux* plaisent trop pour être jugés tels avant le dernier moment.

Mais la vérité se développa avec éclat quelques jours après.

*Bonaparte* est descendu de son chameau : il n'est ni découragé ni blessé ; il n'a point eu à craindre ses propres soldats ; ceux-ci, sous les ordres d'un Chef qu'ils ne méconnaissent jamais, bien loin de s'enfouir *au fond des déserts* dans l'impuissance & le désespoir, s'élançoient alors sur les Turcs près d'*Alexandrie* avec la même vigueur qu'à leur premier débarquement & les anéantissoient ; ces mêmes troupes qu'on supposoit décharnées & mourantes s'occupent pleines de santé & de vie à recueillir le fruit de leur victoire, & à faire servir à leur défense future au besoin l'artillerie naguères Européenne, seuls débris existans de cette armée Ottomane qui venoit d'être victime de la folie de ses Pachas Directeurs en se mesurant, hors des remparts que les dirigeoient à défendre des Officiers Français peu délicats, contre des Français bien conduits.

Enfin *Bonaparte*, ce vagabond, ce Corse errant, qui devoit périr, qui périssoit déjà dans le fond des déserts d'Afrique, laissant son armée triomphante en bon état & en bonnes mains s'embarquoit lui-même avec quelques amis fidèles pour venir diriger en France un mouvement nécessaire & majeur. Quand on le croyoit perdu à jamais, il traversoit hardiment le domaine de ses ennemis ; *Neptune*, ce DIEU, ou plutôt ce Roi des Mers (car il a la foiblesse d'être par fois inconstant à ses favoris), *Neptune* les écartoit ; \* il proté-

---

\* Il avoit confié les uns aux soins délicats & fascinatifs de *Vénus* sa nièce qui charmoit leurs sens par les attitudes admirables de ses favorites ; il avoit remis les autres entre les mains de *Bacchus* son neveu qui leur faisoit joyeusement oublier



geoit son passage ; & activant pour lui le mouvement des flots, il paroissoit se plaire en les voyant reporter sur le Continent un Héros qu'il savoit néanmoins aussi fermement résolu à établir la liberté dans son propre Empire qu'à consolider celle de la France & à donner la paix à l'Europe.

BONAPARTE ainsi conduit au port par ce DIEU démocrate débarque en Provence.

Les relations reçues ici ou du moins publiées étant boiteuses, & ne comprenant point les derniers événemens, on ne sauroit les comparer à celles du Général Français & de BERTHIER son Chef d'Etat-Major. Mais il y avoit peu de motifs à ceux-ci vainqueurs des meilleures troupes d'Europe d'exagérer leurs succès contre des hordes *Turques* qui ainsi que les Russes n'ont point de tactique militaire mais seulement de la bravoure, & auxquelles on oppose l'une & l'autre.

On en voit assez pour être certain qu'il y a eu une destruction de Turcs à *Aboukir* bien autrement complete que la capitotade de quelques Français à *Acre* par le Pacha *Ghezzer* boucher d'Asie, coupeur d'oreilles & écorcheur de femmes. C'étoit de concert avec lui que le Divan combattoit les Français *civilisant* l'Egypte, & néanmoins il agissoit comme associé dans une guerre dite de *civilisation* : ceux-ci, s'ils n'ont pas achevé cet ouvrage, paroissent l'avoir

---

l'onde salée en leur versant des flots de *Cypré* & de *Palermo* ; il avoit chargé enfin son ami *MOMUS* d'en amuser plusieurs qui, bercés par ce Dieu des plus douces illusions, bâtissoient des châteaux de cartes en croyant rétablir des *Trônes* & relever des *Autels*.

fort avancé, & les habitans de ce beau pays leur devront toujours de la reconnoissance puisqu'ils les ont débarrassé de l'infâme & cruel joug des Mamloucks, dont les excellens chevaux ne sont pas perdus pour la cavalerie Française.

*Bonaparte* a fortifié les places frontières du désert Syrien, & de la Mer ; il a rendu extrêmement difficiles les approches en battant & éclaircissant la partie de la *Syrie* qui avoisine l'*Egypte* ; & si le Grand Visir y pénètre, ce ne peut être que par des corps successifs que le Général *KLEBER*, jouissant ainsi que *DESAIX* de la plus haute réputation militaire, ne laissera pas s'agglomérer.

Il lui sera facile au contraire, maintenant que la masse des *Egyptiens*, *Arabes* & *Cephites* est dévouée & fait cause commune avec les Français leurs libérateurs, ainsi qu'un certain nombre de Mamlouks devenus sages & déjà dégoûtés du métier de Chouans, il lui sera facile de pousser une armée très-forte au-devant du Grand Visir, sans laisser aborder à celui-ci les frontières Egyptiennes ; & cette expédition fameuse de la Porte Ottomane aura vraisemblablement le même résultat que celles qu'on entreprend contre la France, savoir, de rassembler & aguerrir l'immense population de l'*Egypte*, en lui donnant une force expansive qu'elle n'eût pas acquis sans cela, & dont les Français ne tarderont pas à tirer parti soit en *Syrie* soit ailleurs.

Les Turcs battus une fois ou deux (ce qui ne leur manquera pas), on doit s'attendre que la Porte Ottomane dont la foiblesse constitue la politique se hâtera alors (si du moins elle peut échapper sans grand danger à la fêrule sous laquelle

la tient aujourd'hui la Russie \*) à faire la paix avec la France, & lui laissera sous certaines rétributions une colonie dont elle ne savoit tirer aucun parti par elle-même.

Divers faits tendent à fortifier cette conjecture, & rien ne seroit moins étonnant que de voir dans le cours de l'année qui va s'ouvrir conférer par le GRAND SEIGNEUR à BONAPARTE victorieux & pacificateur les mêmes titres, & le combler des mêmes présens dont il a honoré dans celle-ci le Vainqueur du combat naval d'*Aboukir*.

ON termine ici cette esquisse de la part qu'ont eu à la guerre & de la position politique où se trouvent les divers ETATS DU CONTINENT.

Il eût fallu pour la rendre complete être à portée de traiter hardiment des objets intimement connexes au fond de cet Ouvrage, & dont les circonstances ne permettent pas de parler aujourd'hui.

Mais quelle que soit la lacune qui en résulte, on croit en avoir dit assez pour convaincre de bonne foi tout homme & impartial, 1°. de la défectuosité réelle des sources ordinaires d'information en un pays où elles sont constamment,

\* Cette fêrûle semble très-dure en ce moment, à en juger par le congé donné au Ministre d'Espagne près de *So Hauteffe*, & sur-tout par les motifs sur lesquels il est fondé ; le tout lu attentivement porte l'empreinte d'un moule Russe & archi-Russe.



par suite de la position locale & politique, irrégulières, tronquées & latérales pendant une guerre telle que celle-ci ;  
2°. De la différence majeure plus ou moins nuancée qu'il trouveroit lui-même entre les affaires du Continent mesurées de près & sur les lieux, & ces mêmes affaires jugées d'après des autorités mensongères ou intéressées, & vues à travers une lunette nationale ou de parti, souvent *microscopique* quand il faudroit réduire & *réductive* quand on devoit en élargir le champ.

---

## CHAP. IV.

## CONCLUSION.

SI j'écrivois comme je voudrois écrire, ce qu'on va lire seroit superflu.

Mais lorsqu'un Ouvrage est imparfait, l'Auteur est condamné au triste devoir de mettre le Lecteur sur la voie d'une *conclusion* directe & précise.

Je n'abuserai plus qu'un instant de sa patience; & ce Chapitre aura du moins le mérite de la brièveté.

## §. I.

## RÉVOLUTION.

LA RÉVOLUTION de France a eu lieu ; c'est au passé, ce n'est plus au présent que le Politique, le Narrateur, le Français & l'Etranger doivent en parler.

Elle a eu lieu, & la RÉPUBLIQUE existe en France, puisque le Gouvernement qu'elle a créé y est la seule autorité légitime aujourd'hui, obéi dans l'intérieur, maître de former des traités & alliances, & reconnu par toutes les Puissances du Continent (sauf la Russie).

Elle existe cette RÉPUBLIQUE, puisqu'elle a la force de changer momentanément, suivant les circonstances, la

forme extérieure de son Gouvernement, sans changer le Gouvernement même & sans exciter le moindre mouvement populaire.

La RÉPUBLIQUE existe enfin, puisqu'elle est en *pleine possession de son indépendance*.\*

Chaque Etat étant intéressé à faire respecter la sienne, & à n'être pas recherché ni vexé par les autres à cause de la forme de son Gouvernement ni de la date de ses conquêtes, il importe dès à-présent aux Puissances continentales qui veulent assurer leur repos & conserver leurs Etats actuels, de respecter la France *République* comme elles l'ont respecté sous un *Roi*, en se mettant en état de la combattre toutes les fois que cela sera juste & nécessaire. Et, se plaçant au niveau des événemens, il leur importe aussi de considérer comme *fauteux* les partis qui se formeroient en France contre le Gouvernement légitime, puisque, si elles en agissoient autrement, elles s'exposeroient à une rétaliation méritée qu'il est de leur intérêt de ne jamais provoquer.

Cette reconnoissance de la République & le système de conduite qui en dérivera paroissent d'autant plus sages pour les Puissances continentales, qu'elles ne sont nullement engagées par-là à présenter le moindre obstacle au rétablissement d'une Royauté ou Monarchie quelconque, si un tel régime est de nouveau adopté par les Français; événement possible,

quelque

\* Ce fut sur ce motif seul que les premières Monarchies du Continent fondèrent leur reconnoissance des Etats-Unis d'Amérique comme Nation *souveraine* dès l'année 1776 deux ans seulement après l'acte d'indépendance du Congrès Américain; & leur exemple fut successivement imité par les autres Puissances Européennes.



quoique peu probable, mais qui devra paroître reposer sur une base fragile aux yeux des Puissances étrangères, si la force seule sans un mouvement spontané opère une telle restauration.

## § 2.

## COALITION.

Toute COALITION suppose une réunion des forces & des moyens de divers Etats employés de concert à un but commun & convenu entr'eux.

S'il n'y a ni *concert* dans la direction, ni *accord* dans le but, ce n'est plus une COALITION, c'est un assemblage éphémère, un composé de pièces & de morceaux qui se brise au premier choc.

Tel a été le sort des quatre Coalitions dont nous avons indiqué les époques & les résultats (Chap. II.), & qui se sont brisées chaque année.

Formées par les circonstances du moment, mais reposantes sur des élémens & des intérêts absolument divers, elles n'ont eu ni pu avoir aucune solidité ni aucun effet sensible contre un ennemi dont l'unité fait la force.

Ces élémens & ces intérêts sont devenus chaque jour plus distans & plus opposés par la nouvelle face que donne à la politique l'influence d'une République naissante dont les victoires ont assuré l'indépendance, & dont les négociations ont pénétré dans la plupart des Cabinets.

On s'abuseroit donc étrangement en rejetant les leçons répétées de l'expérience, & après quatre épreuves fâcheuses

l'obstination à en tenter d'autres ne paroît pas devoir atteindre celles des Puissances du Continent qui pèsent le plus dans la balance actuelle de l'Europe, puisqu'elles risqueroient d'ache-miner par-là un *ralliement* en sens contraire dont les principes seroient plus fixes, & le but allarmant pour elles.

Que les Etats *Continentaux* qui craignent la France, en accédant à une paix analogue aux résultats & événemens de la guerre, prennent ensuite les mesures les mieux combinées & forment entr'eux les alliances les plus étroites pour se maintenir & pour s'opposer à toute attaque, c'est un système dont personne ne révoquera en doute la sagesse & la prudence.

Mais, que l'un sous le prétexte de la *Religion*, l'autre sous celui du *Gouvernement*, un troisième sous celui des *principes*, un quatrième sous celui des *conquêtes*, rentre dans une ligue déclamatoire & offensive, voilà le plan qu'on ose pré-sumer impraticable à bien conduire & dangereux pour ces Etats déjà réduits en nombre & en forces, bien plus que pour la France qui se recrute au contraire en Alliés dont les intérêts ne diffèrent pas des siens.

C'est contre une pareille Coalition *nominale* comme les précédentes que nous nous croyons fondés à conclure,

Et c'est conclure en effet contre toute COALITION dans la guerre actuelle, puisqu'il est démontré qu'il ne peut s'en former une *réelle* dès que les intérêts de l'Autriche, qui en est la seule partie principale, sont matériellement distincts de ceux des autres Puissances & se ménagent toujours distinctement par le Cabinet de Vienne. (Chap. III. § 2, 3, 4.)

## § 3.

## GUERRE.

Toute GUERRE juste doit avoir un *but* direct & clairement énoncé.

Ce but existoit au commencement de la guerre actuelle ; & les Puissances qui prenoient les armes pour replacer LOUIS XVI sur son trône comme Monarque revêtu des pouvoirs & restreint dans les limites que sollicitoit la majorité des cahiers pour les Etats-Généraux, ces Puissances avoient un but précis, noble, auquel la France, le Continent, l'Europe entière, devoient porter le plus grand intérêt.

Mais cette guerre primordiale a changé totalement dès-lors de nature & d'objet.

Les faits développés au Chap. II. le prouvent surabondamment.

Dix ans se sont écoulés ; on a laissé périr le Roi légitime & son fils ; la République a été proclamée, établie, reconnue ; les Coalitions successivement dissoutes & vaincues ; & la France, par la suite d'une guerre contre des Alliés dont le but a sans cesse divergé, a acquis des limites qu'il n'est plus possible sans injustice de lui ôter par la négociation, ni sans folie de prétendre lui arracher par la voie des armes.

Quels ont été les résultats de huit campagnes ?

On l'a vu ; & en supposant même l'Italie entière remise dans son ancien état, ce qui *n'est pas* & ce qui *ne sera probablement pas*, la France qui n'en a jamais fait un point de



conquête permanente aura toujours gagné ailleurs des pays immenses par leur population, précieux par leur fertilité.

La guerre a tellement changé d'objet qu'elle s'est poursuivie dans la campagne actuelle, du moins à la face du public, pour quatre objets relativement auxquels, depuis la campagne Prussienne de 1792, elle n'avoit jamais été avouée par aucune pièce authentique ou n'avoit jamais pu l'être, l'existence d'une partie de ces objets étant trop récente.

Ces objets dont l'un a été annoncé cette année par une Puissance, l'autre par une autre, mais sans ensemble, ces objets les voici :

1°. Pour rétablir en France une ROYAUTE odieuse à la très-grande majorité de ses habitans, & en se servant secondairement des voies intérieures pour cette restauration.\*

Cet objet a manqué comme quelques hommes modestes, mais jugés trop tristes & trop importuns, l'avoient annoncé; & la France entière, sauf les perturbateurs décidés, applaudit soit à l'expulsion de ces inutiles soldats du Nord qui prétendoient la conquérir, soit à la concentration momentanée de son Gouvernement dont le but principal est d'écraser à la fois ces *Royalistes incorrigibles* qui manœuvroient encore non-seulement sur les côtes du Havre de St. Malo & sur les bords de la Loire mais dans Paris même, & ces *Jacobins séditieux* prêts à mettre à l'ordre du jour l'assassinat & dont quelques-uns que l'or avoit gagné n'étoient pas étrangers aux vues des *Incorrigibles*. (N° 5.)

---

\* Voyez la Déclaration de Guerre de la Russie à l'Espagne & celle de la même Puissance à la Diette de l'Empire du 15 Septembre dernier.

2°, Pour libérer la *Suisse* de ses relations avec la France & lui rendre son ancienne organisation de *treize Cantons fédérés*.\*

Cet objet *a manqué* ; & comment eût-il réussi, du moins avec stabilité ? La France étoit trop forte & trop vigilante ; la France étoit *là* pour conserver ou pour reprendre des positions qui étoient son boulevard. L'on connoissoit le vrai but de l'Autriche, la réputation des Russes les avoit devancé & armoit d'avance les habitans contr'eux ; enfin les ressorts du Gouvernement fédératif étoient usés, on n'en vouloit plus ; la triste expérience de sa discordance lorsqu'il falloit de l'unité en dégoûtoit pour jamais.

3°, Pour défendre & protéger la *Souabe*. †

Cet objet *a manqué* ; elle est envahie pour la cinquième ou sixième fois par les Français ; & ses Princes payeront cher la représentation qu'ils ont donné au public de la grenouille cherchant à imiter le Bœuf.

4°, Pour replacer en *Hollande* un Capitaine Général Héréditaire, & restaurer un régime de *Sept Provinces Unies* qui très-souvent ne s'entendoient pas. ‡

\* Voyez les deux Proclamations de l'Archiduc Charles en Avril & Mai dernier, adressées aux Suisses, l'Adresse de l'Avoyer Steiguer aux Suisses & autres pièces officielles.

† Voyez la Proclamation de l'Archiduc Charles aux Etats & Princes de Souabe en quittant la Suisse, en Août.

‡ Voyez la Proclamation adressée aux Hollandais en Août dernier. — Idem de S. A. S. le Prince d'Orange & du Prince Héréditaire, &c. &c.

Cet objet *a manqué*. On aimoit en Hollande la *personne* du Capitaine, mais on ne l'aimoit pas *héréditaire*; on préfère un *Corps Représentatif Batave* à des *Etats Généraux*; on étoit lié au sort de la France, & à l'exception de quelques Nobles dépendants de l'ancienne Cour & de cette tourbe vénale qui par-tout appartient au plus offrant, les Bataves désiroient qu'on leur rendît ce qu'on leur avoit pris au dehors, qu'on les laissât tranquilles au dedans & maîtres de secouer à leur manière suivant les circonstances un *joug* (puisqu'on veut l'appeller ainsi) onéreux peut-être mais qui du moins n'est pas *spoliateur*, & leur est même nécessaire à conserver dans l'état où ils sont réduits pour parvenir au genre de *restauration* qu'ils ont en vue.

Dès-lors la *Guerre CONTINENTALE* a été conduite sans but uniforme & simple, sans motifs louables & vraiment dignes d'être avoués, sauf pour l'*Autriche* qui étoit dans le cas d'une défense légitime contre l'aggression soudaine & presque brutale du précédent Directoire, & qui en a profité avec raison pour recouvrer & conquérir en *Italie*, seul point où l'on ait réussi à son bénéfice & qui néanmoins n'a point été annoncé officiellement par les Alliés comme un des *objets* de cette campagne.

Par une telle guerre, on irrite loin de les corriger les Nations indépendantes de fait ou aspirantes à le devenir autant que le comporte leur position locale & leurs moyens; & ce sont elles qu'on met dans le cas de faire valoir cet axiôme que des Alliés *invasifs* ne peuvent plus s'appliquer :

“ Justum est bellum quibus necessarium et pia arma quibus  
“ nulla nisi in armis relinquitur spes.”



## § 4.

## POLITIQUE.

La POLITIQUE & la BALANCE de l'Europe ont changé ; & l'on parle de les rétablir sans en avoir la possibilité.

Sera-ce quand la *Prusse*, l'*Espagne*, la *Suède*, le *Danemarck*, la *Hollande*, la *Suisse*, ainsi que plusieurs *Princes Allemands* du premier rang par l'étendue de leurs territoires & par leur force militaire, sera-ce quand cette masse d'Etats si conséquents s'est formée des intérêts nouveaux & majeurs qui lui sont communs avec la *France*, que l'on se flattera de rétablir la *balance de l'Europe* telle qu'elle étoit lorsque ces intérêts n'existoient pas ou lorsqu'ils étoient opposés ?

Sera-ce lorsque la *Rive gauche* du Rhin, la *Belgique* démantelée & la *Savoie* sont incorporés à la France par le consentement même des intéressés signifiants, qu'on replacera celle-ci & ses Alliés aux termes des traités de *Westphalie*, d'*Utrecht*, & de *Riswick* ?

On peut parler de ces traités sur les bancs, mais ils sont MORTS ; & il est impossible de les ressusciter quand toutes les bases sur lesquelles ils reposoient ont été secouées & renversées.

La Révolution, la Guerre, & les Traités qu'elles ont enfanté, ont introduit sur le Continent une nouvelle ÈRE POLITIQUE.

Les Puissances qui y prendront rang & date les dernières y seront-elles les mieux placées ?

Auront-elles le compte *le plus léger* à solder ?

C'est ce qui ne paroît nullement probable.

Dès-lors n'est-il pas de l'intérêt de chacune des Puissances *Continental*es d'accélérer le moment où elles seront admises dans la *nouvelle balance* de l'Europe, plutôt que de le retarder ?

*Periculum est in morâ* ; c'est un principe dont l'application au tems actuel n'échappe pas à la sagacité de quelques Hommes d'Etat.

Ils ont préparé d'avance les Cabinets où ils sont admis à pouvoir agir honorablement d'après ce principe dès que l'instant seroit venu d'en admettre les conséquences.

Et n'imitant pas des Conseillers plus brillants peut-être mais moins bien-informés & moins modérés, ils ont renoncé depuis long-tems à une lutte d'invectives contre un Gouvernement avec lequel ils savent qu'on ne se trouvera pas malheureux de traiter bientôt de PAIR à PAIR.

Cette négociation s'ouvrira sous des auspices bien différens de ceux qui ont influé sur les précédentes.

Heureux les SOUVERAINS qui auront été assez bien servis pour mesurer d'avance le terrain sur lequel ils auront à marcher, en connoître la partie solide & la partie glissante, & dont les instructions à leurs Négociateurs seront calculées d'après une juste combinaison entre les objets matériels de leurs traités futurs, & d'autres anneaux graduellement moins perceptibles & plus délicats de la chaîne que ceux-ci auront à former !

Ces anneaux dérivent d'un ordre de choses neuf, d'une position unique au niveau de laquelle il faut non-seulement se  
mettre,

mettre, mais savoir se placer sans effort & sans gêne aussitôt qu'on se sera déterminé à traiter, à la connoissance du véritable esprit & des intérêts qui prévalent en France, à celle sur-tout du caractère & des moyens des Chefs qui la gouvernent vis-à-vis desquels la finesse diplomatique n'est pas de saison, & qui ne seront jamais dupes des apparences. (N<sup>o</sup> 6.)

La *République Française* & le *Continent* fatigués attendent la paix de ces hommes éminens & ne l'attendront pas long-tems en vain si ceux-ci conservent & resserrent, comme tout porte à le conjecturer, les relations d'intimité subsistantes entre la FRANCE & la COUR DE BERLIN.

Ces relations honorables aux deux Gouvernemens & utiles à l'Europe puisqu'elles tendent à la délivrer du fléau d'une guerre désastreuse que DIEU réprouve visiblement, paroissent, à moins que les affaires du Continent ne subissent un changement soudain & majeur, devoir être bientôt très-décisives pour fixer la nouvelle BALANCE POLITIQUE entre les *Puissances Européennes*.

F I N.





---

---

N O T E S.

---

---



# TABLE ET SOMMAIRE

DU

## CONTENU AUX NOTES.

	Page
N° 1.— <i>POLITIQUE</i> intérieure du Dannemarck & de la Prusse—Observation à cet égard — —	1
N° 2.—Sir Francis D'Ivernois— <i>Ses œuvres &amp; erreurs diverses—sur les résultats de la Révolution—sur ceux de la Guerre—sur les Finances de France—sur son Gouvernement, &amp;c.—Ses prédictions comparées à celles de Mr. Erskine</i> — —	3
N° 3.—Nomenclature des pièces & actes publics émanés depuis dix-huit mois du Cabinet de S. M. Impériale de toutes les Russies, & qui concernent son intervention dans la Guerre contre la France — —	12
N° 4.—Citations & extraits divers—Sur les troupes Russes, leur différence d'avec les troupes Françaises, leur rapport de conduite avec celles des Hessois en Amérique—Conformité à plusieurs égards entre les événemens de cette Campagne & ceux de 1776 & 1777, dans la guerre Américaine—Analogie de Déclarations, de menaces, & de déclamations sur la Religion & les principes—Extrait du discours de Lord CHATHAM à la Chambre des Pairs en Mai 1777 — —	19
N° 5.—Royalistes de l'Extérieur—Leur distinction en trois Classes.—Traits caractéristiques des Incorrigibles—Royalistes de l'Intérieur—Chouans composés des uns & des autres—Quels sont leurs conquêtes—Mobiles qui les dirigent—Résultats de la Chouannerie jusques à présent, & observations sur ceux qu'on a lieu d'en attendre à l'avenir — —	25
N° 6.—Notices & réflexions sommaires sur la crise qui s'est opérée le 10 Novembre dernier à Paris, relativement à la suspension des Conseils & à la nomination d'un Consulat succédant à tous les pouvoirs du Directoire pendant trois mois—Idem, sur les principaux Membres de ce Consulat, sur les Ministres & les particuliers dont ils s'entourent & qui coopèrent aux changemens & aux mesures dont on s'occupe—Sieyes—Talleyrand—Bonaparte—Rapprochement des événemens les plus saillans de la guerre avec les espérances qu'on avoit conçu & les résultats qu'on avoit annoncé — —	31



# NOTES.

---

## N<sup>o</sup> I.

ON ne remarque pas assez peut-être que les résultats de la Révolution sont indépendans des crises par lesquelles elle s'est opérée en France, & le sont aussi de la forme de son Gouvernement, & qu'on peut adopter en pratique certains points favorables au développement des facultés, à la liberté individuelle, & à une saine égalité, sans rien imiter de la théorie ni de la distribution des pouvoirs mis en vigueur dans la Constitution Française actuelle ou dans celle qu'on va lui substituer sur la même base représentative & républicaine.

C'est ce qu'ont néanmoins parfaitement senti deux Cabinets du nord de l'Allemagne, ceux du Danemarck & de la Prusse, dirigeant deux Monarchies presque absolues & sur lesquelles le génie philosophique (mais d'une philosophie circonspecte & clairvoyante) de BERNSTORFF & du PRINCE HENRY a puissamment influé.

Ils n'ont pas dédaigné les conseils de la sagesse & les ont préférés à ceux de la présomption; ils ont entrevu de bonne heure que les hommes devenoient châtouilleux sur toute espèce d'abus de l'autorité, & impatiens de secouer tout joug qui tendoit à les dégrader, bien plus encore si l'on en laissoit subsister qui les avilit; ils se sont appliqués à prévenir les factions & les troubles au lieu d'avoir à les punir; c'est en éclairant, en réformant, en n'opposant pas des barrières inutiles à l'introduction des principes

libéraux, en n'écartant aucune plainte, en ne paroissant craindre aucun de leurs sujets, en imposant une noble simplicité aux classes les plus élevées, en évitant de charger leurs Etats de taxes nouvelles, en portant sur toutes les branches de l'administration un regard économique & sévère, en ne participant point ou en se retirant à tems d'un conflit désastreux ; c'est ainsi qu'ils ont déraciné les principes séditieux, qu'ils ont rendu leur Gouvernement paternel.

C'est ainsi que de tels hommes d'Etat conservent les Couronnes & les Souverains ; qu'ils maintiendront des Monarchies absolues *de droit*, mais douces & modérées *de fait*, en parfait accord avec la République Française, qu'ils n'inspireront à leurs sujets aucun désir de changer de gouvernement, & qu'ils ne présenteront à la France aucun intérêt pour travailler à ce changement.

Est-ce en comprimant la poudre qu'on se met à l'abri de son explosion ? N'est-ce pas plutôt en la détrempant qu'on lui fait perdre sa force expansive ? Et la Révolution n'a-t-elle pas jetté du salpêtre en plus ou moins grande quantité dans chacune des têtes qui pensent & qui ne gouvernent pas ?

Triste & étroite seroit aujourd'hui la politique de ceux qui ne verroient le salut de leur Gouvernement que dans les moyens répressifs sans en joindre de plus doux ; l'expérience a néanmoins appris qu'en pareil cas

*Uno avulso non deficit alter.*

Ces moyens sont bons à employer sans doute dans les premières agitations d'un mouvement nouveau & général ; mais ils deviendroient insuffisants dangereux & impossibles à continuer lorsque ce mouvement a brisé les obstacles qu'on lui avoit opposé, lorsqu'il se régularise au dedans & qu'il sou tient au dehors les élémens d'un orage dont une flexibilité sage compatible avec des mesures vigilantes doit nécessairement mettre mieux à l'abri qu'une roideur intempestive qui ne seroit qu'accroître sa violence & multiplier ses ravages.

" C'est bien dit, vas, tu fais tout ce qu'il faut savoir ;  
 " Que de biens, que d'*bonneurs* sur toi s'en vont pleuvoir !  
 " Exerce-toi, mon fils, dans ces hautes sciences ;  
 " Prends, au lieu d'un Platon, le *Guidon des finances*.  
 " Quiconque est riche est tout ; sans sagesse il est sage,  
 " Il a sans rien savoir la science en partage ;  
 " Il est aimé des GRANDS, il est *chéri* des BELLES ;  
 " *Jamais* SURINTENDANT ne trouva de *Cruelles*. "

C'étoit, n'en doutons pas, à un des devanciers de *Sir Francis D'IVERNOIS* que Despréaux adressoit ces vers dès le siècle dernier, à un de ces hommes qui se reproduisent de nos jours, qui joignent des goûts très-*galans* à la passion des *calculs*, & qui font par fois servir le fruit de ces derniers à réparer les brèches que les autres en certaines entreprises trop *téméraires* occasionnent dans leurs *Finances*.

Sir F. D' *Ivernois* avoit débuté en 1795 par un traité sur les *assignats* qui étoit très-judicieux, écrit sans trop de prétention ni d'injures, & qui survivra à ses autres ouvrages.

Ses prédictions sur le discrédit & la chute de ce papier-monnoie & de celui qui vint après, (les *mandats*) se vérifièrent ; il avoit eu raison, avoit éclairé le public : on lui devoit & on lui *témoigna* de la reconnoissance ; c'étoit une affaire toisée & bien toisée pour lui.

Mais dès-lors, soit qu'il eût pris goût à ce genre de travail, soit qu'il montât son imagination assez ardente, il voulut s'ingérer à prédire toutes les ressources de la République Française, s'enfonça dans les calculs tirés du fatras des papiers publics & de morceaux détachés de certains discours rapports ou messages, la plupart pièces<sup>d</sup> de circonstances exagérées ou réduites selon les vues politiques & fiscales d'un Gouvernement qui allant d'expédiens en expédiens se servoit de tous les moyens fascinatifs ou dépressifs d'après le baromètre du moment, comme aussi selon la capacité de gens lesquels pour la plupart parloient des *finances* sans les bien entendre & sans les documens suffisans.



Ces calculs, qui eussent été très-innocens si le Chev. *D'Ivernois* en avoit fait un simple amusement de cabinet (comme l'est un médailler pour un antiquaire), dans des momens de délassement, devinrent très-fâcheux par les conséquences qu'il a prétendu en tirer relativement à la guerre & à la durée de la République. Il a vu que ces conséquences flatteuses étoient bien accueillies précisément parce qu'elles étoient telles, & qu'une partie du public avoit la bonhomie de recevoir des impressions qu'on jugeoit émaner de très-haut.

Ce jeu poussé trop loin a eu le sort de tout ce qui est outré; la République s'est maintenue; elle n'a jamais été cernée ni entamée; elle a fait face de tous côtés sans révolte de ses armées, sans s'écrouler sous cette masse énorme de maux divisés par chapitres dans les ouvrages de Sir *F. D'Ivernois*; ce sont au contraire ses calculs qui ont été culbutés, en ce qui étoit vraiment essentiel aux lecteurs Anglais, & qui devoient l'être, leurs bases étant fausses ou reposant sur des suppositions plus fragiles encore que la fausseté.

Il est impossible de connoître Sir *F. D'Ivernois* sans faire cas de ses talens littéraires, & sans rendre justice à ses excellentes qualités, à son amabilité & à l'agrément de sa société. Quant à son système, entre les deux parallèles duquel il reste fixé comme un coursier ombrageux entre deux larges œillères, & auquel il rapporte tout par cet art heureux de *facio te bene venire*, il m'a toujours paru adulateur & spé-cieux, mais très-erronné au fond & tendant à nuire essentiellement aux intérêts réels, à la prospérité permanente & à la considération extérieure du Pays même. Il croit être l'*Avocat*. Je ne le lui ai jamais caché, sans avoir eu le courage de prendre la plume pour le réfuter; ce qui n'eût servi qu'à établir une querelle trop fastidieuse & trop inutile dans un tems où l'art des déceptions avoit la grande vogue.

Mais puisqu'un objet important m'achemine à écrire & se trouve avoir quelque rapport distant avec les ouvrages

du Chev. D'Ivernois, je n'ai aucune raison & ne dois pas même me permettre de taire ce que je lui ai dit cent fois à lui-même depuis que nous avons oublié l'un & l'autre d'anciens dissentimens, qu'il est revenu de sa grande *Démocratie* & que mon *Aristocratie* mieux éclairée est devenue assez traitable pour n'être plus la dupe des mots.

Les FAITS servent aujourd'hui de réponse plus positive & plus convaincante que les *argumens* : qu'on lise à la fois ce qu'écrivait au commencement de 1797 Sir Francis D'Ivernois & ce que publioit en même tems M. Erskine, qui joint aux talens d'un Avocat habile & d'un Orateur éloquent ceux d'un Ecrivain judicieux. Qu'on compare l'un & l'autre extraits à l'état des affaires trois ans après, & ce rapprochement fera le meilleur baromètre pour déterminer le poids & la sagacité (relativement à l'objet en question) de chacun des deux hommes qui ont développé d'avance leurs idées sur les effets & le résultat de la guerre.

Sir FRANCIS D'IVERNOS.

*Hist. de l'Adm. des Finances de la Rép. Fran. pendant l'année 1796, pages 229, 230, 234; publié en Janvier 1797.*

L'Hon. T. ERSKINE.

*Vue des Causes & Conséquences de la Guerre actuelle avec la France, pages 53, 54; publié en Janvier 1797.*

Les Français vont . . . sans doute ils vont & iront encore quelque tems au milieu du dénuement qui les presse de toutes parts. Lorsque j'ai annoncé pour cette année la catastrophe des finances Françaises, j'entendois celle du papier-monnaie, &c. j'entendois enfin que l'impossibilité de soudoyer & d'approvisionner des Armées si nombreuses, amèneroit bientôt l'impossibilité de les recruter, & que leurs Chefs seroient réduits

Dans les premières époques de la révolution, le Peuple Français, ainsi que la Nation Anglaise, dans le siècle dernier, n'avoit pas un intérêt au nouveau Gouvernement plus solide ni plus permanent que les théories qui lui avoient donné naissance. La République Française par conséquent pareille à la Commune Anglaise, n'avoit qu'un fondement précaire & douteux : mais sur quoi repose-t-elle aujourd'hui en conséquence d'une

à les *licencier* \* par degrés & à conniver eux-mêmes à l'*abandon* graduel des conquêtes qu'elles défendent encore. Je demande maintenant si le Directoire Français n'approche pas chaque jour de cet état de crise, & si l'épuisement constaté de toutes ses anciennes ressources n'est pas un symptôme précurseur de sa *chûte prochaine* ? †

La restitution de tous les vols (c'est-à-dire *confiscations*) est *inévitabile* ; mais ce qui me paroît *également prochain*, c'est l'époque où le peuple qu'on croit terrifié sortira de sa stupeur pour *détrôner* les régicides qui osent lui dire que c'est par la guerre qu'il faut conquérir la paix. . . . . Par la guerre ! hommes de sang ! voyez ce qu'elle a déjà coûté à vos esclaves ! contemplez votre ouvrage ! mais sur toutes choses voyez-les se réveiller par degrés de leur REVE de République triomphante & de conquêtes *indivisibles*. Le roman sanglant de votre ambition touche à son terme ; vos armées *rétrogradent*

guerre impolitique ? Sur le roc. Elle n'existe plus par la force, mais par la *volonté générale* ; elle ne dépend plus de l'opinion, mais elle s'appuie sur l'*intérêt*, non-seulement sur cet intérêt général qui après un état de grande agitation dispose naturellement une nation au repos, mais sur l'*intérêt individuel* & particulier qui a pénétré universellement partout. L'existence de toutes les classes du peuple dépend maintenant entièrement de la permanence & du pouvoir de l'état actuel. Il n'y a presque point de propriétés en Francs réelles ou personnelles qui dans les mains de ses possesseurs actuels repose sur une autre base, &c. Et cette base est la République une & *indivisible*.

---

\* Jamais, au contraire, le recrutement des Armées n'a été plus actif que depuis cette époque, où suivant l'auteur elles alloient être *licenciées*.

† Ce mot *prochain* est toujours commode au Chev. D'Ivernois ; car il l'emploie d'année en année relativement à cette *chûte* sans rien spécifier de plus précis, & néanmoins la seule *chûte* du Directoire est sa transmutation en un *Consulat* plus puissant en *moyens* & en *opinion*.



enfin dans leurs foyers † ; vos soldats vont porter leurs regards consternés sur ce royaume jadis si florissant, &c. sur cette malheureuse patrie, dont la puissance réelle est anéantie.

Le Chevalier *D'Ivernois* veut toujours voir les propriétés en France comme sur l'ancien pied sans autre différence que celle du nom des propriétaires ; & il se refuse toujours à admettre l'existence de cette masse énorme de petits propriétaires *nouveaux* qui doivent leurs possessions uniquement à la Révolution & à la République, qui ont changé & changeront bien plus encore après la paix l'aspect de la France par une division de propriétés analogue à celle qui subsiste en Amérique, dont *Franklin* dans ses *Essais* démontre les grands avantages, & qui constituent cette universalité d'intérêt dont *M. Erskine* prévoyoit si bien l'influence.

Sir *F. D'Ivernois* a déterminé dans sa chambre le nombre de ces propriétaires de manière à le faire correspondre à d'autres calculs, & à former du tout un ensemble ingénieux & probant : cet ensemble étant publié, il faut le soutenir ; aussi le Chev. *D'Ivernois* qui, dans tous ses écrits, s'est appuyé de préférence quand il l'a pu pour aller à son but de l'autorité de *M. Lecouteux*, l'un des hommes les plus versés dans les objets d'administration & de finances, refusa-t-il absolument de la reconnoître & prétendit-il qu'elle étoit erronée lorsque, conversant de l'objet ci-dessus très-récemment avec lui, je me rappelai avoir ouï dire à *M. Lecouteux* lui-même il y a environ un an, (non dans une de ces assemblées

---

† Elles ont pris le chemin de l'Ecole pour y rentrer ; car elles ont passé dès-lors par *Gratz* en Styrie, *Rome*, *Naples*, *Malte*, & le *Grand Caire* où elles sont encore. Et quant à l'*Italie* dont elles sont à peine sorties trois ans après la prédiction, qui répondroit qu'elles ne vont pas y pénétrer de nouveau si le Républicanisme étouffé par la force mais non éteint, n'y repaît de ses cendres & par lui-même ?

publiques où les exagérations sont souvent nécessaires, mais dans une société de cinq ou six personnes qui cherchoient à s'instruire & ne dispuoient point,) que le nombre des propriétaires qui directement ou indirectement tenoient leurs titres primordiaux de la Révolution & avoient tout à risquer si la République ne se maintenoit pas, montoit (la Belgique sans doute comprise) à *quatorze cent mille*.

Je ne rapporte point ce fait comme garantissant ce nombre, quoique, d'après la personne qui me l'a mentionné, je le regarde comme très-approximatif ; & je n'y ai pas mis une grande importance, puisque depuis près de 10 mois & ayant vu très-souvent dès-lors Sir *F. D'Ivernois*, il ne m'étoit pas venu dans l'esprit de lui en parler ; mais je le cite parce qu'il sert à montrer jusqu'à quel point un Auteur qui s'est une fois constitué depuis *St. James's Place* Juge souverain des finances, de l'agriculture, du commerce, de la population, des domaines nationaux, du numéraire & de tous les intérêts qui existent en France, ainsi que du rapport exact de ces objets entr'eux, & qui a rendu dans cette affaire compliquée son arrêt, est difficile à ramener & devient sourd à la voix même des *Cujas* & des *Barthôles* dont il affecte de citer l'autorité avec le plus grand respect dans ses écrits.

Tels étoient, il y a quelques années, les économistes sous *M. Turgot*, leur chef. Ils prétendoient en ayant toujours vécu à Paris & en passant la matinée en robe de chambre & en pantouffles dans leur cabinet, sans en sortir que pour aller manger un bon dîner chez *Mde. d'Anville* ou *Mde. Helvétius*, connoître à fond tous les produits de la terre, les meilleurs plans pour sa culture, les moyens certains d'avoir de beaux grains & en abondance, la diversité du sol & de la main-d'œuvre en diverses provinces, &c. objets pour la connoissance desquels la première condition eût été de parcourir à pied les campagnes, d'entendre la langue du paysan, & de savoir au moins comment manier une charrue, ce dont ces Messieurs ne s'embarassoient pas.

Les

Les ouvrages de Sir Francis *D'Ivernois* fourmillent de preuves évidentes du même défaut. A quoi bon s'y appesantir ici ? Mais il peut n'être pas inutile de relever au moins une des contradictions dans lesquelles il a été inévitablement entraîné, en voulant incruster un édifice nouveau & irrégulier dans celui qu'il construisoit d'après les règles d'une architecture régulière & bien *ordonnée*.

Après avoir enflé la masse des contributions qui s'imposent, & réduit leur produit, il affirme en même tems *d'un côté* que les contributions ne peuvent se lever, que le trésor public n'en reçoit pas le dixième ou telle partie aliquote, qu'il varie chaque année pour n'être pas trop uniforme, & que par conséquent le Gouvernement, ou l'Etat ou la République (car il est difficile de savoir lequel des trois périroit alors) va *périr* de détresse.

Et *d'un autre côté* il soutient que tout propriétaire est tellement écrasé par les impôts qu'il lui est impossible d'y suffire, & qu'incessamment à force d'avoir payé il ne lui restera rien.

Je me suis permis de faire à Sir F. *D'Ivernois* ce dilemme trop simple sans doute aux yeux d'un financier, mais qui paroîtra suffisant à tout homme ordinaire & doué de bon sens.

Ou le propriétaire quelconque paye ses taxes telles qu'elles sont évaluées dans vos calculs, ou il ne les paye pas.

S'il *les paye*, pourquoi criez-vous que le Trésor public ne reçoit rien, car 6 à 700 millions sont quelque chose ?

S'il *ne les paye pas*, ou s'il les paye très-réduites, ne criez pas qu'on le vexé & qu'on l'écrase, puisque des taxes qui ne se perçoivent pas ressemblent beaucoup à des taxes qu'on n'a pas imposé, relativement sur-tout à l'individu sur lequel elles portoient.

Et c'est précisément là ce qui arrive, mais ce qu'on n'aperçoit pas quand on fait un livre sur les bases *extérieures* &



*apparentes* de la théorie, & non sur les bases *réelles* de la pratique.

Ainsi en France, sous le régime qui a eu lieu ces dernières années, les contributions & taxes s'imposoient en masse; mais leur répartition & leur recette dans chaque département étoient soumises à certaines autorités plus ou moins arbitraires, ou qui agissoient d'après les ordres du Gouvernement suivant des vues politiques intérieures qui ont sans cesse varié.

Mais en général tout propriétaire, artisan, paysan, & autres connus pour Républicains, & étant plutôt au-dessous qu'au-dessus de l'aisance, ont été écoutés dans leurs réclamations & n'ont jamais payé à beaucoup près ce à quoi ils étoient imposés.

J'ai eu la preuve certaine qu'à Paris même l'année dernière la contribution personnelle pour laquelle 8 individus sur 10 étoient en réclamation, a été réduite au tiers tout au plus de la somme portée nominale dans les états.

Ce ne seroit donc qu'en rassemblant toutes les notions de détail sur ces réductions, sur les classes de *personnes* & de *choses* qui en ont été l'objet, qu'on pourroit discerner jusqu'à quel point le particulier a été écrasé ou soulagé, jusqu'à quel point le trésor public a été rempli ou frustré de ce que la loi lui assignoit; & c'est un travail pour lequel il est impossible que Sir F. *D'Ivernois* ait les données nécessaires.

Mais toujours restera-t-il évident qu'en cumulant comme il le fait le *déficit* dans les rentrées avec la *surcharge* dans les impôts, il commet une erreur & une contradiction sensibles, & se rend coupable au premier chef d'un *double emploi*; délit qui de la part d'un financier consommé mérite une peine très-grave.

Elle lui seroit bientôt infligée s'il se rendoit, n'imitant plus les économistes, auprès de cette armée de petits propriétaires nouveaux que la Révolution a créé, s'il prétendoit leur prouver qu'ils sont plus malheureux sous le

nouveau régime que sous l'ancien, où la-plupart étoient des *journaliers, valets, malotrus, ou goujats*, sans un pouce de terrain qui leur appartint ; s'il prétendoit leur prouver qu'ils sont dans la misère lorsqu'ils ont toutes les denrées nécessaires, grains, légumes, fruits, laitage, & viande en abondance, & presque à trop bas prix ; s'il prétendoit leur démontrer que leurs terres sont plus mal cultivées depuis qu'ils les cultivent pour leur compte & non pour celui des Moines, depuis que 80 jours ouvrables au moins ont été ajoutés à ceux pendant lesquels il étoit permis de travailler à la culture des champs.

Malgré les maux que ces propriétaires nouveaux ont à souffrir pendant la guerre par un accroissement de taxes & par la conscription, leur état actuel est trop avantageux, trop brillant même relativement au précédent pour qu'ils écoulassent de sang-froid les preuves de Sir F. D'Ivernois & les exhortations qui devroient nécessairement les accompagner ; & s'ils n'expulsoient pas violemment le Prédicateur, tout au moins l'exposeroient-ils à *prêcher absolument dans le désert.*

Les propriétaires d'une classe plus relevée qui connoissent les ouvrages de Sir F. D'Ivernois & les *angles de ses pensées* dont il n'est jamais distrait que passagèrement par quelque *Dulcinée* nouvelle, lisent à peine aujourd'hui ses nouveaux calculs & ses prédictions & s'amusent en souriant à contester l'indépendance du Prophète.

Cette même objection émousse tous les traits que croient lancer ceux qui périodiquement ou annuellement attaquent (souvent avec raison dans le fond) les gouvernans & le parti républicain en France ; & on compare leurs épithètes & leurs injures aux bouffées de fumée qu'exhalent ces gros Hollandais rassemblés & gravement assis la pipe à la bouche dans les cabarets ; elles saisissent d'abord le nez du voyageur étranger qui les reçoit, mais provenant toujours du même tabac, il s'y accoutume & ne s'en aperçoit plus quelques minutes après.

N<sup>o</sup> 3.

L I S T E

DES PRINCIPAUX ACTES ET DES PIÈCES  
OFFICIELLES

DE LA COUR DE PÉTERSBOURG,

RELATIFS A LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Dès Mai 1799, à Novembre 1799.

1. MANIFESTE de mécontentement contre la *Hollande* de l'alliance de celle-ci avec la France, & déclaration de guerre en conséquence.

2. Déclaration sévère pour astreindre les *Suisses* dans ses états à ne pas reconnoître le Gouvernement établi en Suisse en 1798, & à prêter un serment qui étoit une espèce d'anathème contre les principes admis en France.

3. Traité d'Alliance avec la *Porte Ottomane* pour travailler ensemble à réprimer les usurpations de ceux qui ont le pouvoir en France, & à rétablir la balance de l'Europe.

4. Traité avec *l'Angleterre* pour fournir 45,000 hommes qui seront à la disposition du Roi de Prusse pour agir contre la France, dans le but de faire rentrer celle-ci dans ses anciennes limites, rétablir la balance de l'Europe & arrêter la propagation des principes d'anarchie.

5. Arrangement avec la Cour de *Vienne* pour lui fournir une armée auxiliaire d'environ 45,000 hommes pour faire la guerre à la France en Italie.

6. Convention avec *l'Angleterre* pour lui fournir 18,000 hommes à employer contre la Hollande, pour lui faire



secouer le joug Français, & rétablir l'ancien Gouvernement des Sept Provinces Unies.

7. Assomption, quoique de la Religion Grecque, du titre & des droits de *Grand Maître* de l'Ordre Catholique de *Malte* sans élection quelconque selon les formes de l'Ordre, dont S. M. I. s'est ensuite procuré des adhésions partielles.

8. Déclaration de ses intentions de reprendre *Malte* sur les Usurpateurs Français en conjonction avec son nouvel Allié le Grand Turc.

9. Menaces à la ville d'*Hambourg* d'arrêter son commerce avec la Russie, & de séquestrer ses vaisseaux marchands, à cause des rapports qu'elle avoit avec la République Française & des Sociétés *séditieuses* (suivant S. M. I.) qui étoient tolérées à Hambourg.

10. Déclaration à la *Diette de Ratisbonne* de ses intentions d'intervenir comme garant de la Constitution Germanique, lui faisant sentir les dangers d'une Paix qui étoit alors en négociation avec la France.

11. Négociations & dépêches à la Cour de *Berlin* pour la faire désister de sa neutralité.

12. Rappel de son Ministre à *Berlin*, parce que ce Souverain neutre n'a pas voulu se joindre à la Coalition.

13. Idem de la Cour de *Saxe*, par la même raison.

14. Apostille & changement au premier traité avec l'*Angleterre* d'après le refus obstiné de la Prusse, pour mettre à la disposition de la première les 45,000 hommes qui devoient être à celle de la seconde, & les faire agir sur un autre point.

15. Décret contre S. M. le Roi de *Dannemarck* & ses sujets, pour leur interdire le commerce en Russie, parce qu'on souffre en *Dannemarck* des sociétés & des écrits dans les principes des Révolutionnaires Français.

16. Déclaration de Guerre à l'*Espagne* qui, malgré les sollicitations de S. M. I. n'a pas rompu toute alliance avec les *impies* qui gouvernent la France, & que S. M. I. a pris

la résolution de *détruire*. Cette déclaration de guerre est motivée sur ce que, *après* que S. M. le Czar avoit ordonné au Ministre d'Espagne à Pétersbourg de quitter la Russie, le Roi d'Espagne a donné le même ordre au Ministre de Russie à Madrid.

17. Investiture de l'Ordre de Malthe & même de *Commanderies* à des Russes de Religion Grecque, ainsi qu'à des Anglais, *Protestants & mariés*.

18. Menaces à la ville d'*Hambourg* de confisquer toutes les propriétés & navires de ses marchands, en Russie si cette ville neutre ne livroit à une Puissance belligérante Alliée de la Russie cinq particuliers sujets par naissance de cette Puissance, arrêtés par son Ministre à Hambourg & réclamés par la France comme naturalisés & brevetés à son service.

19. Expédition navale en jonction avec les Turcs contre *Corfou, Ancône, Malthe, &c.*

20. Patente par laquelle S. M. I. confère au Général *Suwarrow* le titre de Prince ITALISKOW, en reconnaissance de ses services militaires, & de la *restauration* qu'il a opérée des Gouvernemens légitimes en Italie.

N. B. Il n'y en avoit aucuns de restaurés alors, sauf l'Empereur dans une partie du Milanais. Depuis ce surnom accordé à *Suwarrow*, outre la nomenclature du titre des Ordres dont il est chamarré, sa désignation indispensable est, *Son Excellence le Field-Maréchal Général Prince Alexander Wasiljewitsch Italiskoi Comte Suwarrow Rimniskoi*, (v. le compte officiel rendu par le Lieut. Gen. *Rimskoi Korsakow*, à la Cour de Pétersbourg, daté de Schaffousen le 1<sup>er</sup> Octobre.)

21. Autre Patente par laquelle l'Empereur ordonne qu'on prie pour *Suwarrow* dans les églises immédiatement après la Famille Impériale.

22. Nouvel *Ukase* du Czar en date du 19 Novembre dernier, par lequel il confère à *Suwarrow* le grade & le titre de *Généralissime* de toutes les Troupes Impériales Russes, en considération d'une victoire remportée par lui en Suisse sur

*l'Ennemi de la Religion* ; victoire dont on n'a entendu parler nulle part sinon dans un extrait de lettre de ce Généralissime que rapporte la Gazette de Pétersbourg, & qui a été assez signalée pour le forcer à une retraite désastreuse & dont il peint lui-même toutes les horreurs.—L'Empereur ajoute qu'il le récompense aussi pour avoir *conquis la nature*, & estime qu'il est le premier Général du *siècle présent* & des *siècles passés*.—Si Le Courbe seroit en Russie, comment pourroit-on l'élever assez haut, puisqu'il a conquis cette même nature deux à trois fois dans le courant d'un été, trouvant par-tout un ennemi supérieur ; tandis qu'avec 18,000 hommes au moins, Suwarrow, contre lequel, vu les localités, on ne pouvoit opposer sur le même point de gros corps de troupes, a eu la plus grande peine à effectuer sa retraite, & à venir tomber à Feldkirch sur ses compatriotes au lieu de tomber victorieusement à Lentzbourg sur Massena comme il osoit s'en flatter ?

23. Envoi de l'Armée de Condé qui est à sa solde sur les frontières de Suisse pour se joindre à l'Armée Russe destinée à pénétrer en France.

24. Déclaration du 15 Septembre dernier à la Diette de Ratisbonne pour l'informer qu'il a pris la résolution de rétablir la Royauté en France, de renverser de *fond en comble* le Gouvernement monstrueux & impie qui y existe ; qu'il fait marcher ses troupes par terre & par mer dans ce but. Il invite la Diette de l'aider de tous ses moyens pour une entreprise si utile à l'Allemagne ; sinon, il menace de rappeler toutes ses forces.

25. Envoi de 36 épées en Angleterre pour récompenser les 36 Officiers Russes qui se sont le plus distingués à la conquête de la Hollande (cet envoi est arrivé en même tems que sont revenus de cette expédition les Officiers qui n'y ont pas été tués ou pris).



26. Acte Royal par lequel S. M. I. pourvoit aux secours & pensions qu'elle fixe en faveur des veuves & enfans de ceux de ses braves soldats qui seront tués dans cette guerre honorable en travaillant à *l'entière destruction des Ennemis de tous les Autels & de tous les Trônes.*

27. Ukase transmis au Sénat de Hambourg le 12 Novembre, par lequel S. M. I. satisfaite de ce que ce Sénat, d'après les ordres de *haute Police* qu'elle lui a fait passer, a livré les Etrangers saisis dans leur ville \*, & a renvoyé des Français qui déplaisoient à la Russie, consent à *oublier le passé*, & veut bien s'abstenir de séquestrer les navires & les propriétés des Hambourgeois.

Parmi les Actes multipliés de l'Empereur PAUL I, on est surpris de ne point trouver celui qui paroïssoit devoir leur avoir servi de base ; savoir, une déclaration de guerre contre les factieux qui exercent en France l'autorité ; une manifestation des motifs qui arment contr'eux S. M. I. & du but qui l'anime. Mais cette pièce fondamentale manque absolument & n'existe pas.

[ N. B. En se bornant à cette nomenclature, il est impossible de ne pas faire deux ou trois observations fugitives sur la Déclaration à la Diette de Ratisbonne, N° 24.]

On y parle de *dévastations portées dans les Pays les plus lointains par un Gouvernement IMPIE.*

L'on oublie les déprédations que commettent cette année dans les pays les plus lointains les soldats de S. M. Impériale.

On y dit que la France *gémît & se tait* ; on pourroit plutôt dire, *& se bat*, car assurément les discours n'y

---

\* Il y a sur cette affaire des détails antérieurs très-curieux, & dont il convient de laisser au tems la révélation.

n'y ont pas tari cette année dans les conseils ni dans les clubs ; & d'ailleurs seroit-ce à la Russie à faire un reproche du silence ?

L'Empereur annonce qu'il trouve son *salair*e dans le bonheur de l'*Europe*. Mais 5 à 600,000. sterl. au moins qu'il reçoit de l'Angleterre, la paye que l'Autriche fournit à ses troupes, sommes dont une bonne part reste, à n'en pas douter, à Pétersbourg, puisque les soldats Russes ne recevoient en Suisse que deux creutzers (un sol & demi Anglais) par jour, ces salaires ne font-ils pas quelque chose ? & quand on n'offre pas un soldat sans des conditions à-peu-près pareilles, est-on fondé à parler du bonheur de l'Europe comme de son *seul salair*e ?

S. M. I. ne veut *remettre l'épée dans le fourreau* qu'après avoir vu tomber le *monstre* qui menaçoit d'écraser les autorités légitimes.

Cette résolution seroit très-belle si elle n'étoit pas démentie par la suite même de cette pièce, où le Czar déclare qu'il *retirera ses troupes* si on ne s'arme en masse & si l'on ne paie ses soldats.

Mais ce *monstre* est reconnu lui-même autorité légitime par la Prusse, l'Espagne & d'autres têtes couronnées, Juges aussi compétens que S. M. I. & qui ne le regardent plus comme tel.

Enfin, le Czar annonce qu'il veut *anéantir l'Ennemi* commun, & établir *sur ses ruines* un repos stable pour eux (les Allemands) & la *postérité*.

Pour *anéantir* la volonté ne suffit pas seule ; il faut de plus le pouvoir ; & quand on n'a pas celui-ci, est-il prudent d'annoncer l'autre ?

L'établissement d'un *repos* (c'est-à-dire d'un état de l'ame des vivants & de leur postérité qui n'existe pas) sur des *ruines* (c'est-à-dire les débris d'un édifice) présente une idée si neuve & si métaphysique qu'on a peine à y atteindre sous un climat moins élastique sans doute que celui de Pétersbourg ;

“ Ce sont de ces grands mots que je ne puis comprendre ;

“ De grace laissez-moi retourner chez Clitandre.”

Le fond & le style de cette pièce dont nous ne pousserons pas plus loin l'analyse, décèlent d'un bout à l'autre la composition d'un Français émigré depuis Juillet ou Septembre 1789, qui se cramponne sur ses talons rouges en Russie, qui ne voit depuis sa sortie de France que *Rebellion, Faction, Massacres, & Monstres*, dont il fait dans sa sainte colère une capilotade amphigourique.

Encore un dernier mot sur l'exaltation de la Russie relativement à la France.

Il doit paroître étrange que ce soit un Gouvernement dont l'existence politique en Europe ne date pas au-delà du commencement de ce siècle, qui s'oppose le plus impétueusement à laisser prendre vers la fin celui-ci aucune place dans le Droit public Européen à un Etat dont l'organisation nouvelle présente des moyens bien plus imposans que ceux par lesquels débuta le Czar Pierre le Grand, dont on connoît les talens & le génie, mais dont l'on connoît aussi l'extrême dureté & les crimes. En ont-ils jamais été entièrement exempts les fondateurs des grands Etats, soit par disposition naturelle, soit par nécessité politique ? mais dès-lors leurs successeurs qui en profitent ne sont pas en droit de reprocher les mêmes excès passagers à d'autres Fondateurs de Gouvernemens Royaux ou Républicains.



N<sup>o</sup> 4.

ON croit devoir rapporter ici quelques morceaux tirés soit d'un écrit récent assez ingénieux, soit de l'Histoire de la *Guerre d'Amérique* par *Stedman*, & de pièces officielles pendant cette guerre, qui prouvent, 1<sup>o</sup>, combien celle-ci a eu d'analogie avec la guerre actuelle ; 2<sup>o</sup>, quelles erreurs capitales on commet lorsqu'on connoît mal ses ennemis & ses amis.

I. *De la Réputation des Troupes Russes.*

## Extrait d'un Écrit récent.

“ Au dire des militaires qui ont le plus voyagé, rien n'étoit au-dessus de  
 “ l'Infanterie Russe, & j'ai entendu des Généraux étrangers qui croyoient faire  
 “ un assez grand éloge des troupes Françaises en disant que dans cette guerre  
 “ elles s'étoient perfectionnées au point qu'on pouvoit les comparer aux troupes  
 “ Russes. D'où est venu à celles-ci une réputation aussi imposante ? Ce ne  
 “ peut être d'après leurs exploits passés ; car n'ayant guères vaincu que des Turcs,  
 “ des Persans, ou des Polonais, on doit convenir qu'elles ne sauroient tirer  
 “ un grand lustre de leurs victoires sur des ennemis sans discipline, sans artil-  
 “ lerie & privés de toutes les ressources de la tactique moderne. Il est très-vrai  
 “ de dire, que la plupart des Généraux & Officiers Russes ayant de l'instruc-  
 “ tion, & leur soldat portant jusqu'au plus haut degré le courage & l'obéissance  
 “ passive, il y auroit là des élémens pour composer de très-bonnes armées.  
 “ Mais dans le cours de la présente guerre, qui a détruit tant de réputations &  
 “ tant de vieux préjugés, on a reconnu que de vieux Généraux qui n'avoient que  
 “ des connoissances & de l'instruction n'étoient pas en état de lutter contre de  
 “ jeunes Généraux qui ont de plus de l'audace & du bonheur ; que les officiers  
 “ & soldats qui n'ont que l'habitude d'obéir étoient à la longue vaincus par ceux  
 “ qui y joignoient de l'activité, de l'intelligence, & de la légèreté. D'ailleurs,  
 “ le système de la guerre n'est plus le même qu'autrefois ; il exige moins de  
 “ science peut-être, mais plus de présence d'esprit, plus d'activité, de jugement ;  
 “ il semble avoir été en quelque sorte approprié au génie de la Nation Française.  
 “ Les admirables manœuvres de son infanterie légère, l'audace & la précision de  
 “ son artillerie à cheval, l'intelligence qui dirige chaque soldat au moment de  
 “ l'action ; voilà ce qui distingue les armes Françaises à égalité de courage  
 “ avec les autres de l'Europe.”

2. *Histoire de la Guerre d'Amérique par Stedman.*

Chap. viii. p. 225, 240, 241, 242. Ed. in-4to.

“ Dans l'hiver de 1776 à 1777, on cantonna les troupes étrangères sur la  
 “ frontière des Jerseys, & par conséquent le plus près de l'ennemi ; les troupes  
 “ *Hessoises* qui n'entendoient point la langue du pays ne pouvoient nous trans-  
 “ mettre aucun avis utile, & bien loin de se concilier l'affection des habitans,  
 “ se rendirent extrêmement odieuses en les pillant & en leur enlevant les choses  
 “ les plus nécessaires à la vie sans compensation. Quoique l'Armée *Anglaise*  
 “ fût supérieure d'un nombre sextuple à l'Armée *Américaine*, celle-ci se main-  
 “ tint 6 mois à 25 milles du quartier-général de la première sans être le moins  
 “ du monde inquiétée & sans qu'on crût même devoir tirer vengeance des in-  
 “ sultes qu'elle faisoit chaque jour à l'Armée Britannique ; *Washington* sur-  
 “ prenoit sans cesse les avant-postes ; ferme & intrépide au milieu des besoins,  
 “ de la rigueur de la saison, de difficultés & de dangers de toute sorte, n'ayant  
 “ que 4000 hommes inexpérimentés & à peine disciplinés à opposer à 24,000  
 “ Anglais sous les ordres de Sir William Howe.

“ Toujours victorieux dans ses attaques partielles, *Washington* rendit une  
 “ Proclamation d'amnistie pour tous ceux qui avoient prêté le serment d'allé-  
 “ geance demandé par les Commissaires Anglais. Son effet fut instantané ; les  
 “ habitans des Jerseys qui avoient conçu une haine violente contre l'Armée  
 “ *Anglaise* à cause de son pillage non réprimé, rétractèrent leur serment d'allé-  
 “ geance, & s'attachèrent à la cause *Américaine*.

“ Le Général *Howe* leur avoit promis dans ses Proclamations toute pro-  
 “ tection dans leurs personnes & leurs propriétés ; mais aussitôt que l'armée fut  
 “ entrée dans les Jerseys, la grande affaire (nous disons *affaire*, car c'étoit un  
 “ trafic complet) du pillage commença ; l'ami & l'ennemi eurent également  
 “ leur part de la main de la *Rapine* (N. B. Mère de *Rapinat*) : la propriété du  
 “ peuple prise sans payer ni sans donner de reçu ; l'Armée *Anglaise* fouragea  
 “ indistinctement, se procurant des fournitures considérables en foin, avoine,  
 “ blé de Turquie, bétiaux & chevaux, qu'on ne payoit jamais ou du moins  
 “ très-rarement ; & cependant les dépenses extraordinaires de l'Armée s'augmen-  
 “ toient alors de la manière la plus rapide & la plus alarmante !

“ Lorsque le peuple vit que la protection qui lui avoit été promise ne lui  
 “ étoit pas accordée, que ses propriétés étoient saisies & détruites, que dans  
 “ plusieurs villages les familles étoient insultées, dépouillées de leur lit,  
 “ même de leurs hardes, il se décida pour l'autre parti. Et l'on doit cette  
 “ justice aux *Américains*, de dire qu'ils ne prenoient jamais rien de leurs amis  
 “ sinon dans les cas de nécessité, & donnoient alors des reçus, vivant toujours  
 “ aussi long-tems qu'ils le pouvoient sur leurs ennemis & ne souffrant jamais  
 “ impunément que leurs troupes commissent aucun pillage chez leurs amis,  
 “ dont comme de raison les *Loyalistes* ne faisoient pas partie.”

Idem, Chap. xv, p. 308, 309, & 310.

“ Notre armée resta à *Philadelphie* tout l’hiver (de 1777 à 1778,) le passant en dissipation & négligeant toutes les occasions d’attaquer l’ennemi ; un manque de discipline & de subordination se fit appercevoir dans tous les grades. On ne témoigna aucune attention à se réconcilier les habitans de *Philadelphie* qui avoient déjà beaucoup souffert des horreurs de la guerre civile ; les soldats les insultoient & les pilloient, leurs maisons étoient occupées comme des casernes sans les indemniser en rien ; quelques-unes des premières familles étoient forcées de recevoir chez elles des officiers qui avoient l’indécence d’introduire leurs maîtresses dans ces maisons hospitalières ; ces procédés perçoient le cœur des habitans dont plusieurs étoient des *Quakers*.

“ A ces maux s’en joignoient d’autres plus sérieux encore pour l’armée ; les provisions de toute espèce montoient à un prix excessif ; le jeu le plus défordonné étoit permis, & même sanctionné, & plusieurs officiers en furent la victime au point d’être obligés de vendre leur commission & de retourner sans le sol en Europe : l’indolence & l’insubordination générale étoient les fruits de cette dissipation ; car si l’officier n’est pas vigilant, le soldat n’est jamais alerte.

“ Les habitans de *Philadelphie* d’après leurs mœurs & leurs opinions religieuses regardèrent cette conduite dissolue & néanmoins tolérée des troupes comme une marque de mépris à leur égard aussi bien que comme une offense contre la piété, & cela influença notablement leurs démarches vis-à-vis leurs compatriotes relativement aux Anglais ; ils en inférèrent aussi que le Commandant en chef n’étoit point fixe dans ses plans ni de conciliation ni de conquête, de telle sorte que ces opinions erronnées ou non favorisèrent beaucoup la cause du Congrès.”

On en appelle au témoignage des Militaires & Voyageurs revenus récemment des plaines du Piémont, de Zurich & de Schaffouse : ne lisent-ils pas dans les paragraphes ci-dessus, ce dont ils ont été eux-mêmes témoins ? & les excès des *Russes* n’ont-ils pas surpassé ceux des *Hessois* en Amérique en même tems que leur ignorance s’est montrée bien plus crasse ?



## 3. EXTRAIT

*D'un Manifeste du Général Washington, Commandant en Chef des Forces des Etats-Unis de l'Amérique, en réponse à la Proclamation du Général Bourgoyne.*

*Camp Continental, Middlebrook, 19 Juillet 1777.*

“ Les armées confédérées de l'Amérique agissent par les motifs les plus nobles & les desseins les plus purs. Leur objet commun est la *liberté*. Les mêmes principes dirigèrent les armées de *Rome* dans les jours de sa gloire, le même objet étoit la récompense de la valeur *Romaine*.

“ Quand ces idées sacrées sont profanées, quand le mélange abominable de force mercenaire, étrangère & sauvage, ose faire mention de l'amour pour notre patrie & des privilèges appartenants au genre humain, les hommes libres de l'Amérique protestent contre un tel abus de langage & une telle prostitution de sentiment, &c. &c.”

C'est ainsi que s'exprimoit, fier de la justice de sa cause, ce grand homme qu'on prétendoit humilier naguères & que l'Europe entière révère aujourd'hui.

Nous avons vu plus haut comment il agissoit.

Et si des Ecrivains dont les phrases étoient payées & dont le suffrage éphémère ne fut jamais capté par cet illustre Américain, ont été réduits bientôt au silence & ont fait succéder les hommages aux aboyemens, croit-on que ceux d'aujourd'hui, qui ne permettent pas à une République naissante comme celle dont *Washington* fut le créateur de se comparer jamais à *Rome*, soient beaucoup plus lents bientôt à s'abaisser devant des Chefs qui n'ont pas besoin de leur appui ?

## 4. RÉPONSE

*Du Général Gage à l'Adresse des Bostoniens.*

*Novembre 1775.*

“ Je déplore sincèrement, Messieurs, les malheurs qui ont été attirés sur cette contrée auparavant si heureuse par les desseins profonds & les ombres

“ manœuvres d'hommes ambitieux, dans le but de s'élever de l'obscurité dans laquelle ils vivoient au pouvoir & à des places lucratives ; & je ne peux pas réfléchir sans peine à l'insatiation de la multitude qui jouissoit d'une liberté parfaite, qui n'éprouvoit aucune oppression, mais qui trompée & trahie a couru aux armes pour détourner des maux qui existoient seulement en imagination, & au lieu de Liberté a érigé une tyrannie sur les ruines du Gouvernement le plus libre, le plus heureux & le plus doux.

“ Je vous remercie, Messieurs, de votre adresse ; & je pars de cette province dans la ferme espérance que le peuple reviendra de l'illusion dans laquelle on l'entraîne & reconnoitra avant qu'il soit trop tard que le Gouvernement qu'il desire aujourd'hui détruire est le gardien le plus sûr de sa vie, de ses propriétés & de sa liberté.”

Le rapport frappant entre cette pièce & le dernier Manifeste Russe à Ratisbonne n'échappera pas aux lecteurs ; & quelques-uns formant leurs jugemens par la règle des antécédens seront portés à croire que sous peu de tems le résultat des deux écrits se trouvera être le même.

---

## 5. EXTRAIT

*D'un Discours prononcé dans la Chambre des Communes, en Décembre 1776.*

“ S'imaginer-t-on que les Américains soient assez libres sous leur Gouvernement actuel pour en désirer la conservation ? Le contraire est exactement le fait : le Congrès ne gouverne pas l'Amérique, il la tyrannise ; la destruction est suspendue sur la tête de tout homme qui ose écrire ou exprimer un sentiment opposé à l'opinion du Congrès. Nous avons droit d'espérer de voir cette horrible tyrannie dissoute d'après la différence des troupes des deux côtés, de manière à mettre les Américains opprimés & tyrannisés en état d'avouer sans danger leurs opinions réelles & de retourner sans danger à leur devoir. Otez donc l'épée de la main de ceux qui les gouvernent, & ce pays rentrera dans l'obéissance aussi rapidement qu'il s'est révolté.”

---

## 6. EXTRAIT

*De la Proclamation rendue par les Commissaires Anglais en Amérique, en Juillet 1778.*

“ Ils jugeront si l'union avec la Grande Bretagne n'est pas préférable à l'alliance avec la Monarchie Française, qui par sa Constitution a toujours été &

“ doit toujours être l'ennemi de toute *liberté* dans les loix & dans la religion: par  
 “ ces expressions nous désirons conserver le respect qui est dû à la *personne* des  
 “ Princes sans être les dupes de leur politique, &c.”

C'est ainsi qu'on parloit sous la *Monarchie Française* de  
 cette *Constitution* & de cette *Religion* que l'Empereur de  
 Russie prétend aujourd'hui rétablir dans leur *pristine* intégrité  
 comme des chefs-d'œuvres de l'esprit humain.

## 7. EXTRAIT

*Du Discours de Lord Chatham à la Chambre des Pairs, le  
 30 Mai 1777.*

“ Vous avez vainement tenté, Milords, de conquérir l'Amérique avec  
 “ 20 mille ours Allemands ramassés dans tous les coins les plus obscurs de leur  
 “ pays. Qu'en est-il résulté? Vous avez décidé les Américains à agir avec  
 “ vigueur & résolution; vous les avez cimenté, & leur avez donné à tous en-  
 “ semble une seule ame, un même esprit; oui, Milords, je vous le répète,  
 “ trois millions d'hommes libres ne se soumettront jamais à 20 mille mercenaires;  
 “ non, une telle idée est illusoire, une telle tentative est absurde; & je pourrois  
 “ aussi aisément me flatter de les conquérir avec cette béquille (en portant la  
 “ main sur une de celles qui avoient supporté ce respectable Vieillard pour se  
 “ traîner au Parlement) que de supposer que l'Amérique se soumettra jamais  
 “ à une force aussi méprisable.”

Tout commentaire nuirait à ce discours impressif & ne  
 rendroit que moins sensible & moins frappant son application  
 aux circonstances actuelles.



N<sup>o</sup> 5.

LES Français ROYALISTES dans l'étranger peuvent se diviser en trois classes.

1. Les *Indifférens* qui ne changeront pas de parti mais qui ne feront aucune démarche hostile ni conciliatoire vis-à-vis des Républicains : ce sont des émigrés qui ont trouvé par leur industrie & leur activité des ressources suffisantes pour vivre ailleurs, qui ont renoncé à la France, qui se sont familiarisés avec leur nouvel état, qui ne pensent plus à en sortir, & qui laissent la guerre & la politique à leur propre sort.

Les *Raisonnables* qui ne perdent pas de vue la suite des affaires, & ne renoncent pas à toute espérance de voir finir un jour leurs maux & leur exil ; mais instruits par l'expérience ils ont cessé dès long-tems toute intrigue ; ils ne voyent plus leur salut dans la guerre, ils le désirent de l'intérieur, sont disposés à oublier & à pardonner généreusement, & sont prêts à souscrire à toute modification jugée nécessaire soit dans le régime politique soit dans les propriétés, dont ils savent que la très-majeure partie est irrécouvrable pour les anciens propriétaires. Fidèles à leur Roi tant qu'ils sont comme lui errans dans le monde, ils ne refuseront jamais de le suivre s'il est reconnu *Roi de France* par les Puissances étrangères, s'il est soutenu du dehors par des forces imposantes & rappelé du dedans par l'opinion générale, si alors il prend les armes ; mais ils croiroient se dégrader en acceptant des commissions qui les placassent à la tête de bandes dévastatrices, & en devenant les instrumens d'une guerre civile dans leur patrie contre laquelle ils ne se battront que comme il convient à des Français vraiment Nobles, en présence & sous les ordres d'un Prince qui doit être rangé parmi les Royalistes dont nous parlons ici, dont les principes sont modérés, les intentions pures & magnanimes, mais sans cesse travesties, tordues, & mal promulguées par des Con-

feillers & Agens qui appartiennent à la troisième classe dont nous allons parler.

3°. Les *Incorrigibles* sont ceux qui depuis l'origine des Etats-généraux, ou depuis celle de l'Assemblée Nationale, voyent toujours les choses sous le même aspect, imaginent que tous les honnêtes gens sont émigrés ; considèrent les chefs & les membres de chacun des partis qui se sont succédé depuis le *Royalisme pur* comme des brigands & des imbécilles ; pensent qu'à la fin du dix-huitième siècle & parce que la Monarchie a duré 1400 ans la France ne peut exister sans Noblesse, Clergé & Parlemens constitués sur l'ancien pied ; sont persuadés que sans leur intervention rien ne rentrera dans l'ordre, & se préparent à la moindre lueur que leur présentent les événemens à mettre le pied à l'étrier & à aller châtier les *Carmagnoles*.

Ce sont ces Royalistes qui dans leur délire frénétique s'écrioient au printemps quand la trompette des vengeances leur paroissoit sonner,

“ Il faut pendre Si . . . pendez tous ces Brutus ;

“ *Je veux* qu'on pendre encore pour qu'on ne pendre plus.”

Ce sont eux qui ne *veulent pas* permettre qu'on insinue la nécessité préalable de concessions majeures dont le Roi, s'il étoit jamais acheminé à prendre la couronne, devoit préalablement exprimer le vœu & la résolution positives ; c'est *sans condition* à les entendre que les *patriotes* doivent être réduits, trop heureux si on leur accorde la vie & si on n'excepte que leurs Chefs du pardon royal.

Ce sont ces Royalistes qui, bien moins dévots que les précédens, se cramponnent sur la nécessité d'un culte (c'est-à-dire du Culte *Catholique* uniquement & par des *non-affermés*) pour justifier les horreurs que les Prêtres de leur culte prêchent & encouragent parmi les Vendéens & Chouans, les incitant à rétablir ce Culte au milieu des cadavres & des ruines, comme si DIEU ressembloit à APIS & qu'il fallût pour lui plaire & pour être reçu dans son

Paradis faire ruisseler des torrens de sang. Mais ils sont *incorrigibles*, & dès-lors ils sont politiquement *égarés*.

N'est-ce pas l'être en effet, de supposer qu'entourés de *Chouans*, (& ce mot signifie des brigands & des paysans en partie payés, en partie fanatisés) & perçant dans quelques Départemens Français, leur cocarde blanche & les fleurs-de-lys de leurs boutons ou de leurs drapeaux imprimeront joie, respect & crainte ?—N'est-ce pas l'être que de supposer qu'en débitant des lieux communs sur Henri IV quelques *Chevaliers de St. Louis* changeront l'état de la France ?\*—N'est-ce pas l'être que de croire qu'ils se maintiendront à la face d'un ennemi dont ils ont déjà éprouvé cent fois la force & l'adresse dans un pays où il n'y a pas une place de retraite, où leurs hordes n'ont ni approvisionnemens ni magasins ni artillerie, & où traversant les villes qu'on dit qu'ils *prennent*, & y faisant quelque butin comme une volée d'étournaux en fait dans un verger de cerisiers, ils s'enfuient & s'éparpillent de même aux premiers coups de fusil & au plus léger échec ?

Mais tout doit céder à l'importance dont est le prompt retour de ces Messieurs en France avec une autorité & un bâton de commandement. De-là uniquement dérivent leurs intrigues actives & continuelles soit dans l'étranger soit dans l'intérieur ; & cette succession alternative de menaces intempestives, de souplesse factice, d'impatience démesurée, d'hilarité insultante, d'exaltation ridicule, d'humeur enfin, & de dureté qui les caractérisent.

Les *Incorrigibles* ont toujours compté principalement sur les *Jacobins* pour accélérer le retour à une Royauté absolue, qu'ils annoncent désirer. Ils ont souvent manœuvré à Paris de concert avec des Chefs *Jacobins* gagnés ; & en chaque occasion où la Constitution a été violée, ils ont ainsi que les Jacobins depuis le dedans & le dehors crié

---

\* Voyez, par exemple, la ridicule proclamation de MM. Hingaud, &c. datée du 15 Novembre, d'un quartier-général si fort en l'air qu'on n'ose pas même le nommer : quand les mouches se prendront avec du vinaigre, de telles incartades ramèneront les vils usurpateurs & les rebelles qui étreignent trois jours après les hauts proclamans.



contre cette violation comme si on les assassinoit, eux qui ne veulent aucune trace de *République*. C'est que chaque violation écrasant pour le moment dans ses efforts ou leur parti ou celui des Jacobins, leur nuisoit d'une manière cruelle ; au lieu que s'il ne s'en fût pas commis, la Constitution étant, ainsi qu'ils pouvoient le voir sans être des aigles, très-vicieuse, le jour devoit nécessairement arriver où elle seroit renversée soit par les Royalistes soit par les Jacobins soit par un effort commun aux deux partis, au profit de celui qui ensuite eût été le plus habile ou le plus fort.

Aussi n'y a-t-il pas d'hommes en France qui redoutent davantage d'y voir jamais revenir les *Incorrigibles* que cette classe d'anciens Nobles & autres *Royalistes* qui n'ont pas émigré, & auxquels il est resté quelques débris de leur précédente fortune, & quelques relations d'une société douce & choisie. Ceux-ci connoissent l'état de leur pays, le changement général que la révolution a opéré dans les esprits, l'inutilité de tous procédés qui cabreroient & ne ramèneraient pas, le danger de toutes mesures dont le but seroit de renverser tout ce qui a été fait, de ne point ménager la foule énorme des nouveaux intérêts & de les heurter tous en faisant redescendre à la France par une *contre-révolution armée* les mêmes échelons qu'on lui a fait monter pour consommer la Révolution.

Ils connoissent aussi leurs anciens amis, respectent leur bravoure, mais ont en horreur leurs menaces ; & étant assurés qu'ils les réaliseroient s'ils reprenoient en France le pouvoir de diriger le Roi, ils font des vœux ardens pour leur séjour dans l'étranger, en priant DIEU de ne pas les ramener dans un pays dont ils ne feroient qu'aggraver les maux en troublant aussi par leurs emportemens & défiances des personnes qui n'ont déjà que trop souffert ; & ils se disposent à la paix à adoucir leur sort par les secours & pensions qu'ils seront en état de leur assurer.

Un homme qui n'est pas fort aimé des *Incorrigibles*, précisément parce qu'il a tenté quelquefois de les corriger, prouvoit déjà en 1793 les funestes effets d'une émigration

*syftématique*, d'une opiniâtreté qui fe déclaroit *contre tout accommodement*, de ces gafconnades dont l'air retentit encore fur l'effet infaillible de la *force* feule pour opérer une *contre-révolution*, & de cette idée fi fauffe déjà alors mais bien plus fauffe mille fois aujourd'hui, qu'excepté les Républicains enragés *tout* le ci-devant Royaume de France afpiroit à revenir au point précis d'où il étoit parti ; & il leur répétoit judicieufement en 1796,

“ Que la plus grande adverfité dans les conjonctures où ils fe trouvoient, étoit de ne favoir rien oublier ni rien apprendre.”(\*)

Mais ils ont préféré refter au même point : chaque année ils peignent la France haletante après la Royauté, tandis que le contraire eft exactement vrai pour tout obfervateur étranger aux divers partis & qui aura vu pendant fix mois ou un an par lui-même les difpofitions des habitans ; c'eft-à-dire que, fauf un petit nombre de *Royaliftes enragés* (& qui font tels par obftination, par orgueil, ou par leur pofition perfonnelle couverte foit de mandats d'arrêt, foit d'autres embarras, bien plus que par aucune idée faine fur une forme quelconque de Gouvernement), perfonne ne voudroit retourner à ce priftine état ; & que tous les partis qui fe font fuccédés en France depuis le *Royalifme pur*, Monarchiens, Conftitutionnels, Giondiftes, Fédéraliftes, Thermidoriens, Anti-Fruftidoriens, &c. tant par leurs membres de l'intérieur que par ceux qui ont été affimilés aux émigrés, fe jetteront de *préférence* par defir & par choix dans les rangs *Républicains* plutôt que de fe joindre aux *Royaliftes* qui ont perfifté à écarter tout ce qui n'eft pas exclufivement abfolu.

Ces derniers ne conflituent pas réellement un parti en France ; leurs Chefs, fauf quelques braves & anciens *Vendéens* dignes de toute confidération, font dehors, ne viennent que de tems à autre avec des Prêtres fecouer une multitude de jeunes gens ou payfans pauvres & faciles à entraîner, qui ne refusent pas, lorsqu'on leur apporte de l'argent & des armes, de fe

---

(\*) Confidérations fur la Révolution de France.—Bruxelles, 1793. Introduction à la Correfpondance Politique.—Hambourg, 1796. Par M. Mallet Du Pan.

battre contre la République & qui demain, l'argent cessant & le vent changeant, se battront tout aussi bien pour elle.\* Voilà le *seul élément* du Royalisme intérieur auquel une roideur mal-adroite du précédent Directoire a donné une consistance passagère & fragile sur quelques points de la République : cet élément est mal connu au-dehors, parce que les informateurs sont précisément les hommes intéressés à donner une apparence *gigantesque* à ce qui est au fond *lilliputien* ; mais les habitudes, les goûts, les idées, les lumières, les talens, les sciences, les intérêts, tout cela ou les  $\frac{19}{20}$  au moins de cet ensemble, est aujourd'hui organisé contre le Royalisme ; tout cela tend à consolider la *République Représentative* & un Gouvernement aussi coercitif contre les *Royalistes* que contre les *Jacobins*.

Cet état de choses peut changer, on en convient ; la roideur, la mal-adresse, les exactions du Gouvernement acheminoient pendant une certaine époque & pourront un jour, si elles se renouvellent, acheminer ce changement & amener à une *Monarchie* modérée ; car qui seroit assez osé pour promettre en rien aujourd'hui de la *permanence* ? Mais l'on parle de ce qui est, & on abandonne à d'autres le soin de parler de ce qui n'est pas.

---

\* Interrogez des natifs du Pays, de véritables *Chouans* qui jusqu'à présent, ont fait cette guerre & dont plusieurs las du métier reviennent, tandis que d'autres qui n'en ont jamais tâté, mais qui n'ont plus d'autre ressource qu'un coup de désespoir, s'y rendent. Ils vous diront, que de toutes les armes précédemment données aux *Chouans* & par milliers il n'en restoit pas une en Août dernier : qu'il en fera tous les trois ou quatre mois de même, & que les arsenaux les mieux approvisionnés s'y épuiseront successivement. En effet, la première manœuvre d'un *Chouan* après une défaite & bien plus encore s'il est poursuivi, est de jeter en arrière son fusil à l'ennemi, comme *Joseph* jettoit sa robe à la femme de *Potiphar*, avec cette différence que celui-ci agissoit par un sentiment de vertu & les autres par celui de la peur & de la fureur personnelle qu'on doit s'attendre à voir prévaloir parmi toute troupe à laquelle on ne présente ni *subsistance* ni *retraite* assurées. Sans uniforme, sans signes extérieurs autres qu'une cocarde dont il se débarrasse bien vite, & qu'il n'a même que rarement, le paysan *Chouan* au fait du pays regagne son domicile & n'emportant point d'armes ne laisse paroître aucune trace de la part qu'il a eue à la révolte.

Que cette corde fût essayée lorsqu'on se nourrissoit du vaste projet de pression extérieure & simultanée sur plusieurs points à la fois, cela se conçoit ; mais aussitôt que ces magnifiques espérances se sont évaporées en fumée, quel effet substantiel & utile se promettrait-on d'un système de guerre braconnier, latéral, isolé, & défectif en toutes ses bases politiques & militaires ? Ce seroit donner dans toute l'étendue du terme matériellement & moralement des armes à ses ennemis.



N<sup>o</sup>. 6.

LES badauds qui attendent de jour à jour dans les rues de grands événemens à la suite de ce qui s'est passé à Paris le 10 Novembre dernier, feront bien de se pourvoir de leurs redingottes : il faut être neuf ou avoir la mémoire courte pour ignorer que dans ce genre d'opérations, le coup de lancette une fois donné, il ne se passe plus rien de saillant jusques à une nouvelle saignée qui n'a jamais lieu qu'après un long intervalle ou jusqu'à la pleine convalescence.

Ainsi dans les précédentes crises, & sur-tout du 4 Septembre (18 Fructidor) 1797, tout fut terminé dans la même nuit; l'on n'apperçut pas le moindre mouvement dans *Paris* (où j'étois alors). *Les Jacobins* qui avoient été mandés pour épauler le Gouvernement en cas de besoin évacuoient successivement & sans armes la ville, après avoir été régalez de deux ou trois spectacles gratis & indemnisés de leur tems perdu; *les Royalistes* restoient cachés, ou s'évadoient nuitamment déguisés ayant manqué leur objet.

L'opération actuelle sera-t-elle productive des effets qu'en espèrent en France les Républicains ?

Fournira-t-elle, au contraire, aux Royalistes & aux Jacobins une nouvelle occasion de se réunir & de tout renverser ?

Amènera-t-elle plutôt la paix, & comment ?

Ce sont autant de questions sur lesquelles oh ne sauroit prononcer aujourd'hui (15 Décembre) sans une présomption & une effronterie inexcusables.

Bornons-nous donc au seul fait positif certifié par tous les rapports venus du Continent dans les correspondances & par le témoignage de quelques Anglais & Etrangers arrivés de Paris d'où ils étoient partis plusieurs jours après l'éta-

blissement du CONSULAT, c'est-à-dire dès le 15 Novembre an 8 de ce mois.

C'est que cet événement y a été très-populaire ainsi que dans les Départemens voisins & dans les Armées. Cela devoit être par-tout où la majorité est Républicaine, puisque sans un grand coup les deux partis extrêmes eussent pu réussir dans leurs tentatives qu'ils redoublaient pour parvenir à déchirer la République.

Que cette popularité se soutienne ou qu'elle soit entamée bientôt par l'adoucissement déjà apporté aux premières mesures prononcées contre les *Jacobins*, c'est un point qu'on n'entreprendra pas de décider.

Il est certain que souvent un Gouvernement perd dans l'opinion en revenant en arrière sur les pas par lesquels il a débuté.

Quelquefois aussi il gagne réellement à cette marche rétrograde: & s'il se trouve plus fort qu'il ne le prévoyoit à l'instant de la crise qui a déterminé son érection (ce qui fréquemment est impossible à calculer au juste d'avance), toute mesure de rigueur étant superflue lui nuit loin de le servir, & il commet une grande faute s'il outrepatte ce qu'exige la nécessité de sa conservation.

Pour déterminer quelle a été à cet égard la position du Consulat il y a huit ou quinze jours, il faudroit être le Consulat même, & cependant nous voyons des Politiques agréables qui en décident déjà à *Londres*.

Quelques hommes moins légers croient, parce que l'expérience du passé l'a justifié, pouvoir toujours répéter ce principe, que les Révolutions entraînent successivement la chute de leurs auteurs & de leurs appuis; ils en induisent que l'on ne doit jamais attendre aucune stabilité.

Mais ne vont-ils pas trop loin? Certainement ces auteurs & appuis en 1<sup>re</sup>, 2<sup>de</sup>, 3<sup>ème</sup>, & 4<sup>ème</sup> ligne, sont souvent victimes de leur propre ouvrage; mais conclure de-là un mouvement perpétuel, c'est raisonner d'une manière contradictoire

discoire à tout ce qui a existé & ce qui existe, puisque c'est conclure qu'une Révolution n'auroit point de fin avant qu'elle eût ramené à l'état de choses d'où l'on étoit parti en l'entamant.

Or l'histoire de toutes les Révolutions principales (car il en est très-peu qui aient fini par des *Restaurations*) dépose contre cette conclusion, depuis celles de *Rome* jusques à celle d'*Amérique*.

Sans doute les Révolutions commandent long-tems aux hommes ; mais il arrive une époque où des hommes sont suscités pour commander à la Révolution, & pour y mettre un point *final*.

Pourquoi cette époque n'arriveroit-elle jamais pour la France, tandis qu'elle s'est réalisée pour d'autres Etats anciens & modernes ?

Pourquoi seroit-il impossible, les loix ayant toujours été faites non par des *Dieux* mais par des *hommes*, qu'il se trouvât en France des hommes capables de faire de bonnes loix & d'en assurer l'exécution ?

Pourquoi ne seroit-il pas possible (car le contraire peut aussi avoir lieu) que la Révolution de France se terminât radicalement par un régime constitutif très-fixe, ferme, mais nullement expansif dans ses principes fondamentaux, qui fût *Républicain* mais en même tems bien ordonné ?

Sera-ce parce que quelques hommes publics ou quelques particuliers froissés dans leurs intérêts par ce régime ou heurtés dans leur amour-propre & déçus dans leurs prédictions sempiternelles, crieront qu'il ne convient pas à la France ?

Mais ils le disoient naguères pour l'*Amérique* ; l'*Amérique* est libre néanmoins, indépendante & heureuse.

Un *Ecclésiastique* Français & un *Militaire* Corse, doués de grands moyens, ne sauroient-ils accomplir les mêmes décrets, ne sauroient-ils être appelés aux mêmes destinées qu'ont rempli avec tant de succès un humble *Artisan* & un



simple *Cultivateur*, qu'on qualifioit un jour auffi des titres de *faftieux* & de *tyrans*? (v. les derniers Extraits de Pièces, N<sup>o</sup> 4 ci-deffus).

S'il plaît donc à la Providence de mettre un terme aux mouvemens qui depuis 10 ans agitent la France, mais qui depuis 4 ans fe font fenfiblement ralentis; s'il lui plaît que ce terme confifte dans la fixation d'un meilleur régime Républicain, les changemens actuels paroiffent certainement calculés de manière à atteindre ce but, fur-tout lorsqu'on porte fes regards fur les hommes chargés principalement de diriger les mefures qui en dérivent.

Quels font-ils en effet?

Bornons-nous à répondre à cette question par quelques notices rapides mais exactes.

*Sieyes* étoit Abbé & Grand Vicaire de Chartres; il a été difpofé de bonne heure à la méditation & à l'étude; il a porté vers la politique un efprit fufceptible d'être tourné avec fuccès vers d'autres occupations, fi les circonftances l'y eût acheminé: la Révolution le faifit dans fa maturité la plus parfaite; il en prévint les fuites & en dirigea fouvent les refforts fans fe mettre néantmoins trop en évidence & fans qu'il ait été accusé par les témoins oculaires de la tyrannie de Robefpierre d'avoir participé aux mefures fanglantes qui déshonorèrent alors les Comités gouvernant la France.

S'il eft chargé d'un grand délit, ce délit eft un délit *politique*, & il ne s'eft pas même montré vindicatif contre un Prêtre furieux qui a été fon affaffin.

*Sieyes*, au rapport de tous ceux qui le connoiffent particulièrement, eft foncièrement paresfeux, & il eft beaucoup moins dominé par l'ambition de remplir un pofte éminent que par le défir de voir adopter & cheminer un fyftème conforme aux principes qu'il a long-tems mûri & roulé dans fa tête.—Il auroit pu fe placer dans le Directoire dès fa création & à chaque mutation dès-lors; il ne l'a pas voulu; il croyoit que les frottemens feroient moindres, les factions moins actives, &

la guerre moins prolongée.—Il accepta avec peine la Légation de *Berlin* ; tout rôle ostensible lui coûtoit, & il fallut pour le déterminer à celui-ci la conviction intime qu'il seroit d'une utilité majeure à son Gouvernement en se prêtant à cette Ambassade & que la paix se concluroit à *Rastadt* ; l'événement n'a pas déçu sa première attente, mais ne réalisa point la seconde ; s'il ne refusa pas au printemps la nomination au Directoriat, c'est qu'il voyoit comment les affaires étoient menées, c'est qu'il sentoit la conséquence des fautes & des facades de *Rewbell* & consorts, & qu'il avoit éprouvé par la fuite même des négociations dont il avoit été chargé combien il importoit, pour en rendre l'effet durable & utile à la France, d'imprimer promptement un autre mouvement à la direction des affaires.

Il revint, il occupa une place qui étoit peu tenable s'il ne s'assuroit des coadjuteurs animés du même esprit. La secousse du 30 Prairial fut combinée dans ce but : mais à peine fut-elle opérée, que la majorité du Conseil des 500 lui manqua de foi ; & au lieu d'élire les vrais amis de Sieyes, *Talleyrand* & *Cambacères* avec *Du Cos*, suivant ce qui avoit été convenu, ne choisit que ce dernier & lui accolla deux hommes dont les membres outrés des *Cinq Cents* avoient lieu d'attendre déférence & docilité dans leurs entreprises révolutionnaires, savoir, *Moulin* & *Gohier*.

*Barras* se trouva alors ce que fut le petit *La Reveillère Lepeaux* au 18 Fructidor an 6 (4 Septembre 1797) ayant à détablir dans toutes les grandes mesures. Son caractère étant peu prononcé (quoiqu'on se soit acharné ici à le représenter comme le mobile de tout, comme le Roi *Barras*), ses vues étant peu longues, ses desirs assez efféminés & corrompus, il ne fut pas difficile dans des tems sur-tout de revers & d'alarmes de l'entraîner du côté des hommes dont le plan de changement étoit Jacobin, violent, & présentait une apparence de force physique que *Barras* a toujours aimé, plutôt que

de l'amener au grand plan de *réforme*, de *douceur*, d'*amendement* & de *paix* auquel visoit *Sieyes*.

De ce schisme relatif au Gouvernement de France, mais qui comme les précédents influoit peu sur les opérations militaires, de ce schisme dérivait pour *Sieyes* la nécessité de plier les voiles, d'attendre pour agir, de redouter par-dessus tout, comme il l'a dit plus d'une fois, les *Impatiens*, & de préparer en silence, autant qu'il étoit en lui, une mesure salvatrice & nouvelle.

Qu'il ait appelé *Bonaparte* dans ce but ou non, c'est ce qu'on ne sauroit décider sans impudence ; qu'il eût pu l'exécuter avec *Moreau* dont les talens sont éprouvés, cela est très-probable ; mais l'ensemble & la promptitude de l'opération du 10 Novembre, le choix fait parmi les principaux militaires de ceux qui depuis long-tems étoient absens & étrangers aux divers partis, d'autres circonstances enfin portent à croire que *Bonaparte* étoit d'avance en tout ou en partie dans la confiance de *Sieyes*, ce qui néanmoins est purement conjectural.

*Sieyes* peut errer dans ses principes politiques, mais toujours est-il certain que c'est un homme doué d'une habileté & de talens très-distingués reconnus tels à *Berlin* comme à *Paris*, d'un caractère froid & calme, qui a passé par toutes les épreuves de la Révolution (ce qui est une grande épreuve) sans avoir manifesté haine ni vengeance contre aucun individu, car sa participation à des mesures générales contre un Ordre dont il étoit membre & dont l'anéantissement étoit nuisible bien loin d'être utile à ses intérêts personnels, ne prouve pas en lui ces passions.

En traçant une esquisse du caractère de *Sieyes*, c'est peindre en même tems *Talleyrand* son ami & son compagnon de travaux politiques. Ce dernier a eu dans le commencement de la Révolution des torts qui lui ont été communs avec tous ceux qui aspiroient à un grand changement ; mais ce n'est pas au tribunal des hommes qui se trouveroient juges & parties



que de tels torts peuvent être prononcés des crimes, & il est fort douteux qu'ils soient jamais considérés comme tels au Tribunal de celui qui a permis & même favorisé dans tous les siècles les révolutions successives de certains Empires.

Un des malheurs de *Talleyrand* a été de se trouver à la tête de la Noblesse comme *Périgord*, & du Clergé comme *Evêque* : s'élançant hors de la ligne que suivoient ces deux Ordres, il étoit impossible que l'un & autre ne fussent pas irrités contre lui, & il paroît qu'il s'y attendoit, car on ne l'en a jamais vu ému.

*Talleyrand* a néanmoins deux avantages sur *Sieyès* ; l'un, de n'avoir point voté la mort du Roi ; l'autre, de ne pouvoir pas même être suspecté d'avoir contribué au régime de la terreur, ni aux opérations de *Robespierre*, dont il fut au contraire victime : forcé avec d'autres Français du même bord de s'éloigner de France pour soustraire sa tête à la guillotine il passa en Angleterre, d'où il fut chassé ensuite sous terme très-bref, de-là en Amérique, puis à Hambourg. On sait que ce n'est qu'après le 9 Thermidor (à la fin de 1795) qu'il fut admis ainsi que le Gén. *Montesquieu* à rentrer dans sa patrie, sans risquer d'être traité comme un émigré.

*Talleyrand*, dès l'origine des travaux de l'Assemblée Nationale, y avoit pris une grande part. Il fut membre du premier Comité de Constitution avec *Sieyès*, *Cambacères*, *Des Meuniers* & *Barnave*. Il fut attaché à la Légation d'Angleterre sous *Chauvelin*, qui a prétendu dès-lors y avoir été en effet le principal faiseur, ce que ses amis sont les derniers à croire. Il a été dès-lors Membre du Département de Paris, avec MM. de la *Rochefaucoult*, *Des Meuniers*, *Garnier* & d'autres hommes probes & éclairés du nombre de ceux qui eussent désiré d'abord une Monarchie mitigée anologue au Gouvernement Anglais, ce qui d'après le changement de circonstances ne seroit plus possible depuis long-tems sans retomber inévitablement peu après dans le Royalisme, qu'on veut éviter.

*Talleyrand*, né avec un esprit délié & une facilité remarquable pour le travail, a acquis des connoissances profondes en politique ; & c'est aussi ce qui le fait envisager au-dehors comme un homme très-dangereux ; néanmoins la carrière est ouverte à toutes les nations ; & si l'on récompense chez soi ceux qui s'y distinguent, comment-a-t-on droit de maudire les Négociateurs étrangers doués du même talent ?\*

*Talleyrand* plus aimable & plus dissipé que *Sieyès* a néanmoins avec lui un rapport de caractère très-marqué, par un fond de paresse, d'insouciance personnelle, de douceur & de désintéressement qui ne se sont pas démentis même lorsqu'il a occupé pendant deux ans le Ministère des affaires étrangères, qu'il prit en un tems où son projet ainsi que celui de *Sieyès* étoit déjà de faire ce qu'ils exécutent aujourd'hui, & qu'il a conservé malgré bien des circonstances pénibles & désagréables jusqu'à la crise du printems dernier dans l'espérance que le tems écarté par la réaction *Fruëtidorienne* reviendrait & qu'il travailleroit alors utilement. Aucun de ses subordonnés ni des personnes appelées à traiter d'affaires avec lui ne se sont plaints de la moindre hauteur ni roideur : tout sentiment

---

\* Tandis qu'on décrie à outrance *Talleyrand* dans certains pays comme s'il devoit apporter la peste par-tout où il approcheroit, on le désiroit déjà l'année dernière & encore plus récemment de préférence à tout autre Envoyé du Gouvernement Français à la Cour de *Berlin* ; & on y a vu avec beaucoup de regret par cette raison sa ré-installation au Ministère des Affaires Etrangères. Pourquoi cette différence dans la manière de juger le même homme ? Elle s'explique aisément par ce qui se trouve exposé au Ch. III. § 4. *Prusse*, sur l'avantage immense qu'a cette Cour d'être presque la seule bien informée sur les personnes & sur les choses qui tiennent à la France. De-là résulte ce discernement sage qui ne lui fait pas confondre un *Républicain* avec un *Jacobin*, & qui lui apprend que ces derniers ont au contraire dans les autres des ennemis mille fois plus prononcés, plus clairvoyans & plus puissans sur-tout que ne le sont les *Royalistes* ; c'est ce que ne mandent pas depuis Paris ces *Nobles Correspondans* qui payés pour recevoir des informations & payés pour en donner, pensent sur-tout à faire durer le métier.

haineux quant à ce qui le concerne lui est étranger ; le seul jeune homme, nommé *Jorry*, que la clique Jacobine dirigée par *Antonelle* & conforis, auxquels *Talleyrand* déplaisoit fort, a mis en avant contre lui, se trouve avoir en effet escroqué une centaine de louis aux affaires étrangères pour une mission qu'il n'a jamais remplie ; on couvroit Paris de placards l'année dernière sur cette mission pour nuire à *Talleyrand*, qui n'a pris la peine d'y répondre qu'un an après lorsque les Jacobins devenus puissans l'ont assailli directement sous toutes sortes de prétextes pour le faire déguerpier, ce à quoi ils ont enfin réussi momentanément en intimidant trois des Directeurs.

*Sieyes* & *Talleyrand* sont aujourd'hui assistés du conseil & des services de deux hommes connus en Législation & Diplomatie, l'un *CAMBACÈRES*, Ministre actuel de la Justice, qui a toujours été intimement lié avec *Sieyes*, fort instruit & grand travailleur ; l'autre, *MARET*, lancé de bonne heure dans la Révolution, trop ardent peut-être en un tems où il se trouvoit lié avec des Chefs hardis & d'une grande énergie, mais mûri dès-lors, avide de connoissances substantielles, infatigable quand il faut s'occuper activement, qui a souffert pour la cause Républicaine en partageant la captivité de *Sémonville* & en étant chargé de la Légation à Naples, & qui étoit le véritable Conducteur à *Lille* de la Négociation avec *Lord MALMESBURY* en 1797 avant le 4 Septembre. J'ai toujours ouï dire que cet Envoyé & ceux qui l'accompagnoient ont rendu la justice à *M. Maret* de ne s'être jamais écarté des formes les plus honnêtes & des procédés les plus loyaux dans cette Négociation ; *M. Colchen*, Secrétaire de la Légation Française que *Talleyrand* vient de faire nommer à une place importante pour laquelle il a le mérite & les talens nécessaires accompagnés d'une très-grande urbanité, a obtenu le même témoignage ; l'un & l'autre se sont uniformément loués aussi de la politesse & des égards qu'ils avoient reçu en toute occasion du Ministre Anglais & des personnes qui composoient sa suite ; depuis la rupture de sa négociation, ils n'avoient point été employés sous le règne Fructidorien.



*Roger Du Cos* enfin, Membre de deux des précédentes Législatures, a été en relation habituelle avec *Sieyes*, & a pris une part active dans divers Comités & Rapports; il a la réputation d'un homme probe, éclairé, & ferme dans ses principes républicains.

Ce sont donc les premiers *Enfans de la Révolution* qu'on représente encore aux Etrangers comme des Cannibales par une suite de la première erreur dont j'ai parlé au Chap. I. de cet ouvrage; ce sont eux qui paroissent ensemble aujourd'hui sur la scène au moment où il s'agit de consommer entièrement cette révolution par une Constitution plus adaptée aux intérêts intérieurs & extérieurs de la France, plus aristocratique & par conséquent plus solide que la précédente tracée en un tems où l'on étoit placé pour faire le moins mal plutôt que le mieux. Il n'est donc pas tout-à-fait vrai que la Révolution soit encore semblable à *Rhée qui dévore tous ses enfans*; il ne l'est pas que *Sieyes Chef de Secte* soit incapable de devenir jamais *Chef de Parti*, ni qu'il soit destiné si promptement à périr comme le *Physicien tué par la foudre au pied du torrent électrique*, ainsi que l'annonçoit en 1793 & 1796 un Ecrivain qui a prouvé une rare sagacité en indiquant les causes & les effets de la Révolution d'une manière générale & néanmoins approfondie dès son principe, que nous avons déjà cité avec déférence, mais dont nous ne saurions adopter les idées sur l'impossibilité, l'instabilité, & les inconvéniens en France d'un régime Républicain bien organisé & suffisamment concentré, non plus que sur les moyens & dispositions personnelles de plusieurs des hommes qui y jouent un rôle éminent; car il paroît quelquefois induit en erreur aujourd'hui sur ces objets, soit par une suite d'anciennes assertions & d'aversions plus récentes mais très-prononcées, soit par des renseignemens consistant en opinions & décisions excentriques plus qu'en faits positifs exposés sans passion, soit enfin par une longue absence du point central où le jugement

ment de la personne éclairée qui écrit peut difficilement s'exercer par un substitut très-inférieur en mérite.\*

Quel est l'homme *nouveau* relativement à ceux que nous avons nommé qui leur a été adjoint comme co-opérateur en première ligne pour diriger le mouvement du 10 Novembre & qui l'est aujourd'hui pour en assurer, s'il est possible, les résultats favorables ?

Cet homme est BONAPARTE.

Aussitôt qu'il s'établit sans concert préalable un développement d'opinions uniforme & simultané sur le même Prince, Chef, Général ou Ministre entre des Belligérans Alliés mais discordans d'ailleurs, comme aussi entr'eux & les divers partis des Ennemis intérieurs du Gouvernement qu'ils attaquent & que défend ce Prince ou ce Chef, aussitôt se manifeste un indice certain du degré d'influence & d'élévation personnelle qu'a atteint un tel homme.

C'est-là le dard enflammé de l'éclair qui fend la nue presque opaque, & en fait jaillir une vive lumière.

Que cet homme soit estimable ou non, il est constant dès-lors qu'il est *grand* & redouté.

Pour être devenu tel il faut des moyens vastes & être appelé par les circonstances à les développer.

L'hommage se rend donc tacitement aux *moyens* alors même qu'on divague sur les circonstances.

Or tel a été l'accord unanime relativement à *Bonaparte*.

En passant sous silence les injures sans nombre qui lui ont été prodiguées les années précédentes, on a vu dans celle-ci les *Turcs* le traiter de *perfide* & annoncer sa destruction par les Beys & Mamlouks qu'il battoit, ou par une poignée de séditieux du *Grand Caire* qu'il réprimoit, en même

---

\* Il est d'ailleurs constant que tout Journaliste étranger doit tremper sa plume dans une certaine encre préparée s'il ne désire regagner promptement les bords fleuris de l'*Elbr*.

tems que les *Russes* & leurs Alliés le traitoient d'*usurpateur*, de *barbare* & de *tyran*, que d'autres Européens connus pour très-déliçats le qualifioient d'être un *pillard* & un *charlatan*; en même tems qu'il étoit représenté dans divers discours comme *honteux* & *vaincu* par des personnes éloquents mais nullement guerrières, parce qu'il avoit été vu avec une lunette d'approche levant le siège d'*Acre*, & se retirant de Syrie en Egypte où il avoit des honneurs de réception à rendre à *Cussem Seid Mustapha Pacha*; enfin presqu'en même tems que les *Royalistes* à Paris combinoient dans des conciliabules secrets les moyens d'opérer sa chute, & que les *Jacobins* en le mettant *hors* de la loi ne négligeoient rien pour le mettre *hors* de ce monde.

Dès-lors l'opinion est prononcée: les faits ont parlé: *Bonaparte* est généralement calomnié parce qu'il a manifesté des talens & des lumières qui commandent & qui n'obéiront qu'aux loix de la France devenue sa Patrie, dès que ces loix garantiront un système républicain mais nerveux & coercitif, sans avoir à se prémunir chaque jour contre les *échafauds* d'un Royalisme fanatique & contre les *poignards* d'un Jacobinisme assassin.

On fatigue le Public en comparant *Bonaparte* à *Cromwell*: attendons l'événement; on est tranquille à cet égard quand on fait qu'il est un homme de génie, car un tel homme n'aime pas à jouer des rôles usés; or ceux de *César* & de *Cromwell* le sont, & *Bonaparte* a trop de ressources diverses, a trop lieu de se flatter d'une influence solide & longue pour avoir besoin de conserver le bâton de commandement qui flatte les hommes vains, mais qu'on peut retenir dans une République d'une manière presque plus honorable sans conserver la place active au timon des affaires.

Ainsi en a agi WASHINGTON; ainsi en agira vraisemblablement BONAPARTE; & si le rôle de *Washington* est neuf sous un autre hémisphère dans un Etat circonscrit, celui de *Bonaparte* ne le sera pas moins sur le Continent au centre des



premières Monarchies & à la tête d'une République immense.

Il a eu des torts en Italie ; il en a eu de plus grands peut-être, quoique sans intérêt personnel, vis-à-vis de la Suisse ; je le veux ; je ne prétends point que *Bonaparte* soit un homme PARFAIT, je dis seulement qu'il est un *grand homme*.

N'est-il pas pitoyable d'entendre lui faire un reproche des avantages que lui ont valu ses campagnes d'Italie par les douceurs ou sommes d'argent qui lui sont revenues en sus & sans détriment de ce qui rentroit au trésor d'une armée qu'il alimentoit seul & de ce qu'il faisoit passer au fisc national en France ?

Ouvrez les fastes de toutes les guerres depuis celle de *Pizarro* au Pérou jusques à celle-ci ; où sont les Généraux qui n'ont jamais profité des circonstances ? où sont ceux qui ont refusé des présens souvent aussi utiles aux véritables intérêts des Princes ou particuliers qui les confèrent qu'à celui des Chefs qui les reçoivent ? Si l'on ne devoit vivre qu'avec eux on seroit, je le crains, condamné à passer ses jours dans la solitude : interrogez les Officiers Généraux qui ont servi depuis 25 ou 30 ans aux *Indes Orientales*, aux *Isles* & sur le Continent d'*Amérique* ; je m'en rapporte à leur réponse & aux faits qui ne la rendent pas équivoque : ils ne pourvoyoit pas néanmoins à la solde de leurs armées sans tirer les fonds sur leur Gouvernement.

Un des argumens à la mode lors des succès de *Bonaparte* en Italie étoit de les attribuer à la *corruption*, moyen fort à la vogue en divers pays ; mais en même tems on crioit à nous étourdir que la France n'avoit pas un sol en espèces & succomboit sous le fardeau de ses assignats ; en sorte que *Bonaparte* devoit donc corrompre de ses propres fonds & rendoit d'une main aux corrompus ce qu'il leur prenoit de l'autre ; cette objection qui suppose l'ignorance la plus complète de l'histoire des campagnes d'Italie se réfute d'elle-même, & n'est bonne qu'à faire sourire de pitié ceux qui connoissent la volée

de bons Généraux formés par *Bonaparte* & dont l'Italie a été l'école ; assurément deux campagnes de corruption ne les eussent pas rendu fort habiles.

Depuis *Catinat*, *Bonaparte* est dans le fait le seul Général qui possède en même tems & ait été à portée de les développer avec éclat la *pratique*, l'*art* & la *science* militaires, science à laquelle il s'est profondément appliqué dès son enfance.

Il a des rapports faillans avec le GRAND FRÉDÉRIC, parce que celui-ci étoit à la fois littérateur, politique, & guerrier consommé, tandis que *Bonaparte* réunit les qualités & les talens d'un savant, d'un politique & d'un Général. Mais la différence entr'eux paroît être en faveur de *Frédéric* du côté politique, puisqu'il dirigeoit presque seul l'intérieur de son royaume & ses intérêts extérieurs ; *Bonaparte* semble, au contraire, avoir l'avantage du côté militaire, dont *Frédéric* possédoit la *pratique* & l'*art*, mais dont *Bonaparte* a de plus la *science* à laquelle il joint d'autres connoissances d'un savant bien plus étendues, difficiles & variées que celles d'un littérateur.

*Turenne*, *Marlbrough*, *Villars* & le Duc De *Brunswick* (ce Général habile & respectable si injustement blâmé relativement à la campagne de 1792 dont les événemens & l'issue ne dépendoient nullement de lui), ces Généraux ont réuni à une pratique intelligente & longue les connoissances de l'art militaire ; c'est-là le *second* degré de l'échelle, & combien de nos jours sont au-dessous ! Mais le *premier* degré, & je ne crains pas d'être démenti par des militaires en état d'en juger (puisque je n'en juge moi-même que d'après eux) est celui de *Catinat* & de *Bonaparte*.

Des Connoisseurs qui n'entendent pas même le français mais qui ne se croient pas moins en état de prononcer sur des détails intérieurs à la France & à ceux qui l'habitent, prétendent que le caractère privé de *Bonaparte* est insupportable, qu'il est faux qu'il soit en rien populaire.

On s'écarteroit de la vérité en affirmant que *Bonaparte* ait pour base de son caractère une disposition liante, affectueuse & douce; elle est presque étrangère aux *Corfes*, & c'est un défaut ou une vertu nationale chez eux d'en être privé: il seroit d'ailleurs difficile d'attendre cette disposition d'un homme dont la jeunesse a été entièrement consacrée à l'étude, aux sciences exactes & abstraites: mais sa réserve & sa manière laconique & prononcée une fois connues, il n'en résulte qu'un très-grand avantage pour lui dont le principe favori est de ne point perdre de tems & nul inconvénient pour les autres.

On en a une preuve évidente, puisque les mêmes amis le suivent par-tout, ce qu'ils se garderoient bien de faire s'ils ne favoient que *Bonaparte* n'est pas courroucé parce qu'il est bref, qu'il n'est pas leur ennemi parce qu'il se livre moins qu'un Français & qu'il ne connoît point les charmes de la convivialité ni les plaisirs de Bacchus. *Berthier*, *Kleber*, & *Desaix* dont la réputation étoit faite, *Marmont* qui avoit assez participé aux lauriers de son Chef & qui venoit de se marier richement (à la fille du Banquier *Perrégaux*), n'avoient aucun besoin de suivre *Bonaparte* en Egypte; ils l'ont fait, ainsi que d'autres Généraux non moins indépendans & certains d'être bien placés en Europe s'ils avoient préféré y rester: dès-lors qui pourra avancer avec la moindre vérité que *Bonaparte* a un caractère trop repoussant, trop dur? Il est positif, personne n'en doute; mais s'il ne l'étoit encore pour un tems, il ne feroit pas ce qu'il projette; & sera-ce le premier homme dont l'aménité sociale n'a pas été l'appanage, qui cependant en aura outrepassé mille autres dans la même carrière & soit devenu très-populaire *de fait* sans avoir de la popularité dans le caractère?

*Bonaparte* a donné des preuves à *Léoben* & à *Udine* de ses talens comme Négociateur; d'autres paix ont été & seront son ouvrage: si les premières n'ont pas été durables, ce n'est pas à lui qu'on doit s'en prendre, mais aux facades & aux fautes des Directeurs en place après son départ pour l'Egypte,



époque où lui & *Sieyes* avoient lieu de compter sur la conclusion définitive, prompte & pacifique du Congrès de *Rastadt*.

Que *Bonaparte* soit un *savant* ou *non*, peu importe, dira-t-on, aux nations étrangères & à leurs citoyens ou sujets ; il est cependant, j'ose le croire, un point de vue sous lequel cela n'est indifférent à personne, & qui, bien considéré, doit rassurer notablement le public sans cesse ébouriffé sur les projets d'élévation permanente qu'on suppose à *Bonaparte* depuis sa première campagne de 1796, & qu'il n'a néanmoins réalisé que très-partiellement & par suite de circonstances imprévues & récentes malgré toutes les facilités qu'il a eu de s'ériger depuis deux ans une dictature perpétuelle.\*

En effet un homme passionné pour les sciences même étrangères à la politique & au militaire est bien moins tenté, bien moins suspect dès-lors de se laisser séduire par le desir du pouvoir que des hommes ordinaires appelés par le hasard à jouer un rôle, & qui bouffis d'orgueil alors cherchent à rendre

---

\* Une des erreurs très-communes chez une Nation essentiellement commerçante & marchande est de juger que les hommes ailleurs ne sont mûs que par deux ressorts principaux aboutissans dans le fait à un seul, l'amour de l'*argent* & des *places* qui en procurent : & c'est-là un point de vue très-faux, qui occasionne des conjectures démenties par les faits & néanmoins se renouvelant sans cesse.

*Naturam expellas furcâ, tamen usque recurrit :*

Chaque peuple a comme chaque individu des nuances dans ses passions & son caractère. Donnes au Hollandois de l'*argent* seulement & ses *aïses*, il ne poussera pas plus loin son ambition ; à l'Italien de quoi vivre selon son état sans grande richesse, des *femmes* & des *spectacles*, il vous remerciera & fera content. Ainsi le Français a besoin aujourd'hui d'activité, de gloire & de connoissances plus encore qu'il n'a besoin réel d'*argent* ; j'entends de cet argent qui fait masse, qui se dispose & se distribue comme une maison solide de génération en génération ; & autant vous trouveriez en certains pays 99 individus sur 100 qui seroient enchantés d'avoir un revenu additionnel de deux ou trois mille livres à condition de renoncer à toute poursuite active & de passer leurs jours les bras croisés, autant vous verriez la proportion réduite en France & un grand nombre de gens préférer mourir gueux plutôt que de renoncer à rien de ce qui leur donneroit l'espoir d'une réputation éclatante, soit dans la partie politique soit dans la partie militaire, soit dans les sciences.

permanente une situation qui devoit être momentanée, ou que ces chefs fougueux dont l'ame n'est susceptible d'aucune autre pensée que la guerre, d'aucun autre besoin que celui de commander, d'aucune autre ressource que celle d'affaires & de poursuites actives & militaires qui acheminent au faite des honneurs & de la domination.

Un homme vraiment *savant*, quel qu'il ait été, quel que soit son rang, n'est jamais à vuide avec lui-même, & son activité embrasse trop d'objets pour avoir la même soif de prolonger au-delà du tems pendant lequel elle est nécessaire cette primauté effective & apparente si flatteuse aux mortels moins éclairés.

C'est donc un point de-repos pour la France, c'en est un pour les Puissances étrangères que *Bonaparte* soit un *savant*. La première ne sauroit s'effrayer de le voir devenir un Roi ni un Tyran; les autres ne doivent plus redouter en lui un *Tamerlan* ni un Conquérant qui veuille tout envahir & tout révolutionner; car *Bonaparte* déjà couvert de gloire n'en seroit pas plus heureux & perdrait en Alexandrinades un tems qu'il desire mieux employer aussitôt que la France sera assez grande & assez puissante par elle-même, par ses relations extérieures & par ses colonies: cette époque sera celle d'une paix après laquelle la guerre sera probablement éloignée pour longues années de son enceinte, de ses frontières & de ses possessions.

*Bonaparte* est remarquable par l'extrême netteté de son esprit, par l'ordre & la classification de toutes ses idées; c'est-là un des grands avantages de l'étude approfondie des sciences exactes, qui distingue promptement celui qui les possède des jeunes gens dont l'éducation a été principalement dirigée sur les langues mortes, sur les connoissances scholastiques & sur les objets divers d'érudition ou de littérature; ces derniers produisent parmi eux de plus grands orateurs & des auteurs plus brillans; les autres doivent produire plus de vrais savans & de plus grands hommes à la tête d'une Armée ou d'un Etat.

On apperçoit déjà l'effet de cette direction mathématique de Bonaparte dans les premières opérations du Consulat, dans les mesures qu'il presse pour la restauration des finances & du crédit, dans le plan adopté pour établir un Conseil d'Amirauté, &c. On l'apperçoit sur-tout dans le choix des Ministres plus immédiatement destinés à recevoir de lui l'impulsion & les ordres. Il place *Berthier* à la guerre ; c'est un second lui-même ; c'est son bras droit dont il connoît l'intelligence, la bonne volonté, l'ordre & les moyens. Il donne la marine à *Forfait*, Ingénieur pour la construction dans les ports, déjà distingué sous l'ancien régime, membre de la seconde législature, qui a été employé à Venise pour mettre en état les bâtimens & tirer parti des arsenaux en 1797 & dont Bonaparte suivit de près alors le travail, & jugea la capacité. Il fait conférer à *La Plasse* le Ministère de l'Intérieur : c'est celui où il faut tout recréer ; c'est le centre de la partie administrative, de cette partie foible & pourrie (v. Chap. III. §. *France*, Force Politique) ; pour recréer utilement, il faut procéder avec ensemble, méthode & précision, tracer d'abord de grandes divisions & les suivre dans toutes les branches ; il est donc essentiel d'avoir un homme dont l'esprit soit exact, dont la tête soit bien organisée ; & *La Plasse*, grand mathématicien qui est en même tems homme de cabinet & républicain prononcé, paroît singulièrement propre à cette tâche. Les Royalistes font des quolibets sur la nomination d'un *savant* au Ministère ; ils le font donc bien peu puisque l'expérience même ne les endoctrine pas, & elle prouve assurément assez, depuis quelques années qu'il n'est pas plus nécessaire pour être bon Ministre d'être grand Seigneur qu'il ne l'est d'être Prince pour devenir bon Général.

Quand un homme profondément instruit parvient dans la force de l'âge au poste le plus éminent au milieu des circonstances les plus nouvelles, à l'époque de la maturité d'une révolution décisive ; quand il joint une conception pénétrante & un esprit ardent à un jugement sain & froid ; quand



il fait tracer des plans vastes mais non démesurés, & pour-  
voit à leur exécution d'après des principes fixes & rectilignes,  
sans opiniâtreté néanmoins relativement aux moyens qu'il  
change & varie avec adresse suivant les circonstances ; quand  
il est doué d'un tact assez fin pour choisir ses coopérateurs  
& de lumières assez perçantes pour les convaincre qu'il est  
versé lui-même dans la connoissance des objets sur lesquels il  
va les diriger ; quand cet homme enfin ne consacre tout au  
plus que cinq ou six heures sur vingt-quatre au sommeil & à  
ses repas, qu'il ne se distrait des affaires que par l'étude &  
jamais par les plaisirs, il doit faire *beaucoup* de choses, &  
certes il est en état *en* faire de *grandes*.

Or tel est BONAPARTE.

Assez & trop long-tems on n'a voulu connoître à fond &  
en se dégageant de tous préjugés ni le personnel & le carac-  
tère de ses adversaires, ni le genre & la force de leurs moyens,  
ni la masse & les dispositions de ceux qu'ils gouvernent ; il  
est inutile de rien mettre de nouveau à cet égard sous les  
yeux de personnes élevées qui paroissent chercher la vérité  
& être à portée de la faire prévaloir, mais qui se trouvent  
souvent entraînées dans une autre route par cette complica-  
tion *d'intérêts* formant la draperie moëlleuse dont est  
enveloppée la *Liberté*.

Un Poëte ami du grand *Racine*, qui connoissoit à fond  
les hommes, consolait ainsi cet auteur célèbre de la désappro-  
bation que témoignoit à ses meilleures pièces une certaine  
classe d'auditeurs ;

“ L'Ignorance & l'Erreur à tes naissantes pièces ,

“ En habit de *Marquis*, en robes de *Comtesses*,

“ Venoient pour diffamer le chef-d'œuvre nouveau,

“ Et secouoient la tête à l'endroit le plus beau.”

Les mêmes jugemens erronés dont il se plaint ne se por-  
tent-ils pas souvent en politique d'après la voix de passions

qui aveuglent autant que l'ignorance vis-à-vis d'adversaires qu'on s'obstine à méconnoître ou qu'on se plaît à attaquer ?

Autrefois on étoit juste avec ses ennemis ; on ne refusoit pas en France estime & considération à *Marlborough*, ni en Allemagne à *Turenne* : mais les tems ont changé ; & quand on a voulu ou prétendu faire une guerre aux *opinions*, il a bien fallu déclamer, comme on l'a vu faire quelque tems en France & comme on s'en plaignoit alors avec raison, contre ceux qui soutenoient ces opinions, & n'épargner aucun effort pour persuader tant bien que mal au public que de tels hommes étoient ou parfaitement *ignorans* ou parfaitement *scélérats*.

Ce sont cependant ces mêmes hommes qui dirigent aujourd'hui la France & qui sont jugés ailleurs d'une manière moins passionnée mais peut-être bien plus utile aux vrais intérêts de la généralité ; & l'on est encore à comprendre qu'à la fin d'un siècle éclairé il puisse rester dans certains Etats autant de personnes d'une classe supérieure au vulgaire qui soient incapables de modifier leurs propres opinions d'après les faits & qui puissent envisager comme salutaire la persévérance dans une lutte d'invectives & de dépréciation, sans considérer combien l'on s'expose, si le moment arrive où il faille la cesser tout-à-coup, à voir suspecter beaucoup, ainsi que cela est déjà arrivé, les motifs de ce changement & à rendre toute négociation d'autant plus difficile & défavorable.

On l'a dit en commençant cet ouvrage ; tout ce qui tient à la Guerre *Maritime & Coloniale* lui est étranger ; il faut réserver à un autre tems & à des mains plus habiles le soin d'aborder ces objets ; la Guerre maritime d'ailleurs est loin d'être finie, & ce n'est que dans l'année où nous entrons qu'elle peut commencer à se développer avec quelque égalité de forces & de moyens dans leur direction & dans leur emploi.

Ce sera donc l'avenir qui décidera s'il aura été utile de brûler & prendre quelques vaisseaux au risque de convertir une

flotte auxiliaire en ennemie ; il prononcera aussi sur la sagesse de cette politique qui après avoir excité la jalousie de divers Etats continentaux par des conquêtes & aggrandissemens considérables hors de l'Europe, & avoir procuré au commerce national une masse énorme de denrées coloniales ne leur a pas assuré la circulation sans laquelle elles occasionnent un véritable pléthore\*, en se mettant à tems & avec des sacrifices, s'il le falloit, en position de *médiateurs* plutôt que de *belligérans*, en ouvrant de nouveaux débouchés au lieu d'en

---

\* Ce *pléthore* existe réellement ici comme à *Hambourg* où l'on vient d'en éprouver les funestes effets ; on regorge de sucre & d'indigos ; les rues en sont encombrées, les maisons s'écroulent sous le poids des magasins, & c'est le sucre qui menace à chaque instant les jours du malheureux qui mendie pour avoir du pain.

Ce pléthore sous lequel languissent & sont prêts à succomber des négocians qu'on n'a pu soutenir que momentanément, est devenu encore plus alarmant par l'occupation de *Surinam* où se trouve un approvisionnement immense qui n'avoit pas d'issue & qui va en avoir une pour être expédié ici concurremment avec les sucres des *Îles d'Amérique* ; aussi cet événement, loin d'occasionner la moindre joie dans le commerce, y a-t-il produit un effet contraire.

L'on avoit cru, en se rendant maîtres & dispensateurs de toutes les denrées coloniales, rendre le Continent tributaire & dépendant absolument pour les prix du bon plaisir des marchands de ce pays, & forcer sur-tout la France & la Hollande à acheter ces denrées à un prix exorbitant.

Qu'arrive-t-il aujourd'hui ? Par la suite des spéculations que ce plan a engendré, un grand nombre de maisons ont manqué à *Hambourg*, & un contre-coup général en résulte dont les effets sont menaçans & vont se développer après les retours attendus incessamment & avec une anxiété trop fondée d'Amérique. On vend aujourd'hui pour le compte des masses de créanciers à *Hambourg* cet amas de sucre, indigos & cochenille à très-vil prix ; les acheteurs manquent en proportion des marchandises à vendre, mais ce sont les commissionnaires des maisons Hollandaises & Françaises qui misent seuls & achètent à vil prix. Ils auront soin sans doute de profiter pour leur propre compte de la circonstance ; néanmoins le beau sucre qui se payoit à *Paris* il y a 15 à 18 mois trois francs, soit 60 sols la livre, en coûte à peine 40 aujourd'hui, & sera incessamment à 30 sols (15 sols Anglais).

Le prix du pain s'y soutenoit au commencement de ce mois à 2½ f. de France la livre, ce qui feroit revenir le pain de 4 liv. Anglaises à environ 9 f. de France, soit 4½ d. monnaie d'Angleterre.



fermer d'anciens par des prohibitions, & en ne faisant plus consister sa richesse dans l'appauvrissement des principales nations du Continent au bien-être desquelles un peuple marchand est intéressé pour rendre sa propre prospérité solide.\*

---

\* La masse des négocians n'en est plus à s'apercevoir que la prospérité commerciale ne dérive pas d'une aggrégation outre mesure de Colonies nouvelles; & cela est heureux en ceci, que la PAIX en fera d'autant plus facile un jour & d'autant plus solide, car elle ne seroit jamais telle avec les Chefs du Gouvernement Français ni avec les héritiers de leurs principes en politique extérieure, si elle ne ramène les possessions respectives & situées hors de l'Europe à-peu-près dans les mêmes mains où elles étoient en commençant la guerre. Et on a une preuve bien sensible du désir extrême & du besoin qu'a toute la classe marchande & spéculatrice de la paix par ce qui a eu lieu pour les fonds publics; toute secousse envisagée par les politiques comme fâcheuse les remonte aussitôt & leur donne du ton. Les Autrichiens & Russes, ces bons amis, sont-ils bien battus en Suisse? Une crise à Paris place-t-elle à la tête des affaires les mêmes hommes dont on a dit pis qu'on pendre & qui sont considérés, du moins par les discours & écrits approuvés, comme particulièrement indisposés contre le Gouvernement Anglais? Les fonds montent à l'instant. Prend-t-on au contraire d'un coup de filet une flotte Hollandaise qu'on ignoroit alors qui dût être si chèrement payée? Le grand Suwarrow fait-il, une boucherie de Français & de Russes sur la Trébie & à Novi, & le canon ronfle-t-il en conséquence? Les fonds, loin de s'élever, prennent un mouvement de baisse sensible.

Quelle est donc cette opinion tacite & générale en opposition avec l'énergie apparente qui se manifeste par tant de phrases & de protestations? Semblable à la taupe souterraine & remuante, elle ose donc soulever incessamment le terrain qu'un grand CULTIVATEUR avoit eu l'art & les moyens d'applanir! Cette opinion est que tout événement un peu majeur & défavorable aux Alliés doit augmenter leur désunion & acheminer beaucoup plus promptement la paix que ne le feroient les événemens réussissant en sens contraire; & si cette opinion domine, c'est parce que le besoin de la paix prédomine par-dessus tout dans le cœur d'un nombre immense d'individus qui se voient absolument déçus des espérances emphatiques qu'on leur avoit donné; il en est ici comme il en a été depuis quelques années en France, & de même qu'on juge très-mal soit de l'esprit qui y règne soit d'une masse de faits importans par les discours de tribunes, de même aussi on voit tous les jours qu'on commet une erreur capitale en jugeant les véritables dispositions actuelles des propriétaires dans les fonds & dans le commerce par certaines adresses délivrées lors d'un danger intérieur pressant dont ils ne peuvent retirer décemment les expressions qu'ils démentent néanmoins, quant à la continuation

En se bornant à envisager les opérations qui ont eu lieu sur le Continent & en élaguant même les revers qui ont signalé en *Flandres*, sur le *Waal* & dès-lors les campagnes & expéditions précédentes, j'entends une partie respectable du public concentrer son attention sur le tems présent, & passant en revue les événemens récents qui se sont passés dans les armées formées par le sang ou par l'or Britanniques, se demander,

1°. " Où sont ces Russes fameux qui devoient traverser la *Suisse* & pénétrer en *France*?"

Un Anglais bien instruit & arrivant d'Allemagne répond :

" Après avoir été étrillés d'importance, ces Russes s'amuseut aujourd'hui en regagnant leurs déserts à faire des descriptions poétiques du *Mont St. Gothard* & du *Pont du Diable* qu'on avoit cru néanmoins leur voir traverser sur tous ceux où ils avoient passé : si on les arrête dans leur voyage rétrograde à force de supplications, ne vous attendez pas qu'ils combattent long-tems parmi les phalanges Autrichiennes, car ils se disposent plutôt à devenir leurs ennemis.\* D'ailleurs ces Russes braves sans doute sont des

---

de la guerre, par les actes émanans de leur volonté libre & de leur intime sentiment.

Quelques personnes induisent une opinion généralement portée pour la guerre de ce que les fonds sont plus haut qu'ils ne l'étoient en 1797, & l'année dernière ; mais il est aisé d'en appercevoir la raison : alors le commerce n'étoit pas encore engorgé, on faisoit travailler l'argent dans ces mêmes spéculations qui s'écroulent aujourd'hui ; actuellement l'emploi manque aux capitalistes, soit du pays soit étrangers, la peur les saisit d'entrer dans aucune affaire qui exige des confiances, tout se porte sur les effets publics, & dès-lors leur valeur se soutient nécessairement plus élevée.

\* C'est ce que je me rappelle avoir ouï dire aussi & déjà au printemps dernier à un homme distingué par son mérite, son rang & les missions diplomatiques qu'il a remplies sur le Continent ; il préjugeoit avec raison que l'union des Russes aux Autrichiens ne pouvoit qu'être éphémère ; & que si la guerre ne se finissoit pas en une campagne, (supposition très-improbable) cette union courroit risque de se convertir en sentimens bien opposés. Cet homme connoît le terrain étranger, mais il n'est pas acheminé aujourd'hui à s'y rendre.

“ hommes *machines* & ne pouvoient lutter de suite avec succès  
 “ contre des troupes tacticiennes & manœuvrières.”

2°. Ce même Public dont nous avons parlé hasarde une  
 seconde question devant des militaires récemment arrivés  
 d'un autre point :

“ Vous couriez *délivrer* ou plutôt *conquérir* la Hol-  
 “ lande ; on vous avoit promis une récolte facile de lauriers ;  
 “ votre embarquement ressembloit au prélude d'un triomphe  
 “ plutôt qu'à celui d'un événement même douteux ; vous  
 “ êtes braves & zélés ; vous revenez néanmoins couverts de  
 “ deuil, de blessures & de boue. Quelle peut être la cause  
 “ d'une issue si contraire à ce qu'on nous avoit fait espérer ?”

L'un de ces dignes Militaires sur le visage duquel la dou-  
 leur est peinte se lève & répond :

“ Généraux, Officiers & soldats, nous avons tous été  
 “ victimes de ces hautes illusions d'après lesquelles nous ne  
 “ devons trouver en Hollande que des amis parmi les gens  
 “ du pays & qu'une armée Française foible & mal organisée  
 “ à combattre : au contraire, sauf des matelots gagnés & une  
 “ poignée d'Orangistes, nous n'avons rencontré que des  
 “ Hollandais ennemis ; les payfans, même en les payant au  
 “ poids de l'or, nous trompoient & nous égardoient autant  
 “ que cela leur étoit possible ; nous avions à combattre des  
 “ *Bataves* aussi bien enrégimentés que nous, animés de l'é-  
 “ nergie de leur Chef, & les troupes Françaises bien dirigées  
 “ & bien plus aguerries que la plupart des nôtres qui n'avoient  
 “ jamais vu le feu & qui avoient été recrutées à la hâte d'un  
 “ grand nombre de miliciens tout neufs. Nous avions des  
 “ *Russes* pour auxiliaires, il est vrai ; mais ils n'entendent  
 “ pas le système moderne d'attaque ou de défense qu'il faut  
 “ suivre contre les Français dans un pays coupé & d'un abord  
 “ difficile ; nous avons reconnu trop tard que sur le point où  
 “ nous nous trouvions quelques *Régimens Prussiens* eussent  
 “ été indispensables pour procurer les succès dont on nous  
 “ avoit flatté. Nous pleurons nos braves & trop nombreux



“ amis dont la Nord-Hollande a été le tombeau sans résultat  
 “ utile à notre pays ; & nous gémissons sur les conséquences  
 “ fâcheuses mais inévitables d'une expédition dont les mo-  
 “ tifs & les bases vous seront sans doute développés par ceux  
 “ qui l'ont ordonnée.”

Ce sont-là, parmi plusieurs autres, des faits de notoriété publique qui attestent le contraste saillant entre les promesses flatteuses & les réalités affligeantes.

Par-tout on a échoué sur le *Continent* (car c'est avec leurs propres troupes, à leurs dépens & pour leur propre compte que les braves Autrichiens bien conduits ont reconquis la *Lombardie* & prennent, sans le rendre, le *Piémont*), par-tout on a échoué, parce que par-tout on a voulu agir d'après des plans hors de portée, d'après des idées gigantesques & basées sur des informations infidèles, soit relativement à la France, soit relativement aux autres pays où l'on a porté le théâtre de la guerre. En France on a vu, par la lunette des gens les plus intéressés à ce qu'on le vît ainsi, la foule des habitants animés du désir & de la volonté d'y rétablir un Roi, tandis qu'au contraire c'est une minorité faible & inactive par-tout où l'on ne vient pas lui mettre pour un moment les armes & l'argent à la main qui nourrit encore cette idée comme exécutable : ailleurs, sur les rapports d'hommes qui avoient beaucoup perdu au changement de régime, on a cru ne trouver que des amis chauds & que des ennemis du nouvel ordre de choses, sans s'apercevoir qu'on feroit difficilement considéré comme *libérateurs* dans ces mêmes Etats qui se trouvoient avoir été compromis notablement par suite des mesures adoptées, ou dépouillés les années précédentes de leurs possessions les plus précieuses.

Argent par millions, hommes, réputation militaire sur le Continent, tout cela n'a-t-il pas été sacrifié à cette opinion que l'on ouvreroit toutes les portes, briseroit toutes les résistances ? A cette idée que dans l'étranger l'honneur, la

gloire, le républicanisme se vendent & se livrent comme des *filles de joie* ? A cette persuasion qu'avec quelques milliers d'hommes en uniforme sur deux points distants entr'eux mais voisins de la France on effrayeroit une nation de *soldats* comme on pourroit effrayer une troupe de *contrebandiers* ?

Que la guerre tant *maritime* que *continentale* ait été justement entreprise, & nécessaire même dans son origine & pendant un certain tems dès-lors, c'est ce qu'on ne prétend ni nier ni contester ;

Mais les circonstances ayant absolument changé dès le moment où le *Roi de PRUSSE* eut signé sa paix, comment est-il arrivé qu'on a suivi nonobstant ce changement au même système & aux mêmes mesures de guerre *continentale*, tandis qu'on ne pouvoit plus se flatter de guerroyer sans lui avec succès, d'acheminer une heureuse & permanente issue, ni de se trouver en état de pouvoir sortir honorablement de la guerre dès qu'on le voudroit, ce qui eût été le point essentiel ?

C'est de-là que paroissent dater vraiment *fons et origo malorum* ; & il est tout au moins douteux si ce sera en suivant la même carrière & en se livrant de nouveau à des entreprises sans rapport direct à la défense intérieure, seul objet capital & possible à atteindre aujourd'hui, qu'on diminuera ces maux & qu'on en arrêtera le torrent.

FIN DES NOTES.

## P O S T S C R I P T.

**P**ENDANT que les Notes ci-contre achevoient de s'imprimer, la nouvelle Constitution Française a paru ; c'est un champ ouvert & fertile pour les Journalistes & dissertateurs pendant l'interruption de la seule communication régulière avec le Continent.

Laissons-leur le plaisir & l'avantage d'en faire à leur gré l'analyse & de la déchiqûeter *dans le sens qui conviendra* ; & bornons-nous à trois observations générales qui sont en rapport direct avec l'objet de l'ouvrage qu'on vient de lire.

1°. Cette Constitution prouve *ipso facto*, combien est vrai ce qui a été mentionné aux Chap. I. & II. qu'on savoit déjà très-bien mais qu'on feignoit toujours d'ignorer, sur le changement qu'ont subi dès long-tems le *système* propagandiste & les *principes* contre lesquels on prétendoit devoir guerroyer.

2°. Quels que soient ses défauts réels, & quelle que soit leur représentation exagérée ou radoucie relativement à la portion de droits politiques qu'elle ôte à la masse du peuple pour les transférer ailleurs, en conservant les principes fondamentaux de la Révolution, cette Constitution est à-peu-près telle qu'on devoit l'attendre de Chefs éclairés sur la situation interne & externe de la France.

En effet aussi long-tems que la politique extérieure de quelques Puissances vis-à-vis d'elle sera dirigée par les mêmes mobiles qui la guident aujourd'hui, aussi long-tems il importera à la République Française de concentrer son Gouvernement, d'imposer silence aux factions auxiliaires de ses

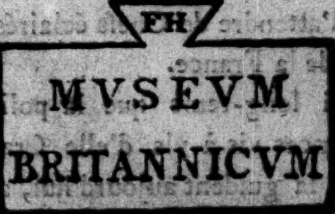


Ennemis, & de se constituer de manière à être bientôt tranquille au dedans & à porter tous les moyens contre les plans & les efforts dont on la menace du dehors.

3°. Aux yeux de tout homme doué de quelques notions saines soit sur la France soit sur l'étranger, cette Constitution doit être envisagée comme une Constitution de *circonstance* qui peut-être conviendra mieux dans sa pratique à la France qu'une autre beaucoup meilleure en théorie, mais qui adaptée à sa position présente peut aussi se changer dès que cette position aura changé, sans que cela doive altérer en rien les principes posés aux Chap. I. II. & IV. de cet Ecrit, qui au contraire n'en acquièrent que plus de force.

Car, s'il plaît à la République Française de modifier ultérieurement son régime, d'étendre ou de resserrer son Gouvernement, cela n'ébranlera ni sa base ni ses relations avec les Puissances étrangères, qui n'auront pas plus de droit de s'en alarmer ni d'y intervenir qu'elles n'en auroient si l'Angleterre & l'Irlande s'unissoient sous le même Parlement, ou s'il étoit jugé convenable de changer en plus soit en moins le nombre des Représentans de la Nation dans les deux Chambres.

Du 30 Décembre, 1799.



---

AN  
ENQUIRY  
7 INTO THE 11  
MANNER  
IN WHICH THE  
DIFFERENT WARS IN EUROPE  
HAVE COMMENCED,  
DURING THE  
LAST TWO CENTURIES,  
&c. &c. &c.

---

[ Price Two Shillings and Sixpence. ]

---

Printed by G. Woodfall, Paternoster-row.

---

8. 11. 11



Printed by W. & A. G. Smith, 11, Abchurch Lane, London, E.C. 4.